GEO
HORS-SÉRIE

The New York Times
News Service & Syndicate

GEO HORS-SÉRIE SEPTEMBRE - OCTOBRE 2016

QUEL MONDE DEMAIN ?

ÉDITION 2016



CHRONIQUEURS
ET PHOTOGRAPHES
INTERNATIONAUX
POSENT
LEUR REGARD SUR
**LES GRANDS
ENJEUX
DE LA PLANÈTE**

Le fascinant mode de vie des nomades de Chine – ici, un Tibétain du Qinghai – risque de disparaître.

CHINE, ÉNERGIE SOLAIRE, INSTAGRAM, FORÊTS, DRONES, IRAN, VIRUS...

BEL : 11,90 € - CH : 14,90 CHF - CAN : 16,99 CAD - D : 13 € - LUX : 11,90 € - PORT.CONT : 12,50 € - DOM : Bateau : 11,90 € - Maroc : 109 MAD - Tunisie : 20 TND - Zone CFP Bateau : 1 600 XPF.




Le pouvoir
ne s'exerce plus comme avant.
CRÉDIT AGRICOLE
BANQUE PRIVÉE


Derek Hudson

SORTIR DU TOURBILLON DE L'ACTUALITÉ

Un paysan birman, une main posée sur la tête de sa vache, l'autre tenant un panneau solaire. Cette photo est, pour moi, l'une des plus... éclairantes et symboliques de ce numéro annuel consacré aux grands enjeux du monde. L'électricité solaire accessible aux populations pauvres est en passe de changer la vie quotidienne d'un milliard de personnes sur terre, qui n'avaient jusqu'alors pas d'autre moyen d'éclairage que l'inefficace bougie ou le polluant kérosène.

Quel monde demain ? Pour répondre à cette question, nous avons choisi de réunir des regards, ceux de photographes de *GEO* et ceux de chroniqueurs rassemblés par le *New York Times News Service & Syndicate*. Chacun de leurs points de vue est subjectif, et l'ensemble ne prétend pas fournir une analyse prospective exhaustive. Mais il permet de s'arrêter un instant sur l'enjeu qui se cache souvent derrière les péripéties de l'actualité. En guise d'introduction, je me permets ici de mettre en exergue quelques-uns de ces «arrêts sur images» qui permettent de s'extirper du tourbillon des événements.

Les migrations. Le nombre de personnes vivant dans un pays différent de celui de leur naissance (la définition du migrant selon l'ONU) a atteint 244 millions en 2015, 41 % de plus qu'en 2000. Parmi eux, vingt millions de réfugiés. Mais se met-on jamais à la place de celui qui laisse tout derrière lui ? Qui abandonne tout, sauf l'espoir ?

Les villes. Comment faire de nos mégapoles des lieux de meilleure cohabitation entre des hommes qui y arrivent et y vivent de plus en plus nombreux ? Bâtiments, communications, infrastructures, parcs... Les besoins en investissements et en créativité sont énormes. Il faudra repenser aussi la place de l'automobile. Au XXI[e] siècle, son poids a structuré l'aménagement des cités. Aujourd'hui, une voiture occupe plus de place qu'un être humain (cinquante mètres carrés pour garer son «carrosse»). Demain, on jugera ces véhicules aussi nuisibles que les cigarettes.

Les réseaux sociaux. Une entreprise ne s'adresse plus à ses clients, elle converse avec eux. Chacun juge *(like)* ses fournisseurs, ses clients, ses amis... Naît une culture où compte l'e-réputation et où sévit l'e-humiliation. Quand personne n'est à l'abri du jugement public des autres, comment ne pas céder à la tentation de la pensée qui convient au plus grand nombre ? Comment affirmer une pensée autonome et différente ?

La démocratie. Cette forme de gouvernement traverse une phase difficile, elle n'est plus perçue comme «la lumière du monde». Conduit-elle encore à la prospérité ? Ou la prospérité est-elle une condition nécessaire pour pouvoir se payer le luxe de la démocratie ?

Le bonheur. Les meilleures choses dans la vie sont-elles gratuites ? L'air, le soleil, l'amour... Dans nos sociétés rassasiées de biens matériels, il est salutaire de se poser cette question. Mais, pour beaucoup d'hommes, elle n'a pas de sens. Tous ceux qui ne sont pas (encore) libérés de la faim, de la peur, de l'exploitation. Ceux qui ne possèdent pas encore ce que Virgina Woolf appelait «une chambre à soi». ■

ÉRIC MEYER RÉDACTEUR EN CHEF

@EricMeyer_Geo

QUEL MONDE DEMAIN ?

DES VALEURS À RÉINVENTER

DES POUVOIRS À PARTAGER

DES LIBERTÉS À PROTÉGER

LA PLANÈTE DÉCHIFFRÉE

Encarts marketing : 2 cartes jetées kiosques abos Belgique et Suisse.



40

LES DERNIERS NOMADES DE CHINE

Ce Tibétain sous sa toque de renard n'a pas échappé à l'œil de **GILLES SABRIÉ.** Ce photographe, basé en Chine et collaborateur de GEO, documente la vie des nomades chinois depuis plusieurs années.

ET LA LUMIÈRE FUT...

C'est lors d'un voyage dans la Birmanie rurale que le photographe **RUBÉN SALGADO ESCUDERO** a compris que le solaire pouvait transformer la vie des populations défavorisées. Il a poursuivi en Inde et en Ouganda ce travail débuté en 2014.



82



112

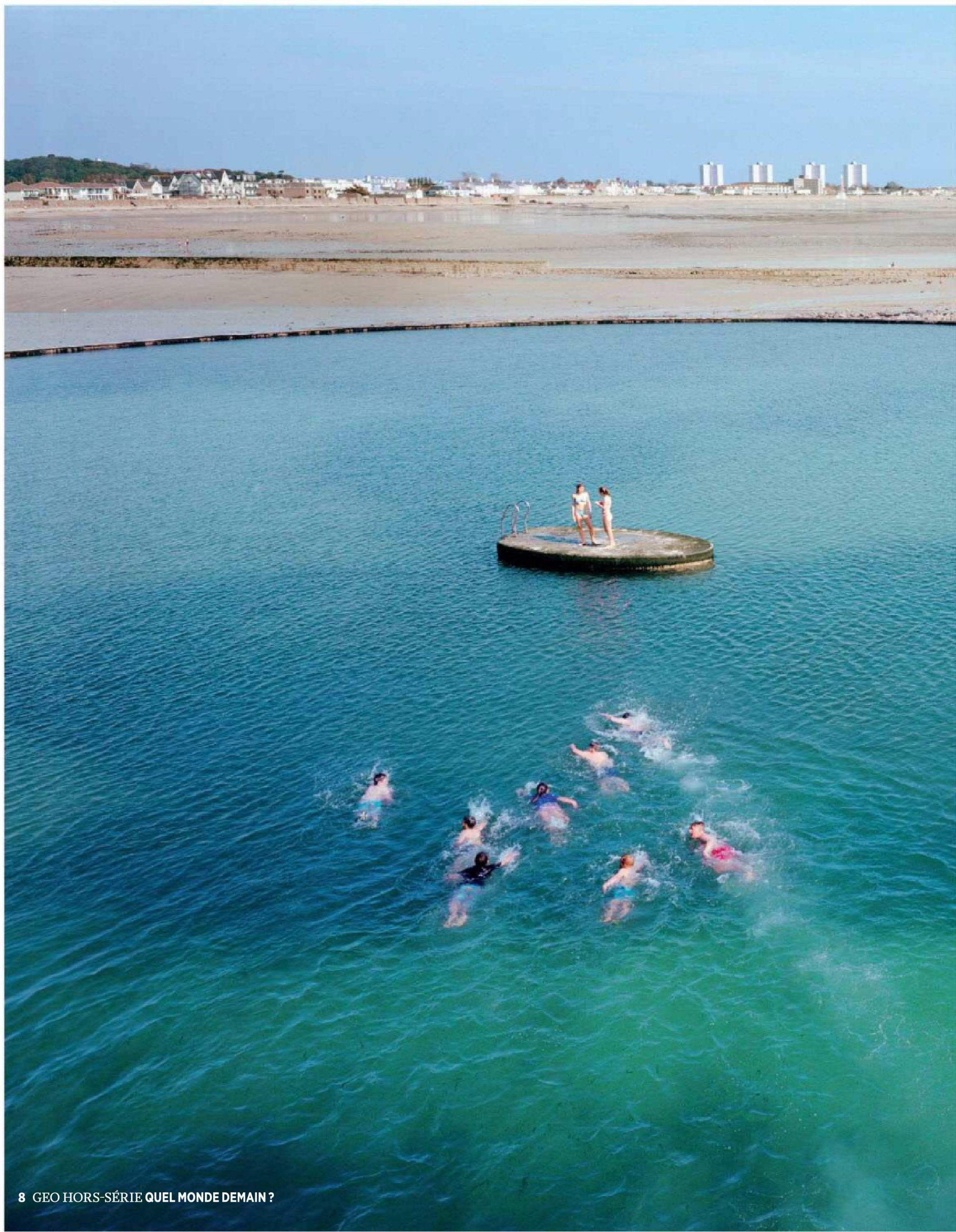
L'IRAN AU PRÉSENT

MANOLO ESPALIÚ, auteur de notre reportage sur les transformations de la société iranienne, entre application stricte de la charia et soif de liberté, se passionne pour ce pays où, depuis huit ans, il retourne au moins une fois par an.

Autour du village de Widou Thiengoly, dans le nord du Sénégal, le désert commence à ressembler à un jardin. Un résultat spectaculaire qui concrétise huit années d'efforts sous l'égide de l'Agence Panafricaine de la Grande Muraille verte. L'objectif, qui mobilise onze pays, est de tracer, de Dakar à Djibouti, une ligne plantée de végétation de 7 600 km de long et quinze de large afin de lutter contre la désertification, l'une des pires menaces pour la sécurité alimentaire et le développement de ces Etats.

Arbres contre sable





Fuite au paradis

Des enfants qui nagent vers le ponton flottant de cette piscine d'eau de mer à Jersey : le photographe a vu là une métaphore de l'attraction qu'exerce sur la finance internationale la plus grande des îles anglo-normandes, réputée pour l'opacité de ses *trusts*. A la suite du scandale provoqué par la divulgation, en 2016, des *Panama papers*, le cabinet Mossack Fonseca a annoncé la fermeture de ses bureaux dans trois paradis fiscaux britanniques, dont Jersey.

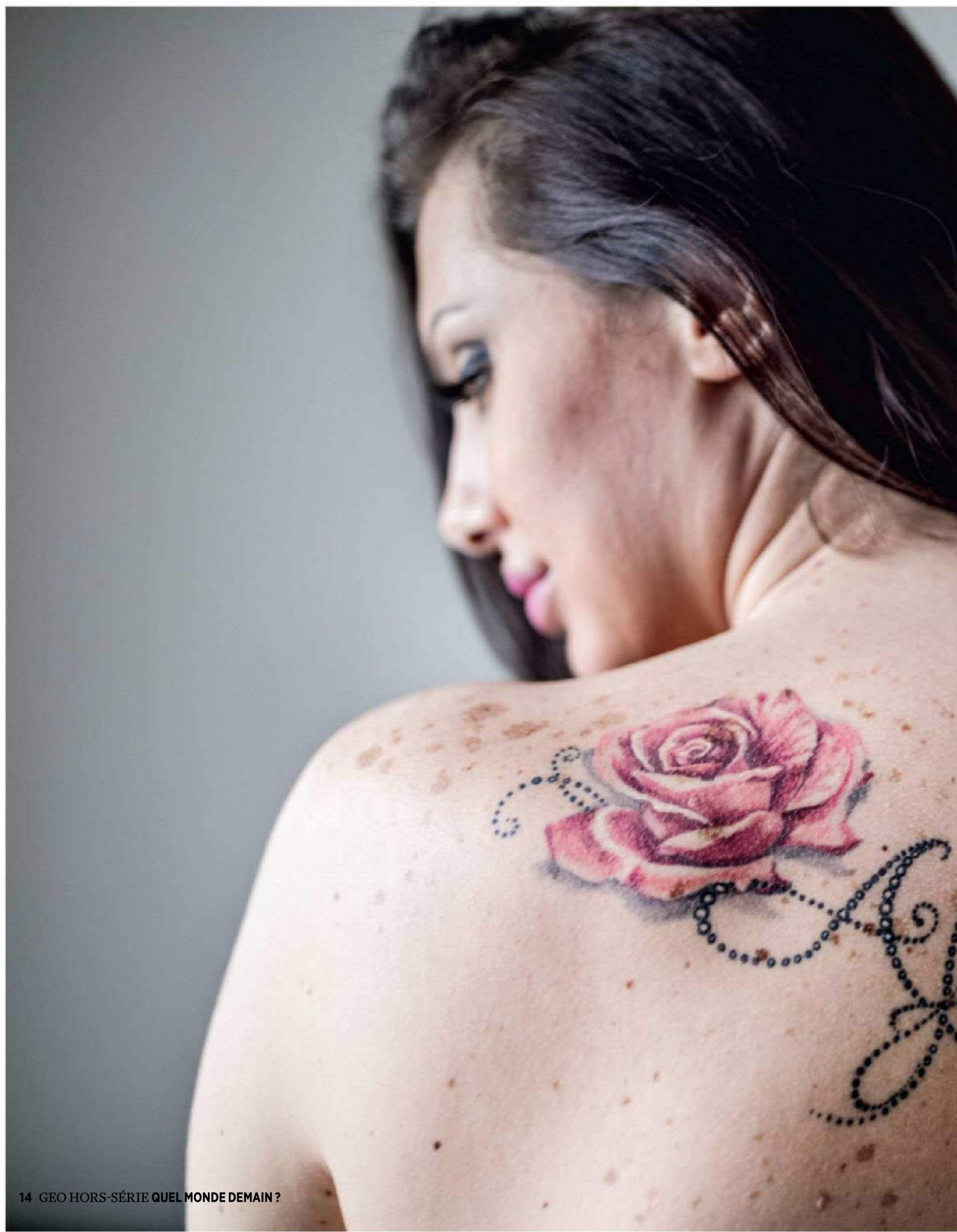
Fini le niqab ne laissant que les yeux apparents ! Cette habitante d'un village proche de Minbej, dans le nord de la Syrie, s'empresse de retirer son voile intégral, imposé à partir de janvier 2014 dans la région par l'organisation Etat islamique. Ici, en juin 2016, les combattants arabo-kurdes soutenus par les frappes aériennes d'une coalition de dix-huit pays, ont fait reculer Daech – qui résistait avec kamikazes et voitures piégées. Et ont fait tomber du même coup ce symbole d'oppression.

Enfin libre…



Brigadier du ciel

Entre les serres de cet aigle, ce drone ne fait pas le poids ! Face à la prolifération de ces petits engins volants – 4 millions vendus dans le monde en 2015, selon les analystes de Juniper Research – le risque de les voir utiliser à des fins délictueuses (survols illégaux par exemple) augmente. La société néerlandaise Guard from Above propose à ses clients, principalement la police, une parade originale et 100 % naturelle : des oiseaux de proie entraînés à l'interception de ces objets volants.



La reconnaissance des transgenres gagne du terrain. Sonia (photo), 30 ans, Italienne, a subi à Bangkok une intervention chirurgicale pour devenir une femme. Depuis 2015, son pays, comme le Royaume-Uni ou l'Allemagne (mais pas la France), n'exige plus d'opération pour le changement d'état civil. Des personnalités hollywoodiennes œuvrent pour la cause (comme les réalisateurs de *Matrix*, ex-frères devenus sœurs Wachowski), et une série TV comme *Sense8* contribue à briser le tabou.

Fin d'un tabou ?

Que va-t-il advenir de l'Antarctique ? Dans cette région du monde réservée aux activités scientifiques, protégée par un traité jusqu'en 2048, une vingtaine d'États disposent de 70 bases, comme cette station de recherche britannique sur laquelle flotte l'*Union Jack*, à Port Lockroy, dans le nord de la péninsule. Ce continent recèle d'immenses ressources en pétrole, gaz, minerais divers, poissons, eau douce. Une aubaine. Et beaucoup d'Etats, déjà, rêvent d'avoir une part du gâteau.

Sanctuaire menacé






Ε.Σ.Ν.Ε

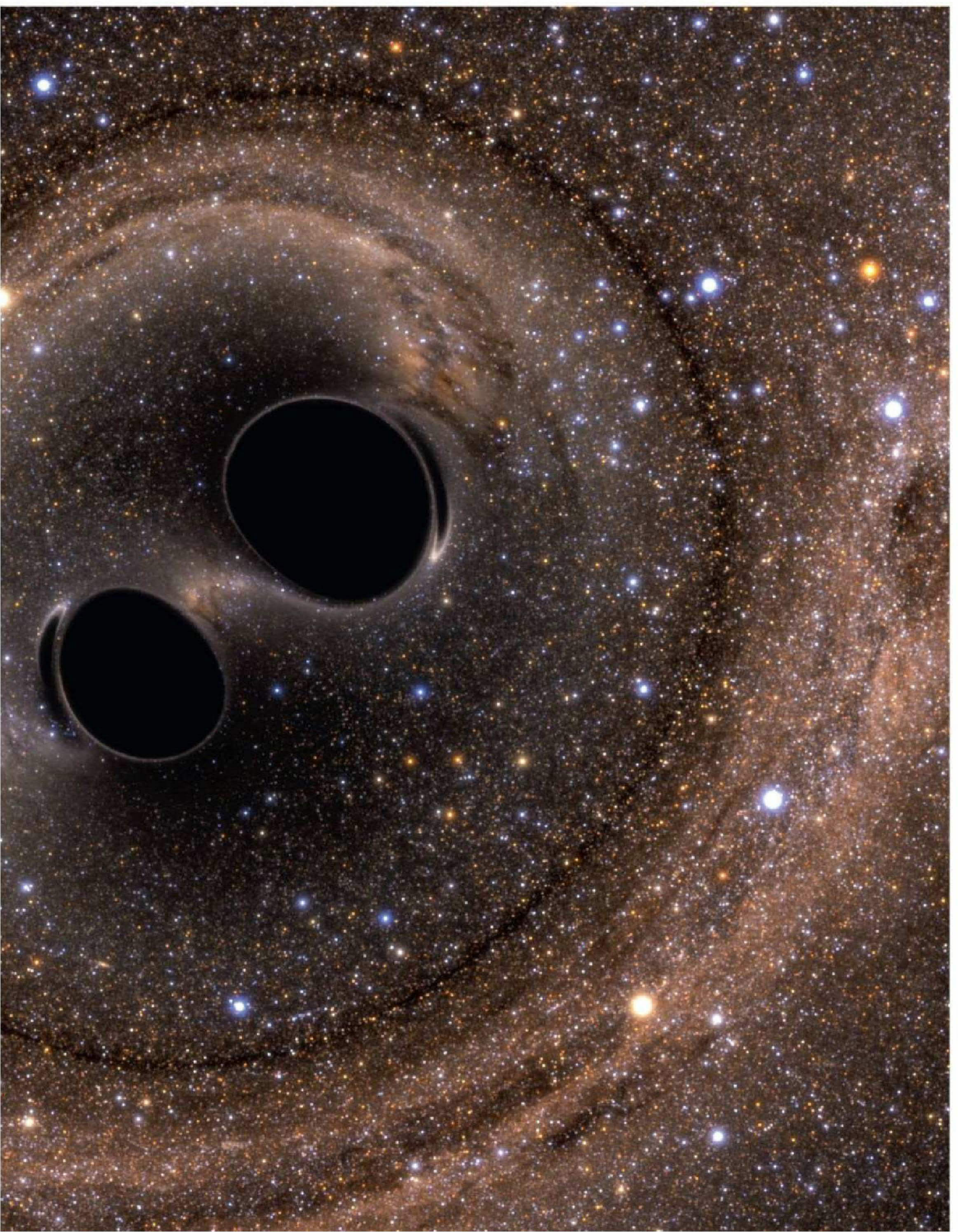


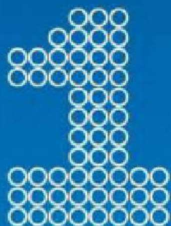
Energie du désespoir

Arrivant sur l'île grecque de Lesbos en provenance de Turquie, ce frêle bateau surchargé de réfugiés syriens fuyant la guerre, évoquant le *Radeau de la Méduse*, illustre la tragédie humanitaire qui sévit sur la façade sud de l'Europe. En juin 2016, le seuil de 10 000 migrants ayant péri en Méditerranée depuis 2014 a été franchi, a annoncé le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés. La série dont ce cliché est extrait a valu au Russe Sergey Ponomarev, 35 ans, le prix Pulitzer 2015 de la photo d'actualité.

Un cataclysme cosmique vient de permettre de faire un grand pas dans notre compréhension de l'Univers. En février 2016, des scientifiques du programme LIGO aux Etats-Unis ont constaté pour la première fois une infime déformation de l'espace-temps. Seule explication possible : un choc de deux trous noirs (simulé ici par ordinateur) ayant généré une onde gravitationnelle. L'existence de ces ondes avait été pressentie par Albert Einstein en 1916, mais jamais observée directement.

Onde d'un choc





DES VALEURS À RÉINVENTER

LAISSONS LA TECHNOLOGIE FAIRE NOTRE TRAVAIL ET PROFITONS DE L'EXISTENCE !
PAR JI XIAOHUA

LA GRANDE QUESTION
LES MEILLEURES CHOSES DANS LA VIE SONT-ELLES GRATUITES ?
HUIT PERSONNALITÉS DU MONDE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES RÉPONDENT

LES VILLES, UN LABORATOIRE IDÉAL POUR IMAGINER NOTRE FAÇON DE VIVRE DE DEMAIN ?
PAR JAIME LERNER

REPORTAGE ET INTERVIEW
LES NOMADES CHÉRISSENT PAR-DESSUS TOUT LEUR LIBERTÉ. MAIS EN CHINE, L'ÉTAT LES CONTRAINT À CHANGER DE PRIORITÉS.
PAR NADÈGE MONSCHAU



Dans les prairies de l'Altaï, aux confins de la Chine, ce nomade kazakh découvre un panneau de propagande clamant que l'environnement est la priorité numéro un.

LE DÉFI : SE PRÉPARER À UN FUTUR OÙ L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE AURA TRANSFORMÉ NOS VIES

Quand les robots feront tout le boulot, que nous restera-t-il à nous, les êtres humains ?



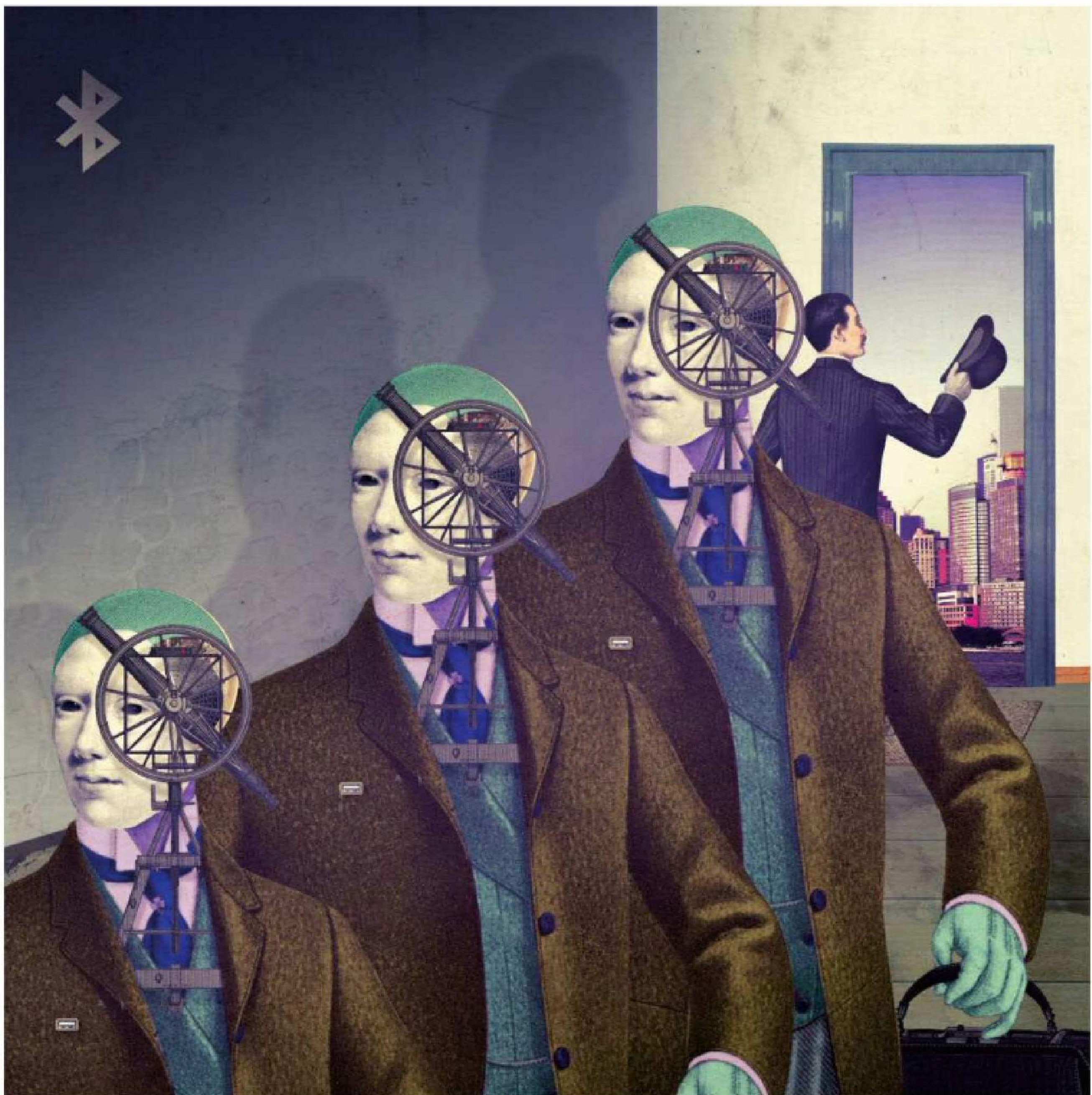
PAR JI XIAOHUA
Docteur en neurobiologie, ce Chinois de 39 ans a fondé Guokr.com (un site scientifique), Guokr MOOC Academy (une plateforme de MOOC) et Zaih.com, une plateforme d'échange de connaissances permettant aux utilisateurs d'entrer en contact avec des experts dans divers domaines.

Bienvenue dans une ère où les individus et les cerveaux informatiques travaillent ensemble, et où il faut compter avec une nouvelle forme d'intelligence hybride, mi-artificielle, mi-humaine. Vous vous souvenez de la scène du film *Aliens, le retour* (1986), dans laquelle Sigourney Weaver, revêtue d'un exosquelette, combattait la «reine» d'un essaim d'aliens ? Dans le monde réel, nous en sommes à peu près là.

Il existe aujourd'hui des entreprises à travers le monde qui développent ce type d'équipement, dans des versions plus pacifiques, pour une utilisation industrielle ou médicale. Certains ont déjà été mis sur le marché. En ce qui concerne Internet, la frontière entre l'homme et la machine est devenue bien plus floue encore. Par exemple, l'agence Associated Press se sert d'un logiciel, *Automated Insights*, pour produire chaque année des milliers d'articles sur les bilans annuels des entreprises, permettant ainsi à ses journalistes de se concentrer sur d'autres sujets. Les articles les plus importants sont simplement relus et complétés par des êtres humains. Il y a aussi l'assistant virtuel baptisé «M» (sorti des bureaux de Facebook à San Francisco en 2015) qui a, de son côté, recours à l'intelligence artificielle (IA) pour répondre aux questions de ses utilisateurs. Les humains n'interviennent que pour affiner les réponses. Ou le logiciel Watson, développé par IBM, et utilisé dans certains hôpitaux aux Etat-Unis pour déterminer le meilleur protocole individualisé de traitement pour une personne atteinte d'un cancer. Watson analyse les informations génétiques disponibles et toutes les études scientifiques publiées sur le sujet, et formule ensuite des suggestions à destination des médecins traitants.

Pour l'heure, ce sont encore des êtres humains qui supervisent ces logiciels et prennent les décisions finales, mais depuis leurs bureaux, certains redoutent – et on les comprend – le jour où l'IA n'aura plus besoin de personne pour fonctionner.

Pas de panique cependant : la révolution de l'intelligence artificielle est certes en marche, mais la plupart



Pas de panique, les bureaux peuplés d'androïdes ne sont pas pour tout de suite. L'humanité a encore un «plus» décisif : l'intuition.

des postes d'employés de bureau et de cadres ne sont pas menacés dans les cinq à dix prochaines années. Les systèmes d'intelligence artificielle sont pour le moment conçus essentiellement pour accomplir des tâches bien spécifiques, comme la reconnaissance d'images ou l'analyse de données – alors que la plupart des emplois requièrent, eux, un large éventail de compétences. Mais je pense qu'il est important de comprendre pourquoi il est certain que le marché du travail va finir par se transformer. L'IA a réalisé des progrès considérables au cours des dernières années, en particulier dans un domaine appelé «apprentissage automatique» *(deep learning)*. Jusque-là, les informaticiens faisaient exécuter une tâche par un ordinateur via une programmation qui prévoyait, pas à pas, ce qu'il fallait faire. L'apprentissage automatique, lui, suppose au contraire que les scientifiques laissent faire la machine, laquelle applique toute seule diverses techniques, telles que la reconnaissance de formes dans une série de données ou la progression par tâtonnements – des méthodes également employées par le cerveau humain. Et apprend ainsi par elle-même comment accomplir les tâches en question. Attention, «l'intelligence artificielle» ne signifie pas que •••

••• de tels programmes soient dotés d'une sensibilité, comme dans les livres ou films de science-fiction. Mais il est vrai que plus on les alimente en données, plus ils deviennent performants.

En 2012, une équipe de chercheurs de Google a annoncé une grande percée dans ce domaine. Ils sont parvenus à créer un réseau de 16 000 processeurs, en partie calqué sur le fonctionnement du cerveau humain, simulant des neurones reliés entre eux par un milliard de connexions. Trois jours durant, le programme d'IA a été alimenté de dix millions d'images et, sans la moindre supervision, la machine a appris à reconnaître des catégories de choses. Notamment les corps humains, mais aussi les chouchous d'Internet… les chats. Trois ans plus tard, DeepMind, une société rachetée par Google, a publié les résultats de ses recherches. Ses scientifiques ont mis au point un réseau de neurones qu'ils ont fait jouer sur plusieurs dizaines de jeux Atari des années 1970 et 1980, en lui transmettant comme données en temps réel uniquement les pixels et les scores affichés à l'écran. La machine s'est peu à peu transformée en joueuse experte sur certains jeux, sans avoir reçu d'instruction préalable ni la moindre information sur les règles et stratégies à appliquer.

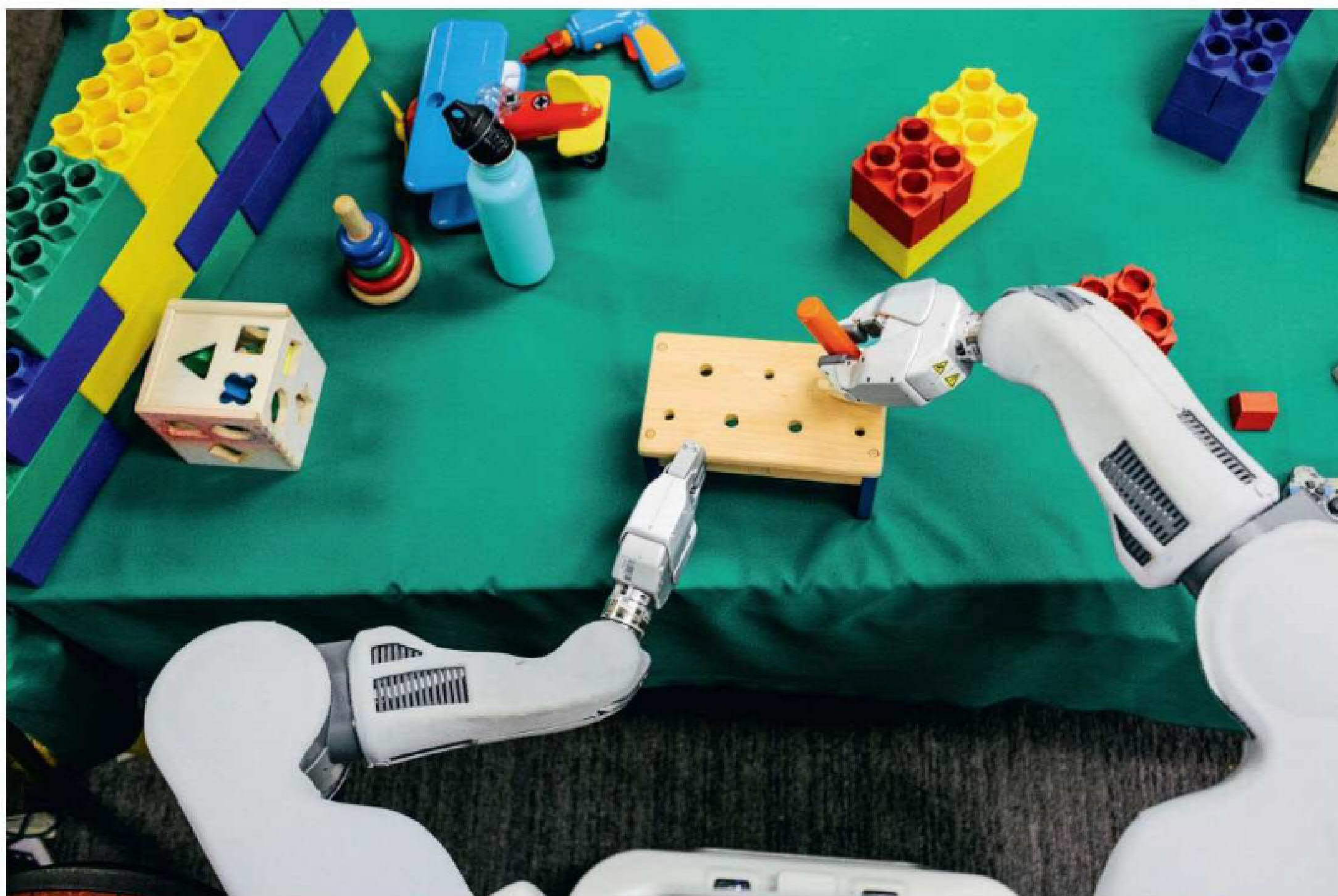
Tandis que la technologie évolue, nous confions de plus en plus de tâches à l'intelligence artificielle, tout comme nous l'avons fait au début avec les ordinateurs. En 2014 et 2015, Skype a introduit la traduction simultanée en anglais, français, allemand, italien, mandarin et espagnol. Les assistants virtuels Siri (Apple), Alexa (Amazon) et Cortana (Microsoft) sont capables d'effectuer des missions basiques telles que lister des choses à faire, lancer de la musique ou afficher le suivi d'un vol. Google, pour sa part, est en train de tester des voitures sans conducteur et a l'intention de les mettre sur le marché d'ici à quatre ans.

Certes, l'emploi va souffrir dans les secteurs où l'IA prendra en charge certains aspects du travail, permettant aux employés de se consacrer à d'autres tâches. Les conseillers financiers et les agents d'assurance travaillent déjà avec l'aide de logiciels qui leur font des recommandations pour la gestion de portefeuilles ou détectent les fraudes à l'assurance. Cette efficacité risque de peser sur le marché du travail, les entreprises se rendant compte qu'elles ont besoin de moins de personnel. Mais l'histoire a montré qu'en général, après une révolution technologique, l'emploi finit par redécoller – même s'il prend parfois des directions inattendues. On entend beaucoup de choses sur tout ce que l'intelligence artificielle va causer comme conséquences négatives sur le marché du travail, mais je suis optimiste. Je pense que de nouveaux métiers remplaceront les anciens dans des domaines que nous ne pouvons même pas encore imaginer, comme ce fut le cas après la révolution industrielle. Il ne nous viendrait pas à l'esprit, aujourd'hui, de rendre responsables du chômage la machine à vapeur, les tracteurs ou les machines à coudre !

Il ne nous viendrait pas à l'esprit de rendre responsables du chômage les tracteurs ou les machines à coudre !

D'ailleurs, l'intelligence artificielle crée déjà de nouvelles opportunités. Prenez un service comme Magic, une start-up de livraison par SMS qui a des clients partout aux Etats-Unis. L'utilisateur peut se faire livrer n'importe quoi par simple envoi d'un texto, grâce à l'action coordonnée d'êtres humains et d'un logiciel d'IA. En Chine, des centaines de personnes travaillent dans les *call centers* de start-up du même genre – en attendant bien sûr que des assistants virtuels prennent un jour la relève de cette «intelligence manuelle». Tous ces services donneront peut-être envie à beaucoup de se former à ces nouveaux domaines. On peut aussi parier sur un regain d'intérêt pour les emplois mobilisant un large éventail de compétences et à l'intuition humaine, comme les soins infirmiers, la puériculture ou la vente. Alors que les cours en ligne, accessibles à tous, comme ceux proposés sur ma plateforme de MOOC ont déjà permis à des millions de personnes de bénéficier d'un enseignement à distance, on doit s'attendre à ce que les gens suivent désormais systématiquement des formations permanentes afin de rester compétitifs.

En première ligne de ces bouleversements se trouvent les nations développées, puisque dans certaines de ces économies, le secteur des services représente plus de 70 % du PIB. Dans les pays en développement, plus lents à basculer vers les technologies d'intelligence artificielle, l'impact sur les personnes sera sans doute moins immédiat. En revanche, ces régions verront peut-être affluer moins d'emplois délocalisés en provenance des pays riches, où la robo-



Si un jeune enfant peut s'amuser avec un établi, pourquoi pas ce robot de l'université de Berkeley ? Avec le programme d'intelligence artificielle ad hoc, le tour est joué !

tique progresse vite. Ces perspectives ne nous inquiètent que parce que nous avons du mal à imaginer les métiers qui naîtront de ces technologies, et que nous ignorons tout des entreprises qui naîtront demain par le génie de leurs inventeurs. Mais l'avenir sera radieux quand même, grâce à une qualité qui n'appartient qu'à nous : la créativité.

En juillet 2015, dans une lettre ouverte, plus de 1 000 chercheurs en IA et en robotique rejoints par d'autres personnalités – parmi eux, Elon Musk [ingénieur et entrepreneur, patron de Tesla], Stephen Hawking [physicien à l'université de Cambridge] et Steve Wozniak [informaticien et cofondateur d'Apple] – ont mis en garde contre les dangers d'une utilisation de l'IA à des fins guerrières et ont appelé à l'interdiction des armes dites «autonomes». Et ce, même si la technologie n'est pas encore aussi avancée que celle des robots intelligents que montrent des films comme *Ex Machina* ou *Chappie*, sortis en 2015. Ces machines étaient dotées d'une IA dite «forte» c'est-à-dire très étendue, capable de mener à bien la plupart des activités humaines, par opposition à une IA «faible» ou «restreinte», spécialisée sur telle ou telle tâche. Personne ne peut dire si l'IA «forte» existera un jour, et si c'est le cas, à quelle échéance. J'ai posé la question à des experts chinois, et c'était un peu comme si je les avais interrogés sur la probabilité d'une vie extraterrestre !

Dans le monde de demain, même les emplois de garde d'enfants seront peut-être menacés, mais Dieu merci, nous avons plusieurs années devant nous avant l'avènement de robots commandés par une intelligence artificielle forte. Ce jour venu, nous n'aurons peut-être plus besoin de beaucoup travailler. Les machines se chargeront de l'essentiel du boulot. Et avec tout le temps libre ainsi gagné, nous aurons enfin le loisir d'explorer ce que cela signifie vraiment d'être un humain. ■

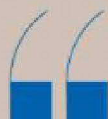
LA GRANDE QUESTION

LES MEILLEURES CHOSES DANS LA VIE SONT-ELLES GRATUITES ?


GABRIELLE (COCO) CHANEL

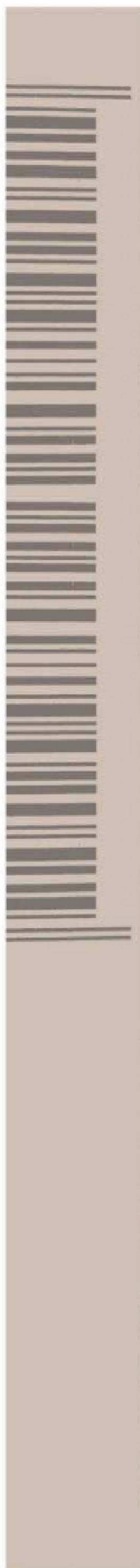
On dit souvent que les meilleures choses dans la vie sont gratuites. Mais si c'est vrai, alors pourquoi ne nous contentons-nous pas de ce qui est indispensable à la vie, comme le soleil, l'amour et les étoiles dans le ciel ? Illustrant ce paradoxe, la créatrice de mode Coco Chanel aurait dit un jour : «Les meilleures choses dans la vie sont gratuites. Les deuxièmes meilleures sont très chères.» Êtes-vous d'accord avec cette affirmation de la célèbre couturière ? Selon votre propre expérience, quelles sont les meilleures choses de la vie, et celles qui viennent en deuxième position ? Et à vous, toutes ces choses, que vous ont-elles apporté ?

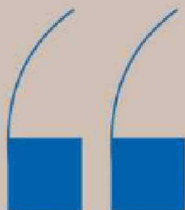
HUIT FIGURES INTERNATIONALES DU MONDE DE LA CULTURE OU DES AFFAIRES RÉPONDENT



J'ai eu la très grande chance dans la vie d'être gratifié d'une voix que les gens apprécient, d'avoir pu m'épanouir et trouver mon public. Alors que tant de gens n'ont pas réussi à faire le travail de leurs rêves, j'ai reçu ce cadeau du ciel. On peut développer un tel don, mais il ne peut être ni remboursé ni acheté : n'est-ce pas la preuve que les meilleures choses dans la vie sont gratuites ? L'une des meilleures choses dans ma vie, c'est quand je perçois une expression d'excitation joyeuse sur un visage dans le public pendant l'un de mes concerts. Même si j'ignore le nom du spectateur, nous partageons une véritable communion. Ou quand mon fils de 3 ans me sourit. Il court toujours vers moi et m'embrasse avec une telle tendresse ! Ou si un inconnu me dit «bonjour» dans la rue. Cela nous donne à tous deux un sentiment de bonheur pour le restant de la journée. L'amour est un don de soi, et ce regard excité, ce sourire sincère, ce «bonjour» démontrent que les meilleures choses de la vie sont gratuites. Si jamais vous en doutez un jour, retenez votre respiration aussi longtemps que possible, ensuite inspirez, puis expirez l'oxygène que la mère nature nous fournit, c'est offert par la maison. Les meilleures choses de la vie sont données à qui prend le temps de les observer et de les apprécier.

YOUSSOU N'DOUR
Musicien, entrepreneur et ancien ministre sénégalais.

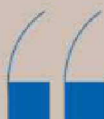




Les meilleures choses dans la vie sont gratuites, c'est vrai. Elles sont indispensables et en permanence autour de nous, comme l'air, la lumière du soleil et l'eau. Nous n'y prêtons guère attention et les tenons pour acquises. Ce n'est que quand vous êtes sur le point d'en perdre une – lorsque votre vue baisse, que votre santé se dégrade, que les ressources naturelles à disposition se raréfient ou sont polluées, que vous commencez à réaliser combien elle était précieuse pour vous. La deuxième meilleure chose pour moi, et qui à mes yeux n'a pas de prix, est ma carrière d'actrice : impossible de la mesurer en dollars. C'est simplement mon destin. Beaucoup de jeunes qui débutent dans leur profession affirment qu'ils sont prêts à tout pour arriver au succès. Mais moi, je sais que je n'aurais pas pu réaliser mes rêves si j'avais, par exemple, sacrifié ma santé pour mon métier. Ou si j'avais renoncé aux autres choses qui sont en réalité les plus importantes dans la vie. Souvent, la chance joue un rôle central dans une carrière. Alors le fait de ne pas parvenir à son objectif ne donne pas forcément d'indication sur qui on est réellement. Mais quand vous réalisez vos rêves, c'est merveilleux. Je suis reconnaissante à la vie de m'avoir permis d'y arriver.

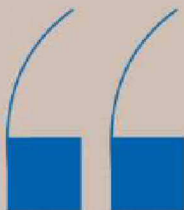
YAO CHEN
Actrice chinoise née en 1979, engagée dans la cause des réfugiés et de la liberté de la presse.





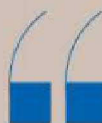
Je n'ai jamais été très matérialiste. Longtemps j'ai habité le petit appartement soviétique de ma jeunesse, alors que j'aurais eu les moyens de le quitter. Si vous veniez chez moi à Moscou maintenant, vous constateriez que ma maison ressemble à un bel hôtel dont le résident ne possède rien de particulier : nulle œuvre d'art ou œuf de Fabergé en vue ! Il n'y a que moi, en général dans mon survêtement aux couleurs des Nets de Brooklyn (prix : 95 dollars !) Pour moi, les fameuses «deuxièmes meilleures choses», celles qui sont très chères, n'ont de valeur que si elles ont une utilité. J'ai le mal de mer, donc je n'ai acheté de yacht que parce que cela me permet de faire du jet-ski. Je veux progresser dans ce sport et je travaille dur pour cela. La meilleure chose concernant mon yacht est donc gratuite – c'est la satisfaction que j'éprouve à me confronter aux défis que pose ce sport, et à maîtriser de nouveaux mouvements (ce qui est particulièrement difficile quand, comme moi, vous mesurez deux mètres). C'est quelque chose que je ne peux demander à personne de faire à ma place. Le yacht lui-même n'a aucune importance à mes yeux, ce sont mes propres progrès et l'effort que j'y consacre qui me rendent heureux – comme peut le faire, de temps à autre, un bon vin.

MIKHAÏL PROKHOROV
Milliardaire et homme politique russe, propriétaire de l'équipe de basket-ball des Nets de Brooklyn.

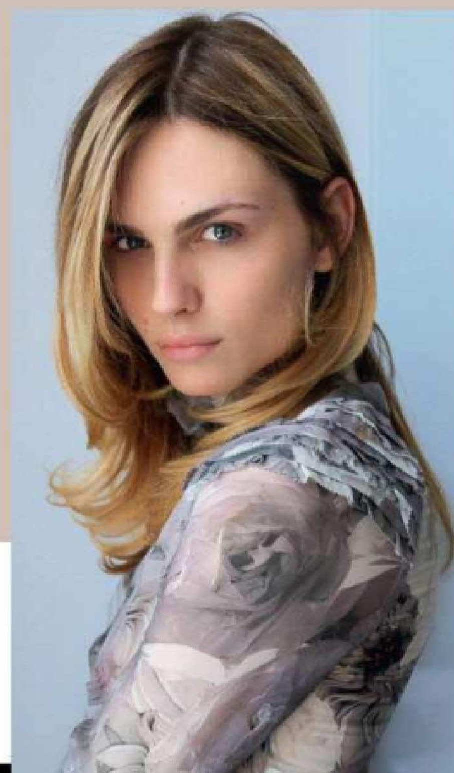


Ce qu'il y a de meilleur dans la vie, le bonheur, découle nécessairement de quelque chose d'authentiquement positif (une bonne action, une bonne nuit de sommeil, l'amour…) et on ne la trouve pas sur le marché. En deuxième position, on trouve tout ce vers quoi nous nous tournons par impatience ou désespoir… et c'est toujours cher parce que la meilleure chose, elle, vaut tellement plus qu'elle n'a pas de prix. Essayer de remplacer le bonheur par un objet ou un service, c'est un peu comme espérer substituer à une nuit de sommeil un état léthargique induit par un somnifère. Au XIXe siècle, la presse américaine avait publié la définition suivante : «Le bonheur est comme un papillon. Lorsqu'on le pourchasse, il semble toujours nous échapper à la dernière seconde, alors que si l'on reste tranquillement assis, il arrive qu'il vienne se poser sur nous.» En finir avec notre quête matérialiste ne coûte rien du tout ! Si courir après le bonheur est voué à l'échec, qu'est-ce qui devrait nous guider ? Mon optimisme naturel m'incite à penser que l'être humain porte en lui quelque chose qui permet de libérer son côté créatif, et qui est inné, comme le mécanisme qui pousse les tournesols à suivre le mouvement du soleil dans le ciel. Avec pour conséquence involontaire cet effet collatéral qu'on appelle le bonheur, comme le papillon qui vient se poser doucement sur notre épaule. Hélas, les sirènes de notre labeur quotidien peuvent nous distraire et faire de nous des consommateurs qui aiment ce qu'ils achètent, achètent ce qu'ils croient aimer, finissent dans l'ennui, l'insatisfaction – et l'incapacité chronique à mettre le doigt sur la raison de ce mécontentement. Une illustration vivante de ce que Mark Twain appelait la «multiplication illimitée de nécessités inutiles.» D'un autre côté, la poète et scénariste américaine Dorothy Parker recommandait : «Occupons-nous du superflu, le reste se réglera tout seul.» Mais bien sûr, seule une minuscule portion de la société, privilégiée, voit ses besoins essentiels comblés sans effort. Une société civilisée est censée permettre à tout le monde de poursuivre ses objectifs avec entrain et créativité. Mais pour que cela soit possible, il faut que chacun d'entre nous soit libéré de la peur, de la faim, de l'exploitation. Et possède ce que Virginia Woolf appelait «une chambre à soi».

YÁNIS VAROUFÁKIS
Homme politique grec, économiste et ancien ministre des Finances dans le premier gouvernement d'Aléxis Tsípras.



Coco Chanel avait raison. Les meilleures choses dans la vie sont gratuites car la base du bonheur, c'est l'interaction humaine. Ce sentiment qu'ensemble avec d'autres, vous contribuez à une action utile pour l'humanité. Dans notre société, les rapports entre les personnes sont dépendants des relations économiques, des échanges de biens et de services. Les gens se retrouvent prisonniers de ce qu'ils produisent et aussi des autres. Autour des marchandises, s'est construite une idéologie qui veut que plus on achète, plus on est heureux. Pourtant, toute personne qui a fait l'expérience d'acheter quelque chose qui lui faisait très envie sait combien la satisfaction que cela procure est limitée et éphémère. En fait, plus nous possédons de choses, moins nous parvenons à en tirer une quelconque satisfaction, même immédiate. Car il faut avoir obtenu les meilleures choses de la vie pour pouvoir profiter pleinement des autres – les objets, le savoir et toutes les expériences qui permettent de parvenir à l'aisance, à la créativité et à un certain épanouissement. Lesquelles malheureusement, sont très chères et réservées à une minorité, qui, bien souvent, ne cherche justement qu'à combler son manque de ce qui est le plus précieux.



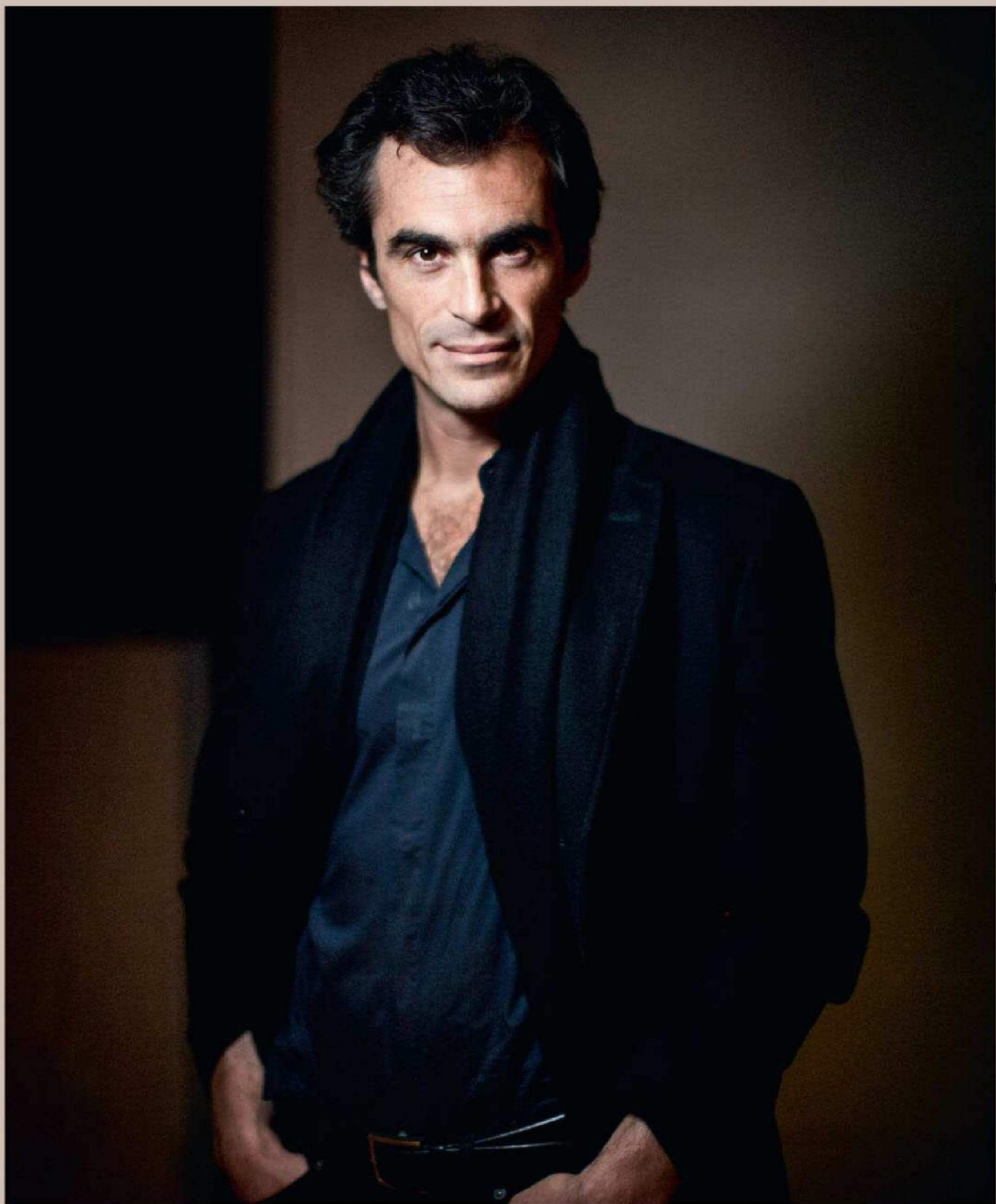
ANDREJA PEJIC
Mannequin australien et première femme transgenre à représenter une grande marque de maquillage.

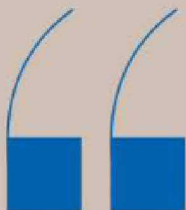


Je suis d'accord avec Chanel : les deuxièmes meilleures choses dans la vie sont très coûteuses, car les gens sont souvent prêts à payer davantage pour ce qui est inutile que pour ce qui leur est utile. Le luxe peut être jugé selon des critères moraux, mais lorsque vous y songez d'un point de vue économique, il présente d'énormes avantages. Il permet à l'argent de circuler, d'extraire les dollars des poches des riches et il stimule l'artisanat. C'est une très bonne chose quand un hôtel est capable d'attirer des clients prêts à payer 80 000 dollars la nuit pour une suite, car cela permet à beaucoup de gens d'en vivre. Les ouvriers qui ont construit la suite, les architectes qui ont conçu l'hôtel, les artisans qui ont façonné le mobilier, le personnel qui y est employé. Ce travail fait aussi l'objet d'une grande fierté : cette suite, remplie de magnifiques meubles faits sur mesure, est une œuvre d'art utilisée au quotidien.



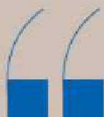
KARL LAGERFELD
Couturier allemand, directeur artistique de la maison de haute couture Chanel.



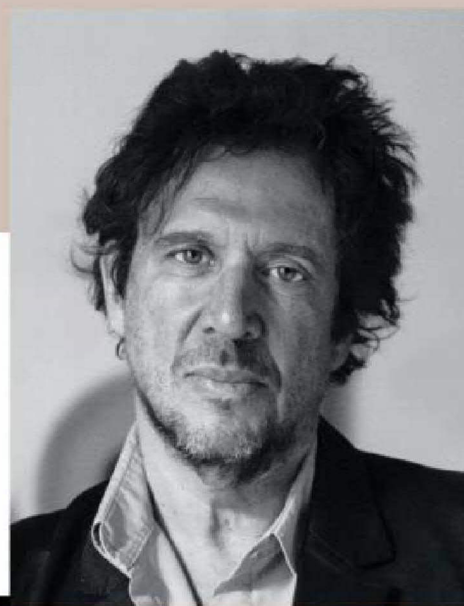


«Il y a longtemps, j'ai vécu comblé des biens de ce monde : nous dormions sans toit, sur une plage, je me nourrissais de fruits et je passais la moitié de mes journées dans une eau déserte…» Ainsi parlait Camus qui, dans une préface tardive aux écrits de jeunesse (*L'Envers et l'Endroit*) qu'il aimait le plus, célèbre l'«été invincible» de son enfance. Nul n'est plus riche que le bambin sage, né «dans une misère que le soleil a préservée de l'envie», dont les premières amours sont l'eau salée, la lumière et le vent. Des journées qu'il passe à nager dans l'eau tiède, à arpenter des ruines exposées au sirocco, à sentir le jasmin dans les ruelles ombrées et à manger des fruits dont la chair laisse passer le sirop, Camus apprend à ne jamais posséder les richesses dont il dispose. Car la possession est une hantise, qui possède celui qui possède : combien d'hommes ont tout perdu pour gagner de l'argent ! L'homme dont les richesses s'évaluent, dont les propriétés se dénombrent et la liberté se quantifie est un malheureux qui a sacrifié l'indénombrable à la quantité, ou l'inestimable au hors de prix (on appelle aussi ça «le blues du businessman»)… tandis que le dénuement est un luxe dont la richesse nous prive ! Peut-on dire, à cet égard, que les meilleures choses de la vie sont gratuites ? Rien n'est moins sûr. Car la gratuité est encore un prix, si ténu soit-il, zéro est encore un chiffre et «trois fois rien, disait Devos, c'est déjà quelque chose». Est-ce un hasard, d'ailleurs, si les espaces de gratuité sur Internet sont, en réalité, pour de discrets bénéficiaires, les plus lucratifs ? Aucune gratuité n'est vraiment gratuite. Au contraire : quelle dette est plus tenace que la dette envers celui qui ne présente aucune facture ? Au-delà de la gratuité (qui oblige l'autre plus qu'elle ne le libère) il y a le don, le libre don de soi qui, quand il est sincère, ne prive de rien celui qui donne, et l'enrichit d'une vérité : pour ne manquer de rien, il suffit de donner sans compter.

RAPHAËL ENTHOVEN
Philosophe français, chroniqueur de radio, auteur notamment du *Dictionnaire amoureux de Proust*, avec son père Jean-Paul Enthoven (éd. Plon, prix Fémina 2013).



Ma première réaction à cette question serait de dire que rien n'est jamais gratuit. Même le soleil peut coûter cher en provoquant le cancer. L'eau elle-même devient de plus en plus coûteuse. Et tout le monde vous dira que la vie à deux demande beaucoup d'efforts aussi. Pour ma part, je m'estime heureux de ne pas avoir énormément de besoins. Il est vraiment bon de se sentir aimé et d'aimer, et cela ne coûte rien. L'autre chose que j'aime, c'est la culture, la littérature, le cinéma, la peinture, les musées, la musique, et cela n'est pas trop onéreux non plus. J'ai un préjugé contre les choses chères. Elles servent en général à afficher un statut ou sont une marque de snobisme – je pense que c'est à cela que Coco Chanel faisait référence au fond, même si elle ne l'aurait sans doute jamais admis. Mais je ne veux pas être trop dur avec Coco. C'était une excellente femme d'affaires qui faisait payer cher le fruit de son talent. Il était dans son intérêt de promouvoir le luxe. On peut trouver la plupart des belles choses à des prix très abordables, à condition de laisser jouer son instinct. J'ai aussi appris qu'une fois que vous avez obtenu ce que vous désirez, vous en voulez de plus en plus ou vous vous mettez à vouloir autre chose. Ce qui peut vous arriver de mieux c'est de vous découvrir une vocation, d'aimer faire, plutôt que de vouloir posséder. Car alors, «vouloir plus» signifie «vouloir faire mieux», et vous vous en trouvez toujours récompensé par la suite.



RICHARD HELL
Chanteur et écrivain américain né en 1949, précurseur du mouvement punk. Il vient de publier aux Etats-Unis *Massive Pissed Love: Nonfiction 2001-2014.* Son roman, *L'Œil du lézard* est sorti en France en 1999 (éd. de L'Olivier).

LE DÉFI : CHANGER LE MONDE SANS ATTENDRE LES DÉCISIONS DES CONFÉRENCES INTERNATIONALES

Tensions sociales en hausse, risques toujours plus grands pour la nature… Et si la réponse était dans les villes ?



PAR
JAIME LERNER
Architecte, urbaniste, il est l'ancien maire de la ville de Curitiba (Brésil) et auteur du livre *Acupuncture urbaine* (éd. L'Harmattan, 2007).

Nos cités ont un très fort impact sur le changement climatique : selon les estimations, elles sont, à elles seules, responsables de 75 % des émissions de gaz à effet de serre. Avant la Cop21, la grande conférence sur le climat qui s'est tenue à Paris en décembre 2015, les nations développées, comme les pays en développement, se sont engagées à réduire leurs émissions, sur la base d'un consensus mondial. Mais comment un tel consensus pourrait-il prendre en compte les différences de réalités, de cultures et de niveaux de développement économique que l'on constate dans le monde ? Par ailleurs, est-on certain que traiter de cette question à l'échelle nationale soit vraiment une bonne idée ?

Car n'oublions pas que la majorité de la population mondiale habite désormais en ville. Et que, comme on l'a dit au début, l'impact des activités urbaines est déterminant sur l'environnement. Dans ces conditions, chercher et expérimenter dans les zones urbanisées des solutions pour améliorer la vie des populations et leur relation à la planète ne tombe-t-il pas sous le sens ? Je suis convaincu que c'est précisément dans les villes qu'il faut chercher des réponses aux défis qui se posent à nous ; que toute agglomération, quels que soient sa taille et son niveau de prospérité, porte en elle la capacité d'améliorer radicalement sa situation en deux ou trois ans à peine ; et surtout que nos cités sont sans doute devenues le dernier refuge de la solidarité. Les mégapoles sont de plus en plus nombreuses, les citoyens aussi, du coup je repère trois enjeux essentiels pour notre qualité de vie et notre survie à long terme : la mobilité, le développement durable et la mixité sociale. Les municipalités ont intérêt à les placer en tête de leurs objectifs.

Première priorité donc, la mobilité. Les urbanistes seraient bien inspirés d'enfin faire passer les villes et les citoyens avant les voitures. On fabrique des automobiles depuis un peu plus d'un siècle, mais l'espace et les infrastructures qu'elles mobilisent sont énormes. Demain, on les jugera aussi sévèrement que les cigarettes. Une voiture occupe plus de place qu'un être humain. Une place de parking nécessite en moyenne vingt-cinq mètres carrés. Pour garer l'engin, il vous faut donc près de chez vous un emplacement de cette superficie et, le cas échéant, un autre près de votre lieu de travail. Ce qui signifie qu'un total de cinquante mètres carrés sont immobilisés rien que pour garer votre carrosse. Dans bien des endroits sur Terre, c'est l'espace qu'occupe un logement pour une famille entière, une boutique ou un atelier. Songez à tout ce que •••



Ce couple travaille son lopin de terre à Baoding (est de la Chine), onze millions d'habitants, la ville la plus polluée du pays.

●●● l'on gagnerait si ces surfaces pouvaient, ne serait-ce qu'en partie, être reconverties à usage professionnel ou d'habitation. Idéal pour les commerces de quartier, boulangeries, cafés, librairies, fleuristes, bureaux ou petits parcs.

Au moment de faire des choix pour améliorer la mobilité urbaine, les urbanistes devraient avoir comme objectif des transports publics confortables, sécurisés, fiables, abordables et pratiques. Et chaque moyen de locomotion, train, métro, bus, tram, taxi ou vélo, devrait trouver sa place de façon optimale dans un réseau de transports intégrés. Les véhicules partagés, comme les Autolib' ou les Vélib' qui existent à Paris, ont aussi un rôle à jouer dans ce dispositif. Mais je suis convaincu que l'avenir des transports publics réside avant tout dans des solutions du type «bus à haut niveau de service» (BHNS) que certains considèrent comme un «métro en surface». Ces systèmes rapides utilisent les infrastructures existantes, les aménagements se bornant souvent à la délimitation de couloirs dédiés, à l'ajustement aux règles de circulation et à des innovations techniques pour éliminer les retards chroniques que l'on reproche aux bus urbains. Performants, affichant un coût compétitif (bien moindre que celui de la construction d'un métro) et flexibles dans leur mise en service, les BHNS, qui ont vu le jour dans la cité brésilienne de Curitiba en 1974, fonctionnent à présent dans pas loin de 200 villes à travers le monde, dont Bogotá, Séoul, Istanbul, Pékin et Rio de Janeiro. Et bientôt ailleurs, sans doute. J'imagine bien ces bus évoluant un jour en véhicules électriques légers montés sur pneumatiques, se déplaçant sur des couloirs dédiés et simplement rechargeant leurs batteries à chaque arrêt.

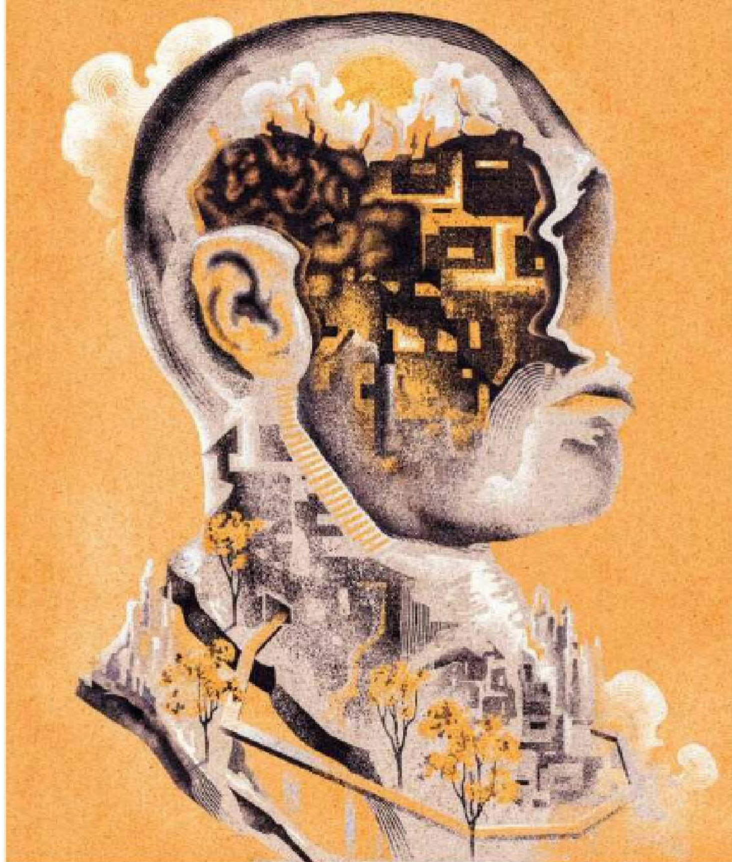
Une ville doit être un creuset, absorber les nouveaux venus : être un synonyme d'espoir et non pas d'horizons bouchés

Deuxième priorité, le développement durable. Là, l'enjeu est avant tout d'éviter le gaspillage d'énergie, de temps et de ressources. Il existe d'abord des façons très simples de s'attaquer au problème, et elles sont à la portée de tous : moins utiliser sa voiture, vivre plus près de son lieu de travail, recycler ses déchets, installer un bac à compost... Employer des matériaux et des techniques de construction plus efficaces et plus écologiques change aussi la donne.

Mais ce qui fait toute la différence en termes de durabilité, c'est l'aménagement de chaque ville, décisif à la fois pour son fonctionnement et son développement futur. Une ville saine est structurée pour que la vie quotidienne, le travail et les déplacements soient compatibles. Son plan d'urbanisme est respectueux de la terre et de l'écosystème local, avec sa topographie particulière, ses plans d'eau et sa végétation. Il doit permettre d'orienter au mieux les investissements publics et privés, prendre en compte intelligemment les notions de densité urbaine et d'optimisation de l'espace, mais aussi accepter la variété des usages et des niveaux de revenus.

Car il se trouve que l'activité en ville a évolué vers les services, le commerce de détail et l'économie du savoir. Par conséquent, davantage d'emplois se trouvent désormais à proximité du domicile des citadins. Et grâce aux nouvelles technologies, de plus en plus de gens peuvent travailler de n'importe où et à tout moment. Plus court est le trajet domicile-travail, plus grande est l'économie de temps et d'énergie. Et bien entendu, des équipements culturels et des espaces publics de qualité, facilement accessibles à pied ou en transports en commun, complètent le schéma. Les villes sont fragmentées en diverses zones, banlieues, quartiers d'affaires et centre-ville, chacune dédiée à des fonctions particulières. Du coup, problème, ces espaces – et les infrastructures qui vont avec –restent inutilisés pendant de longues parties de la journée ou de la nuit. Une ville plus compacte, accueillant une grande diversité d'activités, grignote moins d'espace, et les terres laissées libres peuvent servir à la conservation de la nature, le captage de l'eau ou encore l'agriculture.

Troisième priorité, la mixité sociale. Rappelons-nous : les villes ont longtemps été imaginées comme des «creusets» destinés à absorber de nouveaux habitants. Une grande partie du Nouveau Monde a été construite selon ce principe, et nous ne pouvons faire mine d'oublier les enseignements du passé. Mais à présent, les pays de la vieille Europe comme ceux d'outre-Atlantique redoutent les vagues de migrants qui bousculent les équilibres établis. D'un seul coup, l'environnement s'est fait plus multiculturel que jamais, et voilà nos sociétés confrontées à des problèmes d'identité. Au fond, la crise migratoire place le besoin de cohabitation au centre du débat. Car une ville doit être synonyme d'espoir et non d'horizons bouchés. Quand on sent que l'on partage une identité avec d'autres et que l'on est reconnu pour ce que l'on



Concevoir une cité devrait être une entreprise collective, un rêve partagé, et faire naître un sentiment de coresponsabilité.

est, dans un lieu auquel on veut bien appartenir, on a une bonne qualité de vie. Il faut aménager des lieux repères où se retrouvent les citoyens : une rivière, des parcs, des bâtiments publics... Ces espaces racontent des histoires et perpétuent la mémoire, un peu comme un journal intime ou un portrait de famille.

Mais entretenir l'identité d'une ville ne suffit pas : il faut aussi refuser les ghettos, de riches ou de pauvres, de Blancs ou de Noirs, de jeunes ou de vieux. Murs et clôtures ne sont que des protections illusoires, la sécurité va de pair avec le respect et l'esprit civique, qui eux-mêmes découlent de l'intégration et de la cohabitation.

La prospérité économique est facteur de paix et de stabilité. Mais au lieu de s'évertuer à chercher des astuces fiscales pour générer de la croissance, nous ferions mieux d'investir dans la qualité de la vie. Imaginez le nombre d'emplois – et donc les revenus – qui auraient pu être générés partout dans le monde si au moins une partie des milliards de dollars engloutis dans le système bancaire et l'industrie automobile avaient plutôt été investis dans l'éducation, la santé, la culture et dans de bonnes infrastructures.

Il existe un outil efficace pour provoquer des changements rapides dans une cité et contribuer à la consolidation des initiatives à long terme : c'est ce que j'ai appelé «l'acupuncture urbaine». Des interventions à la fois rapides et ciblées, capables d'améliorer les performances de toute une agglomération, ou en peu de temps revitaliser des zones dégradées et laissées à l'abandon. La ville de Curitiba a ainsi réhabilité une ancienne carrière abandonnée, dévalorisante pour les quartiers alentour, en créant à la place un parc urbain dédié à la promotion de l'écologie, où sont organisées des discussions sur ce thème. Connue à présent comme l'Université ouverte de l'environnement, ou Unilivre (université libre), elle est un exemple d'acupuncture urbaine qui a atteint les trois objectifs à la fois : mobilité, durabilité et diversité. On la retrouve aujourd'hui en vedette sur les cartes postales de la ville.

Dans chaque ville, les possibilités sont infinies : on peut faire revivre une zone industrielle ou portuaire désaffectée, des rives ou un front de mer dégradés, des terminaux de transport sous-utilisés et des bâtiments historiques délabrés... Autant de lieux qui, bien plus que des vilaines taches dans le paysage urbain, sont potentiellement des espaces en quête d'une nouvelle vie.

Concevoir une ville doit être une entreprise collective, un rêve partagé, pour faire naître un sentiment de coresponsabilité. Cela ne signifie pas que le consensus soit indispensable. La recherche d'une entente absolue risquerait, à l'inverse, de conduire à la paralysie. La démocratie, ce n'est pas mettre tout le monde d'accord, c'est au contraire un conflit permanent, qui suppose un arbitrage effectué avec beaucoup de tact. Les politiques de long terme devraient pouvoir être ajustées de façon à prendre en compte en permanence des retours d'expérience effectués par les citoyens.

Les crises que nous traversons devraient nous encourager à construire dès à présent des villes meilleures. C'est des espaces publics et lieux repères urbains, des rues agréables, des places, parcs, monuments, théâtres et musées, que naîtra une société plus solidaire et durable. Ce sont eux, les «lieux de vie» dans lesquels l'urbanité prend tout son sens. Constructions humaines par définition, les villes fournissent un cadre où les gens peuvent se rencontrer. A nous d'imaginer à quoi elles ressembleront demain. ■

Les derniers Nomades de Chine

Depuis des millénaires, c'est le même rituel, fascinant. De fiers cavaliers escortent d'impressionnants troupeaux de moutons ou de yaks dans les contrées reculées de l'ouest et du nord du pays, depuis les hauts plateaux du Tibet jusqu'aux prairies infinies de Mongolie-Intérieure. Ces éleveurs itinérants font partie des cinquante-cinq **MINORITÉS** de la République populaire. Ils sont Tadjiks, Kazakhs, Kirghizes, Tibétains, Mongols… Mais il y a dix ans, sans consulter les intéressés, l'Etat a lancé une opération de **SÉDENTARISATION MASSIVE.** Notre photographe a enquêté sur un mode de vie en voie de disparition.

TEXTE : NADÈGE MONSCHAU - PHOTOS : GILLES SABRIÉ



Vêtu d'une *chuba,* la robe-manteau traditionnelle, ce nomade embrasse du regard les terres de ses ancêtres, dans l'est du plateau tibétain.

DE «NOUVEAUX VILLAGES SOCIALISTES» ONT ÉTÉ BÂTIS POUR LOGER LES ANCIENS BERGERS

Des maisons identiques bien alignées : voilà à quoi ressemble désormais le foyer de centaines de milliers d'éleveurs tibétains déracinés ces dix dernières années (ici, dans le Qinghai). Malgré les indemnités versées par l'Etat et la vente de leur cheptel, la plupart des familles ont dû s'endetter pour acheter leur logement en dur. Et peinent à s'en sortir.





SYMBOLE DES PEUPLES DES STEPPES, LA YOURTE EST DE PLUS EN PLUS DÉLAISSÉE

De jeunes Tadjiks jouent avec un smartphone dans leur magnifique tente ronde en bois et en feutre. Dans l'immense région du Xinjiang – un sixième du territoire chinois –, les autorités tentent de «fixer» les minorités pastorales depuis déjà trente ans. Des yourtes en béton ont même été bâties. Certaines sont encore vides. Sans doute plus pour longtemps.


LOVE





DES ÉLEVEURS SONT EXPULSÉS DES ALPAGES SOUS PRÉTEXTE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Des Tibétains se dirigent vers le glacier Jianggendiru, où naît le fleuve Yangtze. Depuis que la Réserve naturelle des Sources des trois rivières a été créée ici, en 2000, de nombreux pasteurs et leurs yaks, accusés de dégrader les écosystèmes, n'ont plus accès aux pâturages. L'argument écologique utilisé par Pékin laisse les scientifiques sceptiques.



Petite pause pour Meilan (à g.) et son cousin, tandis que leur troupeau broute au loin, dans le décor lunaire du Xinjiang. Ces jeunes Kazakhs font exception : beaucoup de leurs congénères ont déjà dit adieu à leur bétail. Ou émigré au Kazakhstan, dans l'espoir d'y perpétuer leur existence nomade.

LE PARTI VEUT MODERNISER LES PROVINCES DE L'OUEST, QU'IL JUGE TROP RURALES, VOIRE ARRIÉRÉES

Ce Tibétain fait paître son troupeau au pied d'immeubles en chantier, dans le Qinghai. La construction de cités nouvelles dans les régions bucoliques éloignées de Pékin fait partie du programme *Xibu Da Kaifa,* le «grand développement de l'ouest», lancé en l'an 2000.



Quand elle pense à «sa» steppe, en Mongolie-Intérieure, Dushaocai, relogée dans un studio, a les larmes aux yeux. Elle sait qu'une usine d'aluminium pollue les herbages. Les Mongols ont été les premiers du pays contraints à se sédentariser, dans les années 1960.





CERTAINS JEUNES TIBÉTAINS ASPIRENT PARFOIS À D'AUTRES HORIZONS QUE LES PÂTURAGES

Avec ses étals colorés, le marché de Yushu, dans le Qinghai, attire les habitants des alentours, moines en robe pourpre ou garçons au look branché. Ici, la nouvelle génération affiche de plus en plus son attrait pour les villes et leur confort. Mais reste fière du nomadisme : avec le bouddhisme, c'est l'un des piliers de la culture tibétaine.

DANS LES PRAIRIES VIDÉES DE LEURS TROUPEAUX, FLEURISSENT LES USINES ET LES MINES

Etrange vision que ces moutons longeant un complexe gazier, en Mongolie-Intérieure. Cette vaste région, tout comme celles plus à l'ouest, est riche en ressources naturelles, pétrole, charbon, or, cuivre... Ces dernières années, des éleveurs mongols ont manifesté contre la confiscation, l'exploitation et la pollution de leurs terres. En vain.







DES SPECTACLES HAUTS EN COULEUR RENDENT HOMMAGE À UNE CULTURE EN PERDITION

Parades costumées, concours d'acrobaties et de tir à l'arc, courses et joutes équestres… Le festival de Yushu se déroule l'été, dans les montagnes du Qinghai, sous les vivats de milliers de Tibétains – et sous l'œil vigilant de soldats han. Ce show, que la presse officielle chinoise relaye volontiers, s'inspire de traditions pastorales qui meurent peu à peu.

INTERVIEW

« AUX YEUX DES AUTORITÉS DE PÉKIN, LE CHINOIS MODERNE SE DOIT D'ÊTRE URBAIN »



FRANÇOISE ROBIN
Cette spécialiste du Tibet enseigne à l'Institut national des langues et civilisations orientales.

GEO : Quelle est la part des nomades dans la population de la Chine d'aujourd'hui ?
FRANÇOISE ROBIN : C'est très difficile à dire. D'autant que les autorités ont mis en place une entreprise intensive de sédentarisation, qui touche aussi bien les Kazakhs, les Kirghizes, les Tibétains... Les Mongols de Chine, contrairement à ceux de Mongolie, sont depuis longtemps agriculteurs. D'autres minorités, les Oroqen et les Evenks, des éleveurs de rennes venus de Sibérie, ont été parquées dans des lotissements. Quant aux Tibétains, ce sont ceux qui résistent le mieux. A la fin des années 1980, ils étaient 30 % à pratiquer le pastoralisme. Mais leur nombre diminue vite. Sans doute 90 % sont victimes de cette sédentarisation forcée.

Cette sédentarisation, justement, est-elle un phénomène récent ?
Vu l'immensité du pays, toutes les régions ne sont pas affectées au même moment par les directives de Pékin. Néanmoins, on peut noter une première rupture, à la fin des années 1950, lors de la collectivisation. La fin de la propriété privée, voulue par les communistes, a atteint les nomades, dont les troupeaux ont été mis en commun. Puis, après la mort de Mao, en 1976, il y a eu une libéralisation, et le bétail a été redistribué. Chaque famille a reçu le droit de jouissance d'une parcelle, qu'elle a dû clôturer. Les troupeaux ne pouvaient donc plus se déplacer d'un pâturage à l'autre, ce qui a provoqué des dégâts environnementaux : un surpâturage et une désertification. Ce déséquilibre écologique est devenu plus tard un argument pour les autorités, qui voulaient mettre fin au pastoralisme. Dans les années 1990, elles ont encouragé les nomades à se semi sédentariser, à construire des abris en dur sur les hauts alpages. La tente a ainsi été remplacée par une maison d'hiver. Puis par une maison pour toutes les saisons : depuis une décennie, le gouvernement pousse les nomades à s'installer définitivement dans des lotissements et villages conçus pour eux.

Qu'est-ce qui motive les autorités à fixer quelque part les «pasteurs mobiles» ?
Il y a d'abord une peur du nomade bien ancrée chez les peuples sédentaires : une population en déplacement constant leur paraît dangereuse. N'oublions pas que la Chine a été jadis envahie par des peuples des steppes... De plus, c'est un régime autoritaire, qui éprouve un besoin de contrôle. Or la normalisation de l'habitat permet une meilleure surveillance, les maisons sont numérotées, on sait qui y vit, etc. C'est d'autant plus utile s'agissant des Tibétains, qui posent problème à l'unité nationale : les autorités veulent savoir où ils sont et ce qu'ils font ! Mais la principale raison, c'est que la Chine a honte de ses nomades. A part pour une poignée d'intellectuels locaux, qui ont, comme certains Occidentaux, une vision romantique du nomadisme, pour la plupart des Chinois, il est synonyme d'arriération culturelle : c'est un mode de vie inférieur, indigne d'un grand pays au XXIe siècle. L'opération de sédentarisation lancée par Pékin relève donc d'un idéal évolutionniste : le Chinois moderne se doit d'être



Des jeunes désœuvrés tuent le temps en jouant au billard au bord de la route Lhassa-Golmud, le principal axe routier du Tibet. Les anciens éleveurs tibétains, qui ont souvent été forcés à changer de milieu et de vie du jour au lendemain, possèdent rarement la formation nécessaire pour trouver du travail en ville.

urbain. Du coup, les autorités ne voient pas en quoi la sédentarisation pourrait être un problème. Selon elles, tous les nomades y aspirent forcément.

Peut-être est-ce le cas pour certains. Les jeunes, par exemple, ne souhaitent-ils pas épouser un autre mode de vie ?

L'attrait de la vie moderne joue, bien sûr. Beaucoup de nomades désirent plus de confort, un accès à différents services, aux soins, à l'eau courante ou à l'électricité. Accès qui, par définition, est meilleur dans les centres urbains ou périurbains que dans les campagnes. Souvent, les 40-60 ans, qui souffrent d'un déficit d'éducation, cèdent car ils savent que leurs enfants pourront aller à l'école. Or en général, dans les lotissements conçus pour reloger les anciens nomades, aucun établissement scolaire n'a été prévu. A 6 ou 7 ans, les petits sont envoyés en internat, où on leur inculque un modèle de civilisation différent de celui de leurs parents : là-bas, ils fréquentent surtout des Han [l'ethnie majoritaire en Chine, *ndlr*] et suivent des cours en langue chinoise. Le fossé générationnel risque ainsi de se doubler d'un fossé géographique, linguistique et culturel.

Et les adultes, peuvent-ils se reconvertir ?

Difficilement. Ils doivent changer de vie du jour au lendemain, trouver de nouvelles occupations sans être formés. La compétence des éleveurs nomades n'est pas monnayable en ville. Ceux qui ont le sens des affaires vont développer un petit business, ouvrir un hôtel, un restaurant, un atelier de couture… Beaucoup de Tibétains s'en sortent aussi en récoltant le *yartsa gunbu*, un champignon médicinal très prisé en Chine. Mais la plupart ne trouvent rien à faire, ou un travail payé une misère, comme casser des cailloux sur le bord des routes. Ces néosédentaires, qui ont perdu leur unique source de revenus, à savoir leur troupeau, doivent aussi apprendre à gérer des frais auxquels ils n'étaient pas habitués : ils payent à présent pour l'eau, pour la viande et les produits laitiers qui provenaient jadis de leurs moutons ou de leurs yaks, ou encore pour le chauffage, alors qu'autrefois ils utilisaient les bouses séchées comme combustible. Les premières années, les autorités leur versent une indemnité pour faire la transition, mais elle s'avère insuffisante.

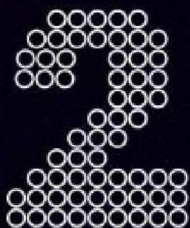
Certains refusent-ils de se sédentariser ?

Ils n'ont pas vraiment le choix… Au Tibet, il y a parfois des pétitions ou des manifestations, mais davantage pour défendre la langue, protester contre une arrestation arbitraire ou une exploitation minière sur une montagne sacrée, que pour militer en faveur d'un retour aux pâturages. En revanche, ces dernières années, des artistes locaux ont écrit des poèmes emplis d'amertume sur la sédentarisation et sur la perte de repères qu'elle induit. Et des films ont été tournés pour célébrer le pastoralisme.

Les nomades de Chine vont-ils disparaître ?

Un savoir-faire extraordinaire est en train de se perdre. Et ces peuples en ont conscience. Dans une génération, je pense que ce sera fini. Pour preuve, au Tibet, on peut déjà visiter de grandes tentes familiales transformées en musées du nomadisme. Ce que l'on expose dans un musée, d'habitude, c'est ce qui n'existe plus, n'est-ce pas ? ■

Propos recueillis par Nadège Monschau



DES POUVOIRS À PARTAGER

NE LAISSONS PAS L'ARMÉE NOUS CACHER LA TERRIBLE RÉALITÉ DE LA GUERRE
PAR PHIL KLAY

DÉBAT LA DÉMOCRATIE, EST-CE QUE CELA MARCHE ?

PROSPÉRITÉ, DÉMOCRATIE, LIBERTÉ : LES TROIS VONT-ELLES TOUJOURS ENSEMBLE ?
PAR SERGUEÏ GOURIEV

«ANCIEN RÉFUGIÉ, JE SAIS QU'IL FAUT ACCEPTER D'ACCUEILLIR LES EXILÉS»
PAR OKEY NDIBE

REPORTAGE
QUAND L'ÉNERGIE SOLAIRE PERMET DE SORTIR DE LA GRANDE NUIT DU SOUS-DÉVELOPPEMENT
PAR JEAN-CHRISTOPHE SERVANT



La tombée du soir n'est plus un problème pour ces ouvriers du village birman de Pa Dan Kho (Etat de Kayah), affairés à creuser des latrines chez un habitant, à la lueur de leur petite lampe solaire.

LE DÉFI : REGARDER EN FACE LA RÉALITÉ DE LA GUERRE, À L'ÈRE DES DRONES ET DE L'INFORMATION SPECTACLE

«Nous n'aidons plus les sociétés victimes de la guerre à se relever, la mort de l'ennemi nous suffit»



PAR PHIL KLAY
Ex-Marine, vétéran de la guerre en Irak, il est l'auteur d'une série de nouvelles intitulée *Fin de mission,* éd. Gallmeister, coll. «Americana», 2015.

Durant les dernières années, l'Australien Ashley Gilbertson a photographié des chambres à coucher de défunts, en particulier des soldats victimes des guerres en Irak et en Afghanistan. Pour ce faire, il s'est rendu aux Etats-Unis, en Angleterre, en Ecosse, aux Pays-Bas, en Italie, en Allemagne et en France. Certains parents de disparus ont conservé les effets personnels de leurs enfants dans l'état exact où ils les avaient laissés au moment de leur départ. Et c'est cela qu'a capturé le photographe. Sur l'une des images, on voit des crosses de hockey et une bannière de l'équipe des Toronto Maple Leafs. Une autre montre un dauphin en peluche sur une étagère remplie de petits anges en plastique. Ce sont des images qui disent l'absence, et dessinent un portrait intime et paisible de soldats qui ne reviendront jamais. Ce sont aussi des images d'une blessure jamais refermée – le chagrin d'une famille matérialisé à travers des objets familiers.

Ashley Gilbertson l'a expliqué, ce qu'il a cherché à transmettre au public c'est le sentiment que les disparus «ne se résumaient pas à un nom et un grade appartenant à des personnes décédées sur une terre lointaine». Et il est troublant de voir à quel point il a réussi dans son entreprise. La contemplation des clichés donne une sensation de transgression, on se sent mal à l'aise de pénétrer dans un univers aussi intime, d'être témoin d'une douleur aussi insupportable. Ces jardins secrets préservés avec amour me rappellent cette phrase inscrite sur la tombe d'un soldat britannique de la Première Guerre mondiale : «Si l'amour avait pu le sauver, il ne serait pas mort.» Et pourtant, plus dérangeant que les photographies en elles-mêmes, il y a le fait que nous en ayons absolument besoin, qu'il faut qu'on nous rappelle que nos soldats morts ne se réduisent pas à de simples noms. Il me semble, en effet, que la principale caractéristique de nos guerres modernes ce n'est pas le progrès technologique – même si l'on peut être impressionné par les drones ou l'utilisation des réseaux sociaux par les combattants. C'est plutôt de voir à quel point les citoyens de nos démocraties occidentales se sentent peu responsables des guerres menées en leur nom et avec l'argent de leurs impôts.

Quand je combattais en Irak en 2007, je me disais, inquiet, que ce que nous faisions intéressait sans doute assez peu mes compatriotes. •••



Reporter de guerre, Ashley Gilbertson a photographié des chambres de jeunes soldats défunts. Ici, celle de Jack T. Sweet, 19 ans, tué en Irak en 2008.



C'est ici que vivait Thomas Day Caughman, 20 ans, avant son départ pour l'Irak où il a été abattu par un lance-roquettes en juin 2004, à Bagdad.



Le jardin secret, préservé en l'état, de Jennifer M. Parcell, 20 ans, victime d'un attentat dans la province irakienne d'Al-Anbâr en février 2007.



••• Et une fois rentré à la maison, j'ai vu ces craintes se confirmer. Je me souviens avoir reçu un coup de fil alors que je me trouvais dans un bar de Brooklyn. On m'annonçait que quelqu'un que je connaissais avait été abattu en Afghanistan. Et soudain tout ce que je voyais autour de moi m'est apparu obscène.

Ce sont des décisions politiques prises dans mon pays qui décidaient de la vie ou de la mort de gens en Irak, et pourtant l'Amérique autour de moi semblait complètement déconnectée de ce qui se passait hors frontières. Je faisais partie à l'époque de ce que l'universitaire Andrew Bacevich a appelé l'«armée des 1 %», cette armée américaine composée entièrement de volontaires. A ce moment-là, j'ai cru que cette sensation d'être en rupture avec mon entourage était liée à ça, et me suis imaginé que revenir à la conscription obligatoire permettrait de résoudre tous nos problèmes.

Et pourtant, avec le recul, je me rends compte que quand j'étais en Irak, il y a bien eu un débat public assez violent autour de la politique militaire. Lorsqu'en septembre 2007, le général David Petraeus a témoigné devant le Congrès sur les résultats du renforcement des troupes, on a assisté à de grandes envolées démagogiques. Une organisation pacifiste s'est fendue d'une pleine page incendiaire dans le *New York Times*, les chaînes d'information ont tout analysé par le menu (même si souvent la couverture n'était vraiment pas terrible), et divers sénateurs de tout bord ont interpellé les tenants de la politique militaire du pays.

La principale stratégie à l'époque était de contrer l'insurrection, une méthode que le *Guide de la contre-insurrection* édité par le gouvernement américain décrivait comme «l'ensemble des efforts à la fois civils et militaires destiné à contenir une insurrection tout en s'attaquant à ses causes». Puisque telle était notre philosophie, et que nous disposions de forces terrestres importantes en charge des différentes régions irakiennes, les discussions portaient avant tout sur les moyens de maintenir la stabilité. Petraeus faisait valoir que, dans l'ensemble, les atteintes à la sécurité avaient diminué, tout comme le nombre de civils tués, et que les forces de sécurité irakiennes avaient été renforcées. Les sénateurs américains voulaient savoir quant à eux si les divisions au sein de la société irakienne risquaient d'entraver ces progrès, si, au vu des résultats limités obtenus par l'armée, il valait la peine de prolonger les efforts, et si tout ceci permettait le moins du monde d'améliorer la sécurité des Etats-Unis (le général admit qu'il l'ignorait).

Avec les engins sans pilote, les interventions coûtent moins cher. Elles se déroulent à l'abri des regards des journalistes… et donc du public

Or ce genre de débat se fait de plus en plus rare de nos jours, à l'ère de l'antiterrorisme. Fini les troupes terrestres que l'on envoie défendre



Christopher G. Scherer pratiquait le foot, le base-ball et la crosse. Il avait rejoint les *Marines* à 18 ans. Trois ans plus tard, ce jeune caporal est tombé sous les balles d'un sniper à Al-Karmah, en Irak.

un territoire. Au lieu de cela, on déclenche des frappes aériennes, on expédie des drones ou nos forces spéciales chargées de tuer ou capturer l'ennemi. Au mieux, nous postons quelques conseillers au sol, comme nous l'avions fait au début des années 1960 au Vietnam. Au lieu d'essayer d'aider l'ensemble des sociétés dans lesquels nous intervenons à se relever, nous nous concentrons sur la traque et la mise à mort de l'ennemi. Ainsi, ce qui, hier, n'était qu'une tactique parmi de nombreux efforts civils et militaires destinés à contrer l'insurrection, constitue désormais l'essentiel de notre action. Et peu importe si cela a pour conséquence de nous couper d'une grande partie de la planète.

Bien sûr, la contre-insurrection, ce noble effort, n'est pas devenue moins essentielle dans la lutte contre l'extrémisme. Mais nous nous sommes aperçus que nous n'étions pas assez bons, ou pas assez patients, pour la mener à bien. Alors pourquoi ne pas opter pour quelque chose que nous sommes capables de faire ? Ancien officier de renseignement dans l'armée, John Amble a fait remarquer qu'agir auprès des populations vulnérables pour saper le soutien populaire à Al-Qaida demeure une nécessité stratégique, mais que même une évaluation optimiste ne pourrait que constater notre succès médiocre en la matière.

La fréquence des opérations spéciales, pendant ce temps, augmente de façon spectaculaire. Selon les journalistes Marc Ambinder et D.B. Grady, en avril 2004, au début de la guerre en Irak, le *Joint Special Operations Command* [le commandement américain chargé de diriger et de coordonner les unités des forces spéciales, *ndt*], avait effectué moins d'une douzaine d'opérations dans le mois. Le nombre est passé à 250 en juillet 2006. Et avec notre utilisation croissante de drones, notre capacité à déployer une puissance militaire ciblée s'est renforcée. Ancien lieutenant-colonel, John Nagl décrit notre commandement comme «une machine à tuer antiterroriste fonctionnant de façon presque industrielle».

Pour les politiques, c'est parfait : grâce aux drones et aux raids des forces spéciales, pas besoin d'obliger des troupes sur le terrain à défendre une position. Et une mission ciblée, destinée à tuer ou capturer quelqu'un peut facilement être qualifiée de franc succès : on se moque de savoir si les retombées en termes de sécurité sur la région sont positives ou non. Nos interventions ont un coût moindre (pour nous) ; elles se déroulent à l'abri des regards du public (un journaliste ne peut pas être embarqué avec les forces spéciales, et encore moins dans un drone) ; et au cas par cas, cible par cible, les missions ont toutes les chances de •••



Réfléchir à ce qu'il faudrait vraiment faire au Yémen, en Irak, au Nigeria ou en Syrie est difficile et nous sommes bien trop débordés

••• réussir (tout en éliminant ou capturant des individus extrêmement déplaisants et dangereux). Des opérations peu susceptibles d'être critiquées, et cela, même si, dans le même temps, on assiste à un déchaînement de violence et d'instabilité.

Ainsi le guerrier moderne évolue-t-il dans un espace de plus en plus protégé du regard vigilant du public. En tant que membre de cette petite fraction de la population américaine qui porte l'uniforme, je me suis jadis senti coupé du monde et maintenant c'est une petite fraction de cette fraction qui mène notre politique militaire.

Encore plus gênant, l'Autorisation pour l'utilisation de la force militaire (AUMF) – la législation américaine qui permet ce type d'opérations militaires – date d'il y a plus de dix ans. Et en dehors des sénateurs Tim Kaine et Jeff Flake, qui ont proposé de la redéfinir, le Congrès semble peu enclin à débattre d'une nouvelle loi-cadre dont les objectifs seraient plus limités dans le temps. Dans son plaidoyer pour un réexamen de la loi, Tim Kaine a cité James Madison [quatrième président des Etats-Unis et l'un des artisans de sa Constitution, *ndt]* : «La Constitution tient pour acquis ce que l'histoire de tous les gouvernements a démontré : que l'exécutif est le pouvoir le plus intéressé par la guerre et le plus enclin à y recourir. Il a en conséquence pris grand soin d'inscrire la question de la guerre dans le champ légal.» Et comme la plupart des membres du Congrès ont conscience qu'un vote sur la politique militaire pourrait les forcer à adopter une position réfléchie sur une question extrêmement complexe – et devenir pour eux un boulet – ils ont pris soin, à leur retour, de renvoyer la question de la guerre du côté de l'exécutif. Il n'est pas étonnant alors que, en matière de guerre, les débats qui agitent le plus la campagne présidentielle américaine en cours ne portent pas sur la stratégie à adopter au Yémen, en Irak, en Afghanistan, en Libye, en Syrie, au Pakistan, aux Philippines, dans la Corne de l'Afrique, ou au Nigeria… Nous sommes trop débordés. La seule question qui agite tout le monde c'est : fallait-il envahir l'Irak en 2003 ? Pour ceux qui se trouvent en ce moment sous les drapeaux et qui se demandent si leur pays prend au sérieux sa politique militaire, au moins, la réponse est claire.

Les hommes et les femmes auprès desquels j'étais engagé en 2007 avaient véritablement à cœur d'améliorer la situation en Irak, et pour cela ils ont risqué leur vie. Nous avons connu certains succès encourageants, et avons eu un temps l'illusion d'une certaine stabilité. La santé et la sécurité des Irakiens nous semblaient importantes, et c'est encore le cas. Beaucoup d'entre nous ont tissé des liens



Une blessure non refermée. La chambre de Karina S. Lau, 20 ans, tuée en 2003 dans le crash d'un hélicoptère à Falloujah (Irak), a été laissée intacte par ses parents.

affectifs à la fois avec le pays et avec ses habitants. Et sont rentrés à la maison avec une relation à leur propre citoyenneté profondément altérée.

Ce n'est pas à un jeune de 18, 19 ou 20 ans qui s'engage dans l'armée de s'assurer qu'une fois formé, au bout de deux ans, il aura une vraie politique militaire à mettre en œuvre. C'est de notre responsabilité à tous. Quand nous prenons une mauvaise décision après une période de débat public, il s'agit d'une défaillance collective. Mais quand nous prenons une mauvaise décision en l'absence de tout débat public, c'est d'un tout autre type de défaillance qu'il s'agit.

Cela m'amène à évoquer une autre photographie, très différente du travail d'Ashley Gilbertson. On y voit un camion abandonné sur une autoroute en Autriche, près de la frontière hongroise. J'ai découvert cette image dans le journal, alors que j'étais assis dans un café à Vienne. Comme d'autres photos de camions garés sur le bord de la route, celle-ci semblait assez banale, avec peu de détails visuels qui accrochent le regard. Ce qui m'a touché profondément n'est pas l'image en soi, mais le fait de savoir qu'à l'intérieur du camion se trouvaient les corps en décomposition de cinquante-neuf hommes, huit femmes et quatre enfants, des réfugiés syriens probablement qui tentaient de rejoindre l'Allemagne. Morts asphyxiés. Quand on les a découverts, les corps étaient dans un tel état de décomposition, baignant dans les fluides corporels, que leur identification était presque impossible. Regarder cette image m'a fait le même effet que recevoir l'appel téléphonique dans mon bar de Brooklyn : une sensation d'obscénité, qui ne venait pas de la souffrance dont j'étais témoin, mais du cocon protecteur dans lequel je vis.

C'était avant les attentats de Paris, avant qu'il ne devienne à la mode d'appeler les réfugiés des «terroristes potentiels». Naïvement, j'ai cru que les réflexes humanitaires face à la situation iraient de soi. En revanche, je me suis inquiété de notre capacité à gérer la crise que ces gens fuyaient. L'action militaire étant soustraite à l'attention du public de mille façons, les politiques se passent de présenter aux citoyens un plan d'action cohérent. Comment s'étonner alors que l'une des conséquences de cela soit le chaos ?

Une politique qui n'a pas été soumise à l'examen du public a peu de chance de survivre à l'épreuve, difficile, de la réalité. Pourtant, c'est ainsi qu'il en va de la guerre moderne, avec son lot de violences et de souffrances. Dispensée désormais de passer au crible de notre jugement moral. ■

LES MODÉRATEURS


LIZ ALDERMAN
Correspondante du *New York Times* en charge des affaires économiques européennes.


SERGE SCHMEMANN
Membre du bureau éditorial du *New York Times.*


STEVEN ERLANGER
Chef du bureau de Londres du *New York Times.*


PAULA DOBRIANSKY
Ancienne sous-secrétaire d'Etat américaine pour la démocratie et les affaires internationales sous la présidence de George W. Bush.


BENNY TAI
Professeur de droit associé à l'université de Hongkong et cofondateur du mouvement de désobéissance civile *Occupy Central with Love and Peace.*


ERIC X. LI
Capital-risqueur chinois et politologue à Shanghai.



Inégalités croissantes, crise économique, extrémisme islamiste…

LA DÉMOCRATIE EST SUR LA SELLETTE

Les gouvernements démocratiques peuvent-ils fonctionner ? Quels défis apparus l'an dernier leur posent le plus de problèmes ? Autant de questions abordées par les personnalités invitées au Forum de la démocratie d'Athènes, organisé chaque année par l'*International New York Times,* avec le soutien de l'Organisation des Nations unies et de la ville d'Athènes, pour examiner l'état de la démocratie libérale dans le monde. Cette fois-ci, le flot de réfugiés arrivés en Europe en provenance de Syrie et d'autres pays, le choc provoqué par les attentats terroristes et le débat angoissant autour de la dette grecque ont conféré un caractère d'urgence aux discussions. Nous présentons ici les meilleurs extraits de ces échanges, autour de trois sujets clés.

LES PARTICIPANTS



PAUL KRUGMAN

Américain, prix Nobel d'économie et éditorialiste au *New York Times.*



ALAN ROUSSO

Américain, directeur exécutif des relations internationales et des partenariats à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).



SIR RICHARD DEARLOVE

Ancien chef des Services secrets britanniques et président du conseil d'administration de l'université de Londres.



ED HUSAIN

Né à Londres et d'origine bangladaise, conseiller principal et directeur de la stratégie à la Fondation Tony Blair pour la Foi.



KISHORE MAHBUBANI

Ancien diplomate, doyen de la Lee Kuan Yew School of Public Policy à l'université nationale de Singapour.

1

LA DÉMOCRATIE LIBÉRALE EST-ELLE UNIVERSELLE ?

Serge Schmemann La démocratie libérale traverse une passe difficile. Pour une grande partie de la planète, telle qu'elle existe aux États-Unis et en Europe, elle n'est plus perçue comme la «lumière du monde». La Russie et la Chine lui préfèrent un régime autoritaire, jugé mieux adapté à leurs cultures respectives. Et les extrémistes islamistes mènent une campagne meurtrière en vue d'instaurer un nouveau califat. Dans ces conditions, peut-on encore prétendre que la démocratie libérale que nous connaissons en Occident soit un modèle universel ?

Eric X. Li Je suis capital-risqueur. Et en tant que tel, quand j'analyse une situation donnée, j'aime m'assurer que le bilan est positif. Voici ce que je remarque : même à Athènes, où nous nous trouvons aujourd'hui et où la démocratie est née, celle-ci n'a duré que très peu de temps. Elle a tenu le coup environ 200 ans. Puis elle a disparu de la planète pendant les deux millénaires suivants. Ce qui n'a pas empêché l'humanité, durant toute cette période, de créer des civilisations merveilleuses, de grands morceaux de musique, de formidables œuvres d'art, et de développer la culture. Avec les Lumières sont revenues les idées démocratiques.

Mais le modèle que les pays occidentaux veulent vendre aujourd'hui au reste du monde a eu une durée de vie extraordinairement courte. Après la guerre froide, un très grand nombre de nations ont changé de système politique et adopté la démocratie représentative comme modèle. La majorité d'entre elles n'ont pas vu leur situation s'améliorer, en particulier les pays émergents, restés embourbés dans des troubles civils, des guerres et la pauvreté. En Chine, nous avons un autre système. Cela s'est accompagné, au début, de problèmes et de drames. Mais au cours des trente à quarante dernières années, le pays ne s'en est pas si mal sorti. Sous le régime du parti unique, nous avons extrait 650 millions de personnes de la pauvreté.

> La démocratie athénienne a duré 200 ans, puis a disparu de la planète. Et pourtant de grandes civilisations sont nées quand même !
>
> ERIC X. LI

Benny Tai À Hongkong, personne n'a eu à nous «vendre» la démocratie. Nous la ressentons comme nécessaire. Les gens doivent se nourrir, satisfaire leurs besoins matériels et se sentir en sécurité. Une fois qu'ils ont tout cela, ils exigent des libertés et qu'elles soient bien protégées ; ils revendiquent des droits. Le respect de ceux-ci devient peu à peu une priorité, l'encadrement de l'action du gouvernement aussi. Une façon d'y parvenir est de bien choisir nos dirigeants. La démocratie est un processus en devenir. C'est vrai du système lui-même, mais aussi des valeurs que la population a envie de défendre : je ne suis donc pas en train de dire qu'il nous faut adopter, du jour au lendemain, un système représentatif à l'occidentale.



On ne peut pas exporter tel quel le modèle américain et il est normal que les systèmes varient. Mais tous ne sont pas démocratiques.

PAULA DOBRIANSKY

Paula Dobriansky La démocratie n'est pas en recul. Eric X. Li a évoqué l'existence de pays et de régions qui, dit-il, sont en proie à des difficultés économiques [depuis la fin de la guerre froide]. C'est peut-être vrai, mais leurs citoyens ont conservé leurs droits civiques. Ces nations continuent à cheminer vers la démocratie. Par exemple la Birmanie, qui a décidé de tenir des élections. Je m'y trouvais il y a quelque temps, et j'ai pu observer la transformation du pays sur le plan économique. Il y a également le cas de l'Ukraine, où les gens ont manifesté pour exprimer leur désir de rejoindre l'Europe, et aussi pour rejeter la corruption. La démocratie n'est pas un processus linéaire. Elle fait face à des changements constants, à des flux et des reflux.



Eric X. Li Je vous propose maintenant un pari. Etes-vous prêts à parier que dans dix ans, Ukrainiens et Birmans vivront dans la prospérité économique et seront débarrassés de la corruption ? De mon côté, je parie l'inverse.

Paula Dobriansky Et moi je parie au contraire que ces deux peuples parviendront à progresser sur le plan économique et dans la reconnaissance des droits des citoyens – à condition, bien sûr, qu'on leur en laisse la possibilité, et qu'ils ne soient pas menacés ou empêchés de le faire.

Serge Schmemann Permettez-moi de revenir à vous, Eric. Vous avez dit tout à l'heure qu'en tant que capital-risqueur, vous vous intéressiez aux systèmes qui marchent. Il y a beaucoup de sociétés de capital-risque qui réussissent très bien aux États-Unis, qui, autant que je sache, soutiennent le système et ne se sentent pas entravées par lui. S'il faut faire un pari, le mien est que dans dix ans, il y aura plein, plein de gens en Chine qui seront dans le même état d'esprit que les manifestants de *Occupy Central* [un mouvement fondé en 2013 par Benny Tai visant à l'instauration du suffrage universel pour l'élection du chef de l'exécutif de Hongkong en 2017].

Eric X. Li Bon, c'est possible. Mais je pense que cela dépendra de la réussite des démocraties dans les dix prochaines années. Je respecte leur modèle. Mais l'erreur est de s'imaginer qu'il est universel, permanent et qu'il est le meilleur. Les Chinois sont, et doivent être, ouverts à d'autres solutions. Je ne dis pas qu'ils doivent tourner le dos à la démocratie, simplement qu'ils ne sont pas obligés de faire comme tant d'Occidentaux et rejeter d'emblée toute solution alternative.

Benny Tai On est d'accord, on est d'accord.

Paula Dobriansky Personne n'impose la démocratie, ni ne doit le faire. On ne peut pas prendre tel quel un modèle comme celui des États-Unis, pour le transposer à un autre pays. Les systèmes peuvent varier d'un endroit à l'autre. Mais la différence entre ce qui relève de la démocratie, avérée ou en devenir, et le reste, est très claire. Une ou deux élections ne suffisent pas pour parler de démocratie ; il faut aussi des institutions adaptées, une liberté de la presse, une liberté de religion, des mécanismes de contrôle et de séparation des pouvoirs. Tout repose sur l'Etat de droit, la protection universelle des droits de l'homme, même si ces concepts peuvent trouver une expression différente selon les sociétés. ●●●

2

LES INÉGALITÉS SONT-ELLES LE GRAND DÉFI D'AUJOURD'HUI ?

Liz Alderman Notre liberté de parole est-elle proportionnelle au niveau de notre compte en banque ? Quelle conséquence a, pour la démocratie, le fait que ceux qui ont beaucoup d'argent soient plus influents que la majorité de la population ? Que faire pour y remédier ?

Paul Krugman Lorsque la crise financière a frappé, beaucoup de gens s'attendaient à un nouveau New Deal. Ils pensaient qu'en réponse à l'échec du capitalisme sauvage, on se recentrerait sur les classes moyennes ; que l'on cesserait d'idolâtrer le marché pour aller vers plus d'égalité. Mais d'une façon générale, ce n'est pas ce qui s'est produit. En Europe, la classe moyenne s'est au contraire affaiblie. On agite le spectre d'une nouvelle crise économique et de la dette afin de faire sauter certains cadres légaux qui, hier, ont servi de rempart contre les plus grandes inégalités. C'est un processus extrêmement antidémocratique qui se déroule devant nos yeux. La politique européenne est entre les mains de technocrates qui n'ont pas trouvé de meilleure solution que de taper sur ceux qui travaillent.

Une petite oligarchie décide de tout. En Europe, les pays sont démocratiques sur la forme, mais dirigés d'une façon qui l'est de moins en moins.

PAUL KRUGMAN

Alan Rousso Nous savons, les études nous le montrent, qu'il est très rare, voire inédit, pour un pays, une fois qu'il a atteint un certain stade de développement économique, d'inverser le cours des choses et de renoncer à la démocratie. Donc, on parle de crise de la démocratie, mais je n'ai vu aucune démocratie du monde développé se transformer soudain en régime non-démocratique. Je ne peux pas imaginer les nations qui sont en pleine transition en Europe du Sud-Est, de l'Est ou dans les pays Baltes, jeter soudain pardessus bord la démocratie. C'est vrai qu'il y a des difficultés. C'est vrai que le système n'est pas parfait, que parfois de nouveaux partis politiques font irruption, que d'autres meurent. Les gens peuvent descendre dans la rue pour manifester. Mais ils préfèrent quand même résoudre leurs problèmes d'une façon démocratique.

Paul Krugman Oui, la probabilité de voir une grande nation démocratique, quelle qu'elle soit, déclarer qu'elle renonce à son statut de démocratie est assez faible. En revanche, elle peut tout à fait cesser de fonctionner correctement. Je fais référence à une situation où c'est une petite oligarchie qui décide de ce que l'on peut discuter ou non, de l'ordre du jour des réformes, et de ce qui est respectable et raisonnable de faire ou pas.

L'Europe est devenue une société de pays démocratiques sur la forme, mais dirigés de façon de plus en plus antidémocratique.

Il y a été démontré que vu le niveau actuel des inégalités, leur réduction serait favorable à la croissance. Mais plus important encore, rien ne dit qu'elle la freinerait en quoi que ce soit. Nous pourrions réduire l'écart entre riches et pauvres, et il n'y a aucune raison de penser que cela paralyserait l'économie ou découragerait la création d'emplois.



3

DÉMOCRATIE ET ISLAMISME RADICAL SONT-ILS DES ENNEMIS MORTELS ?



Steven Erlanger Je venais d'emménager à Berlin lorsque les attentats du 11-Septembre ont eu lieu à New York. La plupart de leurs instigateurs étaient basés à Hambourg, j'ai donc passé une grande partie de l'année qui a suivi à pister Mohammed Atta. Ce dernier avait été étudiant en urbanisme, et sa thèse portait sur Alep, en Syrie. Ce qui l'avait radicalisé en partie, c'était son impression que cette ville avait été détruite par le développement moderne. Aujourd'hui, Atta est mort et Alep a été anéantie par l'extrémisme islamique. La Syrie entière a été ravagée. Tout ceci me fait dire que l'islamisme, ce n'est pas aussi simple que ce que l'on croit.

Nous entrons dans une nouvelle ère, marquée par la fin de la domination occidentale et le fait que le monde devient plus petit.

KISHORE MAHBUBANI

Ed Husain Il me semble que c'est un penseur italien [Luciano Canfora, auteur de *L'Imposture démocratique*, éd. Flammarion, 2002] qui disait que le discours de la majorité désorganisée est contrôlé par une minorité organisée. C'est exactement ce qui est en train de se produire au Moyen-Orient. D'une part, nous avons une minorité de djihadistes très organisés qui font la pluie et le beau temps dans le monde musulman. Leur attitude envers la démocratie ? Ils voient la souveraineté populaire comme une violation de la souveraineté de Dieu. Ils pensent que la charia, la loi islamique, doit primer et que tout ce qui est contraire à cette loi doit être combattu. D'autre part, il y a des islamistes comme les Frères musulmans, qui sont entrés dans le jeu démocratique pour accéder au pouvoir, mais qui sont loin de la culture démocratique, celle de l'Etat de droit... comme on a pu le voir lors du passage au pouvoir de Mohamed Morsi en Egypte. Enfin, il y a les régimes politiques arabes, qu'il s'agisse de dictatures ou de monarchies, qui se gargarisent de démocratie mais font tous ce qu'ils peuvent pour surtout la contenir, la contrôler, et la maintenir à distance, motivés par toutes sortes de calculs politiques tactiques – et qui sont d'ailleurs soutenus par la plupart de nos gouvernements occidentaux.

Kishore Mahbubani Nous entrons dans une nouvelle ère, différente des deux siècles précédents. Elle est marquée par deux phénomènes : la fin de la domination occidentale sur les autres pays, et le fait que le monde devient de plus en plus petit, que nous vivons désormais côte à côte, tout près les uns des autres. La conjugaison de ces facteurs complique les relations entre le monde occidental et le monde islamique. A l'Ouest, beaucoup préfèrent dire que le problème est là-bas, loin de chez eux, sans entrevoir que l'Occident, lui aussi, pourrait bien avoir sa part de responsabilité. La plus grande démocratie musulmane du monde – que l'on peut considérer comme un succès – est l'Indonésie. Le pays est sur la voie de la modernisation et de la réussite. Mais il contient aussi •••

••• les graines de la colère qui ont conduit à la création de l'organisation Etat islamique (Daech). Les Indonésiens voient tous ces drones et ces bombes qui tuent des musulmans dans le monde depuis dix à quinze ans et constatent chaque jour qu'une vie musulmane ne vaut plus grand-chose. Il n'est donc pas surprenant que 25 000 de leurs jeunes, dont beaucoup ignorent tout du monde arabe, soient partis rejoindre les rangs de Daech. Eliminer cette organisation sans répondre à cet enjeu dans sa globalité, c'est s'exposer au risque d'en voir apparaître d'autres.

Ed Husain Le problème existe chez nous depuis le début des années 1990. A l'époque, il y avait un autre conflit énorme, qui se déroulait en Europe : la guerre de Bosnie entre 1991 et 1995, lors de laquelle des musulmans blancs, blonds, aux yeux bleus ont été tués – justement parce qu'ils étaient musulmans – au cœur du continent. Nous avions dans nos universités, en Grande-Bretagne, de jeunes militants à qui on avait accordé l'asile politique – Omar Bakri Muhammad [aujourd'hui imam radical] ou Abou Qatada [un islamiste successivement lié au GIA, à Al-Qaida et aujourd'hui soutien du Front al-Nosra]– et qui ont radicalisé toute une génération de jeunes musulmans comme moi, nés et élevés au Royaume-Uni. Leurs arguments étaient persuasifs : si en Bosnie de jeunes musulmans, blancs, blonds, aux yeux bleus, bien intégrés dans le tissu européen, qui mangeaient du porc et buvaient de l'alcool, pouvaient se faire tuer, qu'adviendrait-il de gens comme moi ? Quel avenir était réservé à ma génération ? Au cours des vingt dernières années, cette idéologie extrémiste, le djihadisme, le salafisme ou l'islamisme, quel que soit le nom qu'on lui donne – distincte de la religion, l'islam – s'est ancrée dans nos sociétés. Elle a trouvé à s'exprimer à travers de jeunes musulmans nés et élevés dans les pays occidentaux, mais qui n'ont pas l'impression d'en faire vraiment partie. Le djihad exerce un fort pouvoir d'attraction. De jeunes musulmans – pas tous, sans doute à peine 1 % d'entre eux –ont grandi pendant les vingt dernières années bercés par une utopie : la promesse de l'avènement imminent d'un califat. S'y ajoute une vision apocalyptique, une lecture littérale des textes religieux, qui laisse penser que nous nous dirigeons inexorablement vers la fin des temps. Daech a capitalisé sur ces sentiments, en répandant l'idée que le monde va s'arrêter, qu'il faut à tout prix rejoindre une terre de charia, un califat placé sous la protection de Dieu. Et que si l'on meurt en chemin, on sera récompensé par Lui. Ce que l'organisation Etat islamique offre à ces jeunes, c'est une dignité, l'impression que leur vie a trouvé un sens, et qu'ils sont enfin en possession des moyens de déjouer les obstacles que le monde moderne a placés en travers de leur route.

> L'islamisme s'appuie sur des musulmans nés et élevés dans les pays occidentaux, mais qui n'ont pas l'impression d'en faire partie.
>
> ED HUSAIN

> Je tempère cet argument que tout serait la faute de l'Occident. Le Moyen-Orient agit peu face à ses propres problèmes.
>
> SIR RICHARD DEARLOVE

Sir Richard Dearlove Je pense qu'il faut rester prudent avant de légiférer pour faire face à ce problème. Nous devons agir avec précision, de façon réfléchie, pas dans la panique. Celle-ci est mauvaise conseillère. Souvenons-nous, nous en avons eu de nombreux exemples dans les années 2000. Heureusement, un bon nombre de lois [antiterroristes] passées à l'époque ont pu être révisées par la suite. Mais il serait préférable de ne pas recommencer. Nous n'avons pas évoqué le sujet des migrants, or c'est peut-être le plus important, d'un point de vue politique, en Europe. Si nous voulons résoudre nos problèmes de façon stratégique, en nous intéressant de près à la déstabilisation complète de l'Etat observée en Libye et en Syrie, et au fondamentalisme qui va avec, il nous faut placer les migrants en tête des priorités.

Kishore Mahbubani Quand j'étais jeune, j'ai d'abord été étudiant à l'université de Singapour, puis je suis parti pour celle de Malaya en Malaisie.



Steven Erlanger, Sir Richard Dearlove et Ed Husain au Forum de la démocratie d'Athènes, le 15 septembre 2015.

Il y avait beaucoup de jeunes femmes musulmanes. Et devinez ce qu'elles portaient ? Des minijupes. Aujourd'hui quand je retourne sur ce campus, je constate que 100 % des femmes portent le hijab. Pourquoi ? A cause de la technologie. Avec Internet, le monde a rétréci. En réalité, tout a commencé dans les années 1980, quand vous, Occidentaux, avez soutenu les djihadistes qui combattaient en Afghanistan. Après avoir gagné la guerre là-bas, vous êtes repartis, laissant derrière vous un Oussama ben Laden armé jusqu'aux dents. Puis il y a eu l'invasion de l'Irak – l'armée a été détruite, le parti Baas aussi, et vous avez laissé un vide politique. Pour éviter que le même scénario ne se reproduise, je vous prie de regarder attentivement dans le rétroviseur, afin de comprendre ce qui a mal tourné hier, et de ne pas reproduire les mêmes erreurs.

Sir Richard Dearlove Je tempérerais quelque peu cet argument selon lequel tout est de la faute de l'Occident. Moi, ce qui m'inquiète en ce moment, c'est que les pouvoirs en place au Moyen-Orient ne résolvent pas leurs propres problèmes. Par exemple, la Turquie aurait pu régler le sort de l'organisation Etat islamique très rapidement si elle avait voulu le faire. Quant à l'Egypte, elle dispose de forces armées très puissantes. Ont-elles été déployées ? Pas du tout. J'ai débuté dans la vie comme historien. Je sais que les destructions d'éléments du patrimoine culturel par des mouvements religieux ont été nombreuses dans le passé. A chaque fois, la motivation, généralement théologique et politique, était d'affirmer l'identité de tel ou tel groupe. En tant que mouvement messianique, Daech s'inscrit pleinement dans cette logique. Nous souhaitons tous éviter ces destructions, car notre société accorde une grande valeur au patrimoine culturel. Et, bien entendu, c'est justement parce que nous y tenons beaucoup que l'organisation Etat islamique se donne tant de mal pour y porter atteinte.

Ed Husain C'est comme si, dans cette époque d'aujourd'hui devenue terriblement confuse, la tentation était grande de revenir à un monde binaire, où tout est soit noir, soit blanc, soit bien, soit mal, soit le paradis, soit l'enfer. ■

LE DÉFI : FAIRE DÉCOLLER L'ÉCONOMIE EN RENFORÇANT LES MÉCANISMES DÉMOCRATIQUES ET LA LIBERTÉ

Heurs et malheurs de l'économie… Ce que la Grèce et la Chine nous ont appris



PAR
SERGUEÏ GOURIEV
Ce professeur russe d'économie à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po) était précédemment recteur de la Nouvelle Ecole d'économie de Moscou. Il a quitté la Russie pour des raisons politiques.

En tant que spécialiste d'économie politique, j'étudie l'impact de la politique sur l'économie. Tandis que mes amis politologues – et coauteurs de mes ouvrages – à l'inverse, analysent les effets de l'économie sur la politique. Mais au fond, qu'est-ce qui est à l'origine de quoi ? Quand un pays avec une mauvaise politique affiche des résultats économiques médiocres, est-ce à cause de la mauvaise politique en question ? Ou sa politique est-elle défaillante précisément à cause de ses difficultés économiques chroniques ?

Tous les ans, les deux cas de figure se présentent. Et l'année dernière n'a pas failli à la règle, comme l'illustrent deux exemples à la fois très importants, spectaculaires et aux multiples aspects : celui de la Grèce et celui de la Chine. En Grèce, berceau de la démocratie occidentale, les électeurs, déçus par les partis traditionnels, ont voté pour le petit parti de gauche Syriza qui promettait de les soulager de leurs souffrances économiques. Des esprits chagrins eux-mêmes issus de régimes non-démocratiques (ou de démocraties non-libérales) ont voulu interpréter la victoire de Syriza comme une faillite du système. Ce vote grec était bien la preuve, disaient-ils, que l'on ne pouvait pas confier des décisions importantes à des électeurs de base, qui ont tendance à opter pour des solutions populistes et simplistes, même lorsqu'elles sont mauvaises.

Et pourtant, les événements qui ont suivi la victoire de Syriza ont démontré que les électeurs grecs n'avaient manqué ni de clairvoyance ni d'esprit rationnel. Les promesses de ce parti n'étaient, c'est vrai, pas réalistes et c'est vite devenu évident. Comme l'a rappelé l'ancien secrétaire américain au Trésor Larry Summers, «vous ne pouvez pas aller à l'encontre des lois de l'économie, même si elles vous ennuient». Syriza avait beau être très populaire, il ne pouvait pas faire sortir des milliards d'euros du chapeau. Alors il a bien fallu choisir : poursuivre des réformes douloureuses ou opter pour le défaut de paiement. Réformer allait de pair avec une baisse immédiate du niveau de vie, mais la solu-



Les partisans du *oxi* («non») aux réformes proposées par les créanciers de la Grèce fêtent leur victoire en juillet 2015, à Athènes. Mais pour rester dans la zone euro, le gouvernement grec lancera de dures réformes.

tion du défaut de paiement aurait été bien pire, avec son lot inévitable de turbulences et d'incertitudes. Et elle aurait de toute façon été suivie d'une politique d'austérité – non pas par volonté délibérée du gouvernement, mais parce que son manque de liquidités ne lui aurait laissé aucune alternative. La Grèce aurait purement et simplement cessé d'avoir accès aux marchés financiers.

Je me rappelle comment, en 1998, le défaut de paiement en Russie a porté au pouvoir le seul parti ouvertement de gauche de l'histoire postsoviétique du pays. Lequel a abondamment usé de la rhétorique communiste, avant que le manque de moyens ne le contraigne à mettre en œuvre l'une des politiques budgétaires les plus austères jamais appliquées là-bas. Les Grecs ont apparemment mesuré les conséquences d'un défaut de paiement, puisque, tout en rejetant les réformes suggérées par référendum, ils ont fortement exprimé leur attachement à l'euro. Ce qui a finalement obligé le gouvernement Syriza à chercher un accord avec les créanciers du pays. Pas de quoi assurer la prospérité de la nation, mais certainement l'option la moins coûteuse.

L'autre grand événement économique de l'an dernier, encore plus important que celui-ci, a été l'effondrement de la Bourse en Chine et le ralentissement de la croissance du pays. Le succès éclatant de l'économie chinoise depuis 1978, date à laquelle le gouvernement a mis en œuvre diverses réformes, a laissé perplexes certains spécialistes économiques et politiques. En effet, d'ordinaire, les dictatures connaissent deux écueils. Primo, il est difficile d'y créer un véritable Etat de droit, lequel est pourtant essentiel pour garantir le droit de propriété et l'exécution des contrats… qui sont eux-mêmes nécessaires à l'investissement et à la croissance. Généralement, les gouvernements autocratiques sont dans l'incapacité de promettre aux investisseurs qu'ils ne seront jamais expropriés. Secundo, en l'absence de tout débat politique et de liberté de la presse, il est très difficile de prendre le pouls de l'opinion, •••

●●● or c'est nécessaire afin de pouvoir diriger un grand pays. Le Parti communiste chinois a plus ou moins réglé la question en empruntant aux systèmes politiques démocratiques modernes un certain nombre d'ingrédients essentiels : la méritocratie, l'équilibre des pouvoirs et la rotation régulière des élites. Pourquoi et comment le système chinois actuel a-t-il émergé ? Cela reste à ce jour un mystère. La période qui s'est déroulée entre 1949 et 1978 n'était peut-être qu'une sortie de route passagère, après quoi la Chine est revenue à ses institutions méritocratiques confucéennes. A moins que les survivants de l'ère Mao, désireux de tourner la page, n'aient fait en sorte d'ériger des garde-fous afin d'éliminer tout risque de retour en arrière.

Ce système hybride a permis de mettre en place dans le pays des mesures favorables à la croissance : la libéralisation de l'agriculture mais aussi d'autres secteurs ; l'assouplissement des freins à la migration interne ; la privatisation de petites entreprises, puis celle de sociétés plus importantes ; l'intégration de la Chine dans l'économie mondiale. Ces réformes ont permis à Pékin d'afficher une courbe de croissance similaire à celles du Japon, de Taïwan et de la Corée du Sud quinze à trente ans plus tôt. A la grande différence près qu'au moment d'atteindre le niveau de revenu qui est celui de la Chine aujourd'hui, ces nations jouissaient, quant à elles, de systèmes politiques plus ouverts, les autorisant à poursuivre des réformes génératrices à leur tour d'une nouvelle croissance.

Il ne faut voir là nulle coïncidence : les économistes ont montré qu'il existe une différence qualitative entre le premier stade de croissance, qui permet à un pays de passer de la pauvreté à une prospérité moyenne, et le second stade de croissance, au cours duquel ce pays se transforme en une nation riche.

La première étape suppose de rattraper les pays avancés en adoptant leurs «bonnes pratiques», ce qui peut être décidé d'en haut. Un Etat centralisé – s'il est «bienveillant» – peut donc tout à fait s'en charger. Pour la seconde étape, celle du pays à revenu moyen qui devient riche, c'est différent : il faut une économie qui encourage l'innovation, donc un système politique décentralisé et pluraliste. Nombreux sont les pays qui ne sont pas parvenus à mettre en place de telles institutions et sont restés bloqués dans le «piège du revenu moyen», avec une croissance soudain au ralenti. Le Japon, Taïwan et la Corée, eux, ont déjoué ce piège et se sont mués en économies riches, fondées sur le savoir.

Les turbulences qui ont secoué le pays en 2015 montrent que c'est au tour de la Chine de se retrouver au pied du mur. Nombre d'études ont déterminé que l'Empire du milieu possède toujours un vaste potentiel de croissance, qui ne demanderait qu'à être exploité si de nouvelles réformes étaient engagées dans le secteur public et dans le système financier pour assurer un Etat de droit et encourager la concurrence. Au risque cependant d'affaiblir les autorités, puisque les entreprises publiques et les banques constituent leurs principaux leviers économiques.

La démocratie dépend de la prospérité économique. A moins que ce ne soit l'inverse ? Le débat existait déjà chez Aristote

En 2012, les nouveaux dirigeants chinois ont présenté un impressionnant programme de réformes intitulé «Chine 2030», détaillé dans un rapport conjoint du Conseil des affaires de l'État de la République


Dévaluation du yuan, incapacité à soutenir



ses marchés… La Chine a montré les limites de son système, et qu'elle peut cesser d'être un moteur de la croissance mondiale.

populaire de Chine et de la Banque mondiale. Ces dernières années, cependant, très peu des mesures annoncées ont été mises en œuvre. Bien au contraire, les responsables gouvernementaux ont opté pour une plus grande centralisation du pouvoir politique.

La démocratie conduit-elle à la prospérité ? C'est un débat qui remonte au moins à Aristote. Les sociologues se sont toujours demandé si ce système favorisait la croissance économique, ou s'il fallait à l'inverse garantir des revenus élevés pour avoir une chance de parvenir à une démocratie stable. Les économistes ont poussé l'analyse statistique assez loin, étayant la première hypothèse : ils ont constaté qu'en moyenne, les pays en voie de démocratisation voient leur croissance augmenter d'un ou deux points par an, sur une durée de dix ans.

L'année dernière a semblé confirmer leurs dires. Les électeurs grecs se sont exprimés de la façon qui leur semblait la plus juste, même si ce fut douloureux. Quant à la Chine, ses difficultés ont montré que son système politique était quelque peu dépassé au vu des besoins et du potentiel de son économie. On n'est pas près pour autant de voir la croissance économique de la Grèce dépasser celle de la Chine : il y a bien des choses qu'Athènes pourrait apprendre de Pékin. Mais les événements ont montré que les Chinois pourraient, de leur côté, tirer des leçons utiles de l'expérience grecque et comprendre que d'une part, non, les électeurs n'ont pas toujours tort. Et d'autre part, que les gouvernements qui prennent des décisions unilatérales ne sont pas toujours bienveillants, omniscients et tout-puissants. ■

LE DÉFI : ACCUEILLIR CEUX QUI ONT ÉTÉ CONTRAINTS DE FUIR LEUR PAYS

Quel destin attend les migrants au bout de leur long voyage ?



PAR
OKEY NDIBE
Cet écrivain, journaliste et essayiste nigérian, né en 1960, est l'auteur des romans *Arrows of Rain* (2000) et *Foreign Gods, Inc.* (2014), non traduits en français.



La route vers la liberté est semée

Pour évoquer un coup du sort tragique, les Igbos du sud-est du Nigeria ont souvent recours à un proverbe. Ils disent que «le terrier du criquet a été envahi par quelque chose d'encore plus puissant». Surpassé par son ennemi, le criquet doit abandonner son repaire pour se mettre en sécurité ou bien mourir au combat.

C'est à ce choix douloureux que mes parents, comme des millions d'Igbos, se sont trouvés confrontés en 1967, lorsque le gouvernement nigérian a déclenché une guerre civile contre la région du Sud-Est, riche en pétrole, où nous vivions. Le régime souhaitait contrer les ambitions sécessionnistes des dirigeants locaux qui voulaient créer un Etat indépendant du nom de Biafra.

J'avais seulement 7 ans quand nous avons embarqué à bord d'un des derniers bateaux à quitter Yola, ville située à la frontière nord-est du pays, en direction d'Onitsha, une vaste cité commerciale dans le Sud-Est. Mes parents ont fait de leur mieux pour tenter de nous épargner, à nous, leurs quatre enfants, les horreurs de la guerre. Mais les atrocités étaient impossibles à dissimuler.

Nous avons brièvement trouvé refuge dans la ville natale de mon père, à Amawbia. Mais les combats s'intensifiaient, devenaient plus meurtriers, et il arrivait que les troupes fédérales ciblent les civils lors de bombardements et d'attaques au sol. Ma famille et moi avons alors entamé une vie d'errance, de réfugiés. Nous quittions une ville vaincue pour une destination soi-disant sûre, avant de nous apercevoir qu'elle aussi était menacée et qu'une nouvelle fuite s'imposait.

Le gouvernement nigérian imposa un blocus, et la nourriture se fit rare, tout comme l'espoir ou le sommeil, en raison des tirs incessants pendant la nuit. Quel que soit l'endroit où nous nous trouvions, avec mes frères et sœurs et aussi d'autres enfants, nous chassions des lézards, que nous faisions ensuite rôtir sur un feu de brindilles avant d'en savourer la chair tendre et pâle.



d'embûches. La Hongrie a fermé la frontière avec la Croatie. Ces migrants sont alors passés par la Slovénie. Direction : l'Autriche.

Souvent se trouvaient parmi nous des enfants moins chanceux, ravagés par le kwashiorkor [syndrome de malnutrition sévère, *ndt]*. Ils avaient des jambes grêles, des ventres gonflés comme s'ils étaient pleins d'air, des côtes saillantes, des cous malingres et des touffes de cheveux fins et décolorés.

Les adultes aussi mouraient. Un jour, alors que j'attendais avec mes parents dans une longue queue devant un centre de distribution de nourriture et d'articles divers, je vis un homme s'effondrer sur le sol. Mes parents essayèrent de détourner mon regard, mais trop tard. Quelques hommes s'avancèrent pour l'emporter, son corps pendait, sans résistance. Durant la guerre, un million de personnes sont mortes, beaucoup en raison de la famine – délibérément causée par le gouvernement.

Et puis, des années après, alors que j'étais tranquillement chez moi aux Etats-Unis, j'ai constaté que cet enfer, si familier pour moi, recommençait. Partout dans le monde, des gens sont contraints de quitter leur foyer, désespérés de trouver un endroit sûr, tout comme l'était ma famille à l'époque. L'étendue de ce drame est immense. En 2015, l'Agence des Nations unies pour les Réfugiés a compté soixante millions de déplacés à l'échelle mondiale (chiffres de fin 2014) – soit le nombre le plus élevé depuis la Seconde Guerre mondiale. Le mot «crise» semble bien faible pour décrire le phénomène. Des hommes, des femmes et des enfants fuient les guerres, les conflits et les persécutions dans des pays comme la Syrie (11,6 millions de réfugiés), l'Irak (4,1 millions), la République démocratique du Congo (4 millions), l'Afghanistan (3,7 millions), le Soudan (2,9 millions), la Somalie (2,3 millions), l'Ukraine (1,3 million) et la Birmanie (907 000). En septembre 2015, l'ONU a également signalé – ce qui me touche particulièrement – que plus de 2,3 millions de personnes du nord-est du Nigeria avaient été déplacées depuis mai 2013, victimes de Boko Haram, l'insurrection islamiste.

La Turquie abrite environ 1,6 million de réfugiés. Les noms des •••

••• principaux autres pays d'accueil peuvent paraître surprenants, parce qu'ils ne sont ni européens ni riches : il s'agit du Pakistan (1,5 million de réfugiés), du Liban (1,2 million), de l'Iran (982 000), de l'Ethiopie (660 000) et de la Jordanie (654 000). En octobre 2015, 643 000 réfugiés et migrants avaient atteint la côte européenne via la Méditerranée depuis le début de l'année.

Quelle que soit leur origine, ces réfugiés partagent le destin du criquet. Lorsque vous êtes contraint de rassembler vos enfants et de fuir, vous n'avez de temps ni pour les visas ni pour les passeports. L'urgence est de traverser le Sahara sans mourir de soif ou de tenter de survivre sur un radeau en Méditerranée. Chaque victime de naufrage témoigne du fait que parfois, on juge certaines façons de mourir meilleures que d'autres, par exemple en se noyant à l'approche d'une côte italienne.

Parmi les survivants, beaucoup se retrouvent piégés, alors que le havre de paix qui les attire si fort est à portée. Derrière eux, la mort et la destruction. En face, des barbelés et des représentants de la force publique. Dans ce genre de situation, votre salut est suspendu à la compassion d'une poignée de bureaucrates.

Mais la Hongrie a érigé des clôtures pour barrer le chemin aux réfugiés. Les bateaux de patrouille malaisiens et thaïlandais ont repoussé vers la mer des embarcations chargées de Rohingyas – une minorité musulmane persécutée en Birmanie – affamés. L'Australie, quant à elle, ne s'encombre pas de murs, mais elle met en quarantaine de nombreux réfugiés, au large de ses côtes, sur l'île Christmas, à Nauru et en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

De tous les obstacles, le plus difficile à surmonter est souvent le choix des mots pour vous désigner. Les termes «réfugié», «migrant» ou «demandeur d'asile» reflètent le point de vue de ceux qui les utilisent, pas la façon dont vous, vous voudriez raconter votre histoire. L'ancien Premier ministre britannique, David Cameron, avait parlé «d'essaim» pour désigner ceux qui arrivaient aux frontières de l'Europe. Et des experts européens ont insisté sur le fait que ces gens-là sont pour la plupart musulmans, sous-entendant ainsi que s'ils obtenaient l'autorisation de rester, ils pourraient mettre en danger les traditions et valeurs locales.

On part sans passeport, sans visa. Derrière soi, la mort et la destruction. En face, des barbelés et la force publique

J'ai bien du mal à comprendre comment des personnes sans défense, déracinées, et dont le plus grand rêve serait de pouvoir rentrer chez elles, peuvent inspirer une telle crainte. Lorsqu'une famille de réfugiés de la classe moyenne atterrit à Londres, arrive à une gare routière à Amman ou débarque sur une côte malaisienne, elle a en général abandonné son confort. Ses diplômes ne valent plus rien, ses amis et parents sont dispersés, elle a dû abandonner la plupart de ses biens. Si les gens se tiennent à distance des réfugiés, c'est peut-être parce qu'ils ont eux-mêmes peur de voir un jour leur vie tranquille chamboulée par les tirs de mitraillettes ; peur de voir les fondements sur lesquels repose leur existence réduite à l'état de décombres. Peut-être aussi est-ce parce que certains réfugiés ont parcouru de longues distances, ne se sont pas contentés de fuir vers des pays voisins, et sont arrivés dans une région éloignée de chez eux, où l'on comprend moins bien ce qui leur est arrivé et où l'on éprouve moins de compassion à leur égard. A moins que ce ne soit parce que la présence de certains réfugiés nous rappelle des événements que nous préférerions oublier. Si les Américains ou les Européens autorisaient les réfugiés irakiens ou libyens à s'établir à l'intérieur de leurs frontières, se souviendraient-ils que l'invasion menée par les Etats-Unis en Irak et la chute de Kadhafi, soutenue par l'OTAN, ont mené ces pays vers le chaos plutôt que vers la paix ?

Et puis, il y a cette idée que des terroristes pourraient se cacher parmi les réfugiés. Après les attentats de Paris en novembre 2015, un passeport syrien falsifié a été retrouvé auprès du cadavre de l'un des tueurs. Des groupes d'extrême droite, partout en Europe, ont alors exigé que les gouvernements ferment leurs frontières aux réfugiés, et certains Européens, et des Américains, ont commencé à confondre immigration et terrorisme.

Et pourtant. Parfois les réfugiés ont de la chance, et dans ces cas-là, c'est généralement grâce à la compassion et à l'empathie qui leur sont témoignées pendant leur périple. Nombreux sont les gens qui ouvrent leur porte, organisent des collectes, aident les migrants à traverser les frontières. C'est rarement suffisant, mais cela aide à aller de l'avant. A la fin de la guerre du Biafra,



Il a sauté à l'eau à l'approche des côtes grecques. Ce jeune migrant arrivé à Lesbos via la Turquie a pris tous les risques.

la fortune m'a souri, à moi aussi : une femme, qui me voyait aux abords d'une chaotique file d'attente de distribution alimentaire, m'a pris en pitié. Elle m'a donné quelques rations et une petite pièce dont j'avais grandement besoin, et que j'ai apportées à mes parents.

Si vous finissez par trouver une terre d'accueil, il vous reste encore plusieurs défis à relever, reconstruire une identité, forger une communauté, décider de quels souvenirs vous débarrasser. Il vous faut vous recréer, molécule par molécule. Certains ne parviennent pas à s'adapter. Pour d'autres, le souvenir du moment de l'exil sera toujours hanté de fantômes vengeurs – ceux de membres de la famille perdus, abandonnés ou qui ont péri en chemin.

Parmi mes souvenirs les plus vifs, il y a ceux de la fin de la guerre du Biafra. Mon père et ma mère mesuraient l'étendue de leurs pertes. Des parents morts ou qui gardaient des séquelles physiques ou psychiques. Notre maison en ruine, et nos photos et autres précieux témoignages du passé disparus à jamais. Mais nous étions en vie. Quelques membres de la famille ont aidé mes parents à rafistoler une moitié de notre maison privée de toit et nous avons enfin pu emménager. Mon père a repris son emploi à la poste et ma mère son travail d'enseignante.

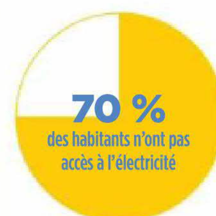
Mes frères et sœurs et moi-même avons repris notre scolarité avec une certaine passion. Peu nous importait que les troupes nigérianes aient bombardé notre école, ne laissant plus que les fondations, nous obligeant à faire classe en plein air, exposés au soleil et à la pluie. Aller à l'école était un rituel d'avant, qui nous permettait de renouer avec certains aspects du passé. Quand vous savez ce que c'est que d'avoir faim, de ne plus avoir de maison et d'avoir perdu tous vos biens, vous savez aussi que n'importe qui peut se retrouver dans cette situation. Vous espérez que le fonctionnaire à qui vous demandez de l'aide se rende compte qu'il pourrait parfaitement se trouver de l'autre côté du bureau. Et je dois dire en leur faveur que beaucoup en ont conscience.

Ce sont les autres citoyens qui doivent maintenant ouvrir les yeux. Les réfugiés ne menacent pas leur mode de vie. Nombreux sont ceux qui connaissent la valeur de la compassion, et lorsqu'ils deviennent nos voisins, amis ou collègues, nous apprennent ce qu'est l'empathie. Nous devons leur assurer le même type d'assistance que celle qu'ils nous apporteraient eux-mêmes. Et trouver en nous les ressources pour aider à restaurer l'ordre, la normalité et l'harmonie dans leurs pays d'origine, devenus du jour au lendemain chaotiques et inhospitaliers. ■



ET LA LUMIÈRE FUT

BIRMANIE

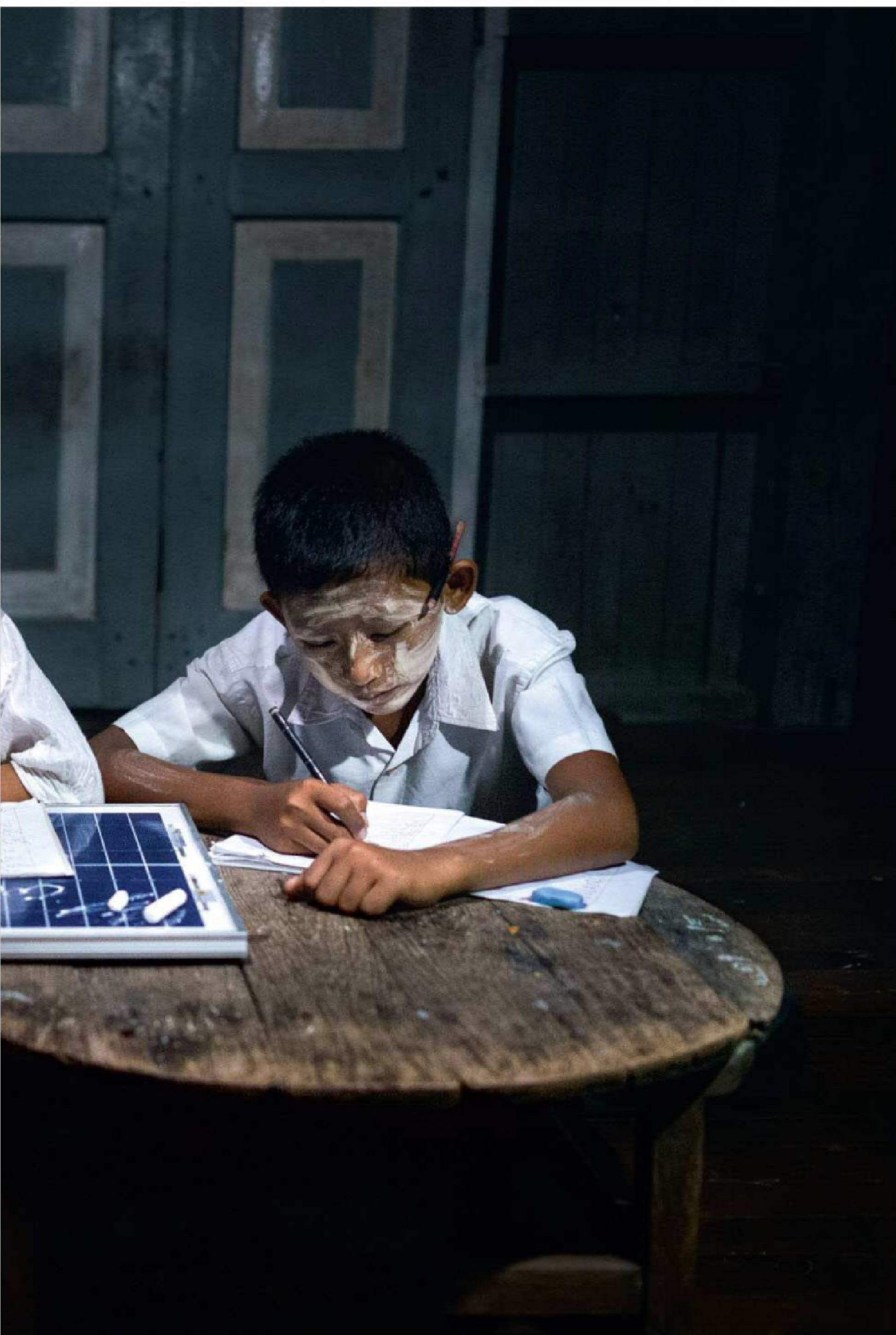


Dans l'est du pays, ce fermier shan s'occupe de sa vache à la lumière de LED alimentées par un petit panneau stockant l'énergie solaire. Le nouveau gouvernement ambitionne de moderniser le pays. Mais pour son entière électrification, il lui faudra attendre *a minima* 2030.

Exclus du réseau électrique, des millions de personnes commencent à sortir timidement de **LA GRANDE NUIT DU SOUS-DÉVELOPPEMENT** grâce à de petits appareils solaires à bas prix adaptés à leurs modestes besoins. **UN PHOTOGRAPHE TÉMOIGNE** de cette lumineuse révolution en cours. Elle pourrait, à terme, bouleverser le quotidien d'un milliard de terriens, qui, en particulier en Afrique et en Asie, continuent toujours à s'éclairer à la bougie ou au kérosène, aussi polluant que cher.

TEXTE : JEAN-CHRISTOPHE SERVANT
PHOTOS : RUBÉN SALGADO ESCUDERO

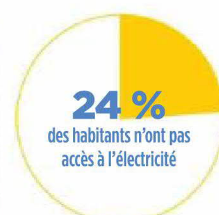




Les lampes solaires ont bouleversé leurs soirées d'études. Auparavant, ces écoliers birmans devaient réviser leurs leçons à la lueur d'une bougie ou sous l'un des rares lampadaires de Dala, un quartier populaire de la banlieue de Yangon, la capitale économique du pays.



INDE



Fini les bourrasques qui éteignent sa lanterne à pétrole. Avec sa lampe solaire, Guru Deen Shukla (à g.) peut tirer de l'eau la nuit devant son petit-fils ébahi. Dans l'état indien où ils vivent, l'Uttar Pradesh, 20 millions de foyers s'éclairent au kérosène, dont les résidus de combustion brûlent les poumons.

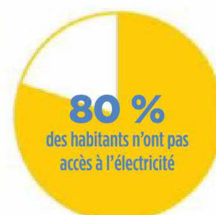




Les nuits sont maintenant aussi belles – et aussi actives – que les jours pour cette famille de brodeurs de l'Uttar Pradesh. Avec ce nouvel équipement, qui fournit une meilleure luminosité, ils peuvent travailler à leurs méticuleux ouvrages sans s'abîmer les yeux.



OUGANDA

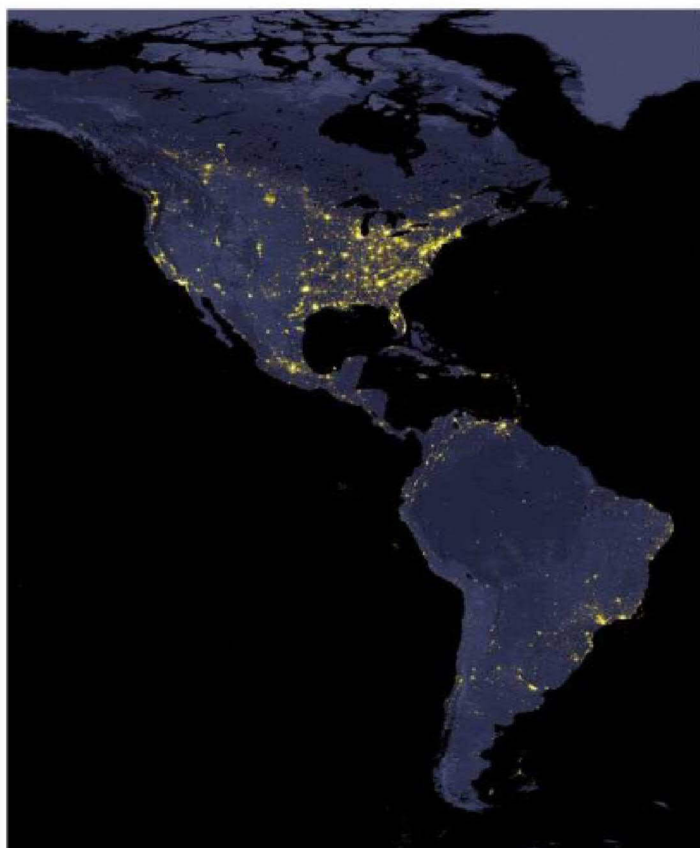


Clientèle en hausse pour Lawrence Mugerwa, un boucher de Kalagala, dans le centre de l'Ouganda. Depuis qu'il a acheté cette petite lampe solaire pour moins de dix euros, son échoppe ouvre plus tard. Quant aux ménagères, elles peuvent enfin vérifier la qualité et la fraîcheur de sa viande.





Dans la campagne ougandaise, 95 % de la population sont privés d'électricité et dépendent de la *tadoba,* la lampe à pétrole, pour défier la nuit. Ce n'est plus le cas pour ces jeunes musiciens de Manyama. Grâce au matériel acheté par leur école, ils peuvent enfin faire leurs gammes pendant six heures d'affilée.

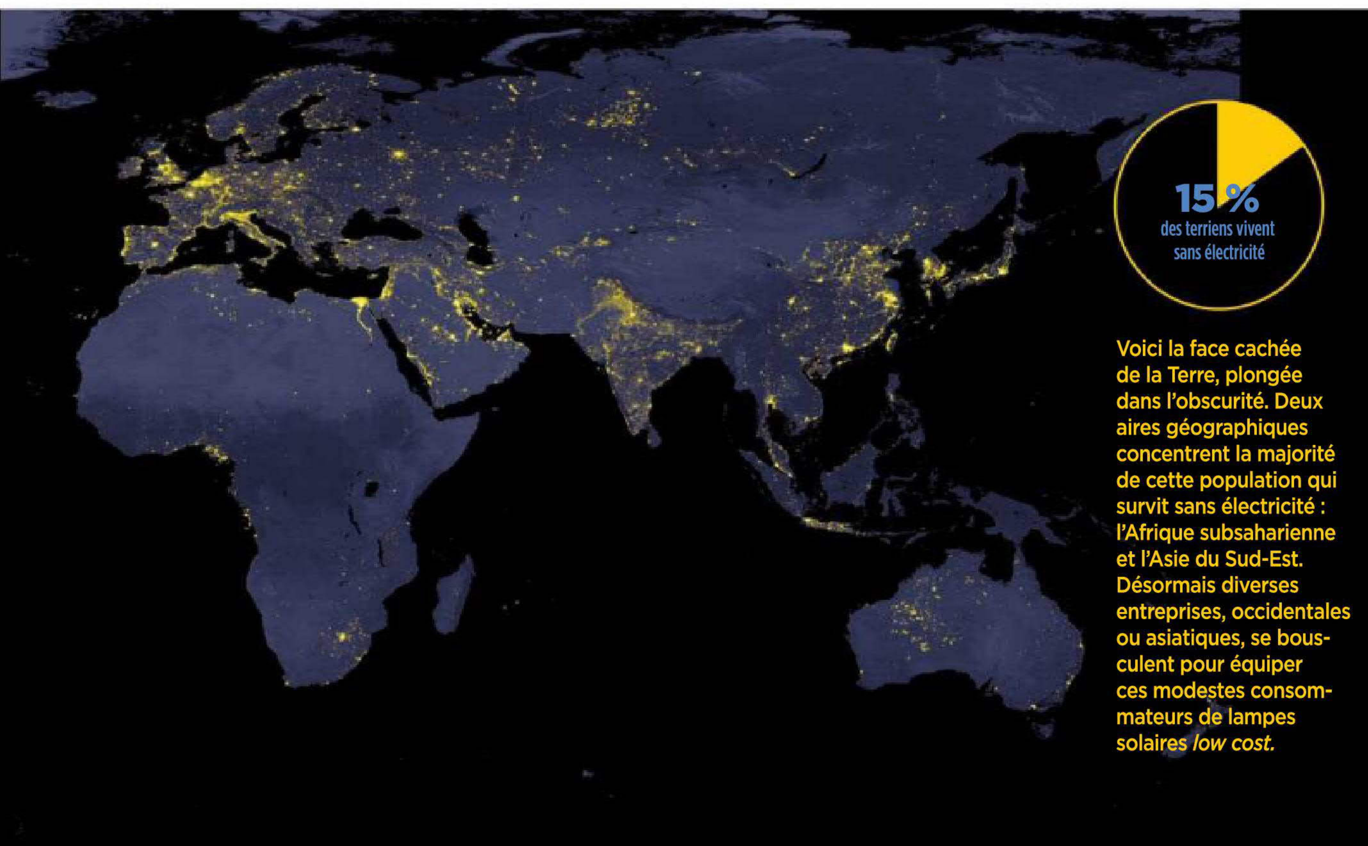


Lumière. Action. Musique. C'est une scène de joie qui défie les ténèbres. Ce soir, à la lueur de lampes solaires, rechargées durant la journée grâce à leurs minipanneaux photovoltaïques, les écoliers de Manyama, un village ougandais à deux heures de route de la capitale, Kampala, révisent leurs gammes. Le temps presse, les jeunes musiciens s'apprêtent à participer à un concours régional. Et sans leurs petites lampes solaires achetées à crédit par leur école moins de dix euros pièce auprès de Solar Sister, une entreprise à vocation sociale, ils n'auraient pas pu répéter une fois la nuit tombée. Un bouleversement pour ces enfants dont les parents s'éclairent toujours avec une *tadoba*, une lampe à pétrole. En Ouganda, plus de 80 % des trente-huit millions d'habitants – 95 % en milieu rural – n'ont toujours pas accès à l'électricité.

Etudier. Soigner. Commercer. Travailler... Et toujours repousser la nuit, grâce à l'énergie du soleil. Ces scènes brillantes d'espoir, le photographe espagnol Rubén Salgado Escudero, dont nous publions les images, en a croisé à maintes reprises entre l'Asie et l'Afrique. Le défi est immense. Sur notre planète bleue, d'après un rapport de la Banque mondiale réalisé en 2015 en partenariat avec l'Agence internationale de l'énergie, 57 % de Subsahariens, 17 % d'Asiatiques, 8 % de Moyen-Orientaux et 5 % de Latino-Américains n'ont pas accès à l'électricité. Au Bangladesh, 40 % de la population en est privée. En Inde, 24 %. Au total, 1,1 milliard de terriens (un sur sept) vivent sans ce confort essentiel. Or pendant que la presse suit les grands – mais lents – travaux d'électrification des pays du Sud, l'accès à la lumière à moindre coût, via l'inépuisable source d'énergie du soleil, est une révolution silencieuse et plus rapide. Un premier pas vers le développement et le bien-être pour des populations qui survivent pour la plupart avec moins de deux dollars par jour. Et un enjeu écologique. Car c'est le pétrole lampant (kérosène), largement subventionné, qui éclaire encore 500 millions de foyers. Le tiers des familles de l'Inde rurale utilise ce carburant nocif, dont les résidus de combustion brûlent les poumons. Et dans l'Afrique urbaine, soumise à des pannes de courants régulières, il n'est pas rare qu'un incendie ravage un bidonville après que du pétrole lampant a mis le feu à un étal de marché ou à un rideau. Qui plus est, ces 670 millions de lampes à pétrole recensées dans le monde, qui paraissent romantiques au voyageur, produisent plus de soixante-quatorze millions de tonnes d'émission carbone par an, selon une étude du PNUE, la haute autorité environnementale des Nations unies, et contribuent au réchauffement climatique. Enfin, ces lampes éclairent de deux à dix fois moins que leurs petites sœurs solaires qui ont une autonomie de quatre à seize heures après une journée de chargement.

LE SOLAIRE *LOW COST* ALLUME UNE LUEUR D'ESPOIR DANS LES PAYS DU SUD

Des défauts que ne manquent pas de rappeler les acteurs du marché du solaire *low cost*. Un univers mêlant fonds d'investissement, start-up et entreprises sociales qui courtisent surtout le continent (dans le) noir. Par exemple, Alioune Badara Thiam, alias Akon, un rappeur américain d'origine sénégalaise, dont le projet *Lighting Africa*, qui bénéficie d'une ligne de crédit d'un milliard de dollars passée auprès de banques internationales, prévoit d'équiper en kits solaires plusieurs millions de foyers d'ici à 2020. Le tout avec un demi-millier d'ingénieurs africains issus de nouveaux centres de formation professionnelle, comme l'académie solaire de Bamako (Mali), première institution de ce genre sur le continent, inaugurée en janvier dernier. Il y a aussi le Français Jean-Louis Borloo et sa fondation Energies pour l'Afrique, qui ambitionne de centraliser des fonds afin



Voici la face cachée de la Terre, plongée dans l'obscurité. Deux aires géographiques concentrent la majorité de cette population qui survit sans électricité : l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud-Est. Désormais diverses entreprises, occidentales ou asiatiques, se bousculent pour équiper ces modestes consommateurs de lampes solaires *low cost.*

d'électrifier le continent. Et Solar Sister, basée aux Etats-Unis et grâce à laquelle nos musiciens ougandais peuvent répéter leurs gammes à la nuit tombée, qui fonctionne un peu comme Tupperware : l'entreprise collecte des fonds pour la formation et l'accompagnement des futurs revendeurs de lampes solaires, surtout des femmes, puis vend son matériel à ces micro-entrepreneuses. Lesquelles fixent à leur tour le prix final de l'équipement que leur rachètent leurs voisins.

Bougies, lampes-tempête, générateurs... Selon une étude du *Bloomberg New Energy Finance,* les foyers non-connectés au réseau électrique ont dépensé en 2015 vingt-sept milliards de dollars pour s'éclairer. Résultat : le secteur du solaire à prix modique, de la simple lampe au kit d'une puissance maximale de 8Wc (watt crête) offrant à la fois de quoi s'éclairer et recharger son téléphone portable a un potentiel de croissance équivalent à celui qu'a eue la téléphonie mobile à l'orée des années 2000. Cela n'a pas échappé à la start-up M-Kopa Solar, au Kenya, qui a levé vingt millions de dollars via *Generation Investment Management,* le fonds d'investissement socialement responsable cofondé par l'Américain Al Gore. Dans ce pays d'Afrique de l'Est, un foyer non raccordé dépense 235 dollars par an en électricité : 142 dollars en kérosène, trente et un pour le chargement du mobile, souvent chez des vendeurs de rue, et soixante-deux en piles pour l'incontournable poste radio. M-Kopa Solar, qui ambitionne de fournir du solaire à un million de ménages est-africains d'ici à 2018, compte faire économiser, à chacun, 750 dollars sur quatre ans tout en générant du profit. Son pari : l'énergie solaire prépayée via Mpsea, un système de règlement par téléphone mobile développé avec succès dans la région. L'usager achète à crédit un panneau solaire et un boîtier qui lui permettent d'alimenter trois ampoules et sa radio, et de recharger son téléphone portable. Puis il s'acquitte de sa dette en un an, en faisant de microversements via son mobile. La start-up a été saluée par Barack Obama, lors de sa visite au Kenya en 2015.

Enjeux de développement, les petites lampes solaires sont au centre d'une bataille plus discrète entre pays asiatiques maîtrisant la filière, confie Germaine Pitroipa, figure politique du Burkina Faso, de retour d'un voyage d'études à Taipeh. «Taïwan, avec son projet “Une lampe pour l'Afrique”, a déjà fourni 100 000 lampes solaires aux écoles africaines», explique-t-elle. Grâce à son savoir-faire dans le domaine des énergies vertes, ce lointain mécène essaie de regagner du terrain sur un continent envahi par les kits solaires chinois et indiens. Le solaire, nouvel outil de *soft power* pour les pays asiatiques ? Ce ne sont pas les jeunes musiciens ougandais qui s'en plaindront. ■

Jean-Christophe Servant



DES LIBERTÉS À PROTÉGER

FAUT-IL RENONCER À ÊTRE SOI-MÊME POUR SE FAIRE «LIKER» SUR FACEBOOK ?
PAR BRET EASTON ELLIS

À L'ÈRE DES RÉSEAUX SOCIAUX, LE CLIENT EST ROI !
PAR JEREMY LANGMEAD

POINT DE VUE
ET SI ON POUVAIT MODIFIER SON ADN EN UN CLIN D'ŒIL ?
PAR ROGER MELLO

ACCÈS À L'ÉDUCATION, À DES IDÉES NOUVELLES… LE WEB DOIT RESTER UN PROGRÈS
PAR ERIC SCHMIDT

REPORTAGE
DANS L'IRAN D'AUJOURD'HUI UNE SOCIÉTÉ PLEINE D'ÉLAN VITAL CHERCHE À S'ÉMANCIPER EN DOUCEUR D'UN RÉGIME AUTORITAIRE ET ULTRARELIGIEUX
PAR ALINE MAUME



Les tournesols sont artificiels mais qu'importe : cette jeune fille, en bonne habitante de Téhéran, apprécie par-dessus tout de profiter des parcs de sa grande ville chaotique.

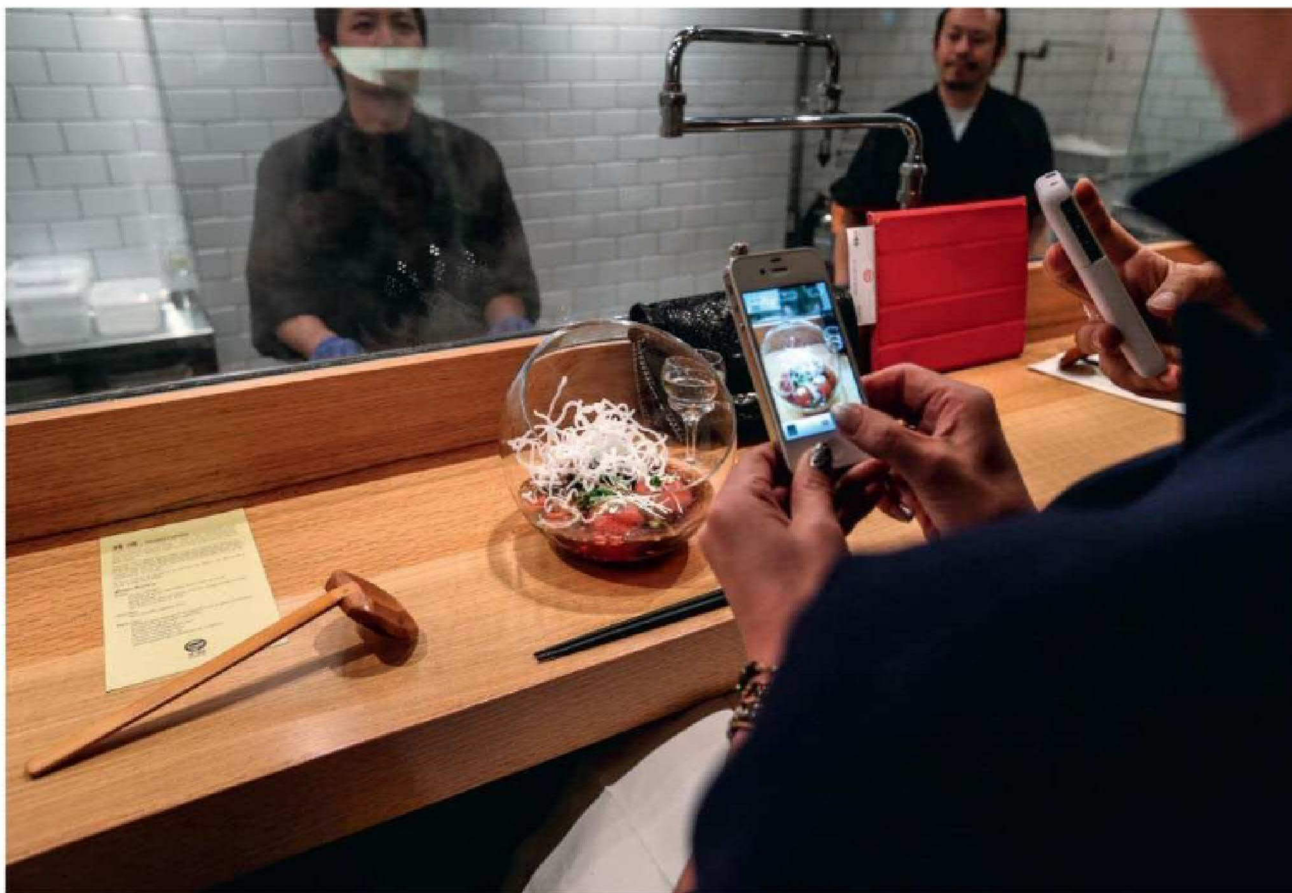
LE DÉFI : RESTER SOI-MÊME TOUT EN MAÎTRISANT SON IMAGE SUR INTERNET ET LES RÉSEAUX SOCIAUX

Dans un monde qui accorde du prix aux avis sur Internet, personne n'échappe au jugement des autres



PAR
BRET EASTON ELLIS
Moraliste ? Nihiliste ? L'auteur américain du best-seller *American Psycho* (éd. Salvy, 1992), a toujours fait débat.

Récemment, dans la série télévisée d'animation *South Park*, l'un des personnages, Cartman, ainsi que d'autres individus, tous utilisateurs de Yelp (une appli mobile qui permet d'évaluer et critiquer les restaurants), rappelaient à toutes fins utiles aux maîtres d'hôtel et aux serveurs des établissements de leur ville qu'ils allaient poster des avis sur les repas. Et ces «Yelpeurs» menaçaient de n'attribuer qu'une étoile sur cinq si les restaurants en question ne leur donnaient pas satisfaction et ne faisaient pas exactement ce qu'ils exigeaient. Du coup ceux-ci se sentaient obligés de se plier aux désirs des clients, qui en profitaient pour réclamer des plats gratuits ou se permettaient des remarques sur l'éclairage. Les employés toléraient tout cela, mais leur dépit et leur colère allaient crescendo et ils en finissaient même par comparer les critiques de Yelp à l'organisation Etat



Hôtels, restaurants… Nous aimons bien dire ce que nous en pensons sur les réseaux sociaux. Mais eux aussi nous donnent des notes !

islamique. Finalement, les deux camps parvenaient à une trêve, mais, à l'insu des Yelpeurs, les employés décidaient de se venger en agrémentant les assiettes de leurs clients de tous les fluides corporels possibles et imaginables.

Cet épisode met en lumière un phénomène bien actuel : chacun se considère comme critique professionnel («Tout le monde se fie à mes avis sur Yelp !» affirme un personnage de *South Park)*, même quand il écrit absolument n'importe quoi. Mais au fond c'est aussi un triste constat sur ce qu'on appelle l'«e-réputation». En montrant comment les restaurants se vengent des Yelpeurs, le dessin animé rappelle qu'aujourd'hui, les services eux aussi évaluent leurs clients. D'où la question : comment allons-nous devoir gérer notre façon de nous présenter en ligne et sur les réseaux sociaux ? Et comment les individus vont-ils assurer leur marketing personnel dans cet espace où clients et marchands ne se quittent plus ?

Le fait que chacun se considère comme expert, et s'imagine que son opinion est intéressante, a pour effet d'amoindrir l'importance de chaque point de vue. En agissant ainsi, nous permettons à d'autres de dessiner notre profil. Et tout ce que nous y gagnons, ce sont des propositions de produits à acheter et l'honneur d'être catégorisés, ciblés et répertoriés dans des bases de données. Ce qui est finalement l'issue logique non seulement d'une certaine démocratisation de la culture mais aussi de l'inquiétant culte de «l'égalitarisme». Lequel, soit dit en passant, suppose ici que chacun se conforme à des règles fixées par une entreprise privée, qui lui dicte comment s'exprimer et se comporter. Les premiers utilisateurs de Facebook – qui ont aujourd'hui un certain âge – l'ont certainement remarqué à l'époque, quand ils ont rejoint cette communauté qui édicte ses lois concernant l'expression des opinions ou la sexualité. Et qui encourage ses utilisateurs à «liker» toutes sortes de choses. Et comme c'était leurs premiers pas sur un réseau social, les gens ont eu tendance à adopter la ligne de conduite fixée par Facebook et à montrer une version idéalisée de leur existence, un autoportrait mais en plus agréable, plus amical et plus standardisé. Et ce culte du «like à tout prix», et de la terrible vertu de «proximité» dont on est censé se parer, a fini par réduire chacun au rang de zombie à la *Orange mécanique*, soumis à la loi d'airain du réseau. Pour être accepté, il faut suivre un code moral positif, où tout doit pouvoir être «liké» et où la voix de chacun doit être respectée. Toute personne qui émet une opinion négative – un «je n'aime •••

●●● pas», en quelque sorte – se retrouve exclue de la conversation. Quiconque s'oppose à la pensée du groupe est humilié. Le *troll* supposé récolte des salves d'invectives tellement interminables que son coup d'éclat initial apparaît bien dérisoire en comparaison.

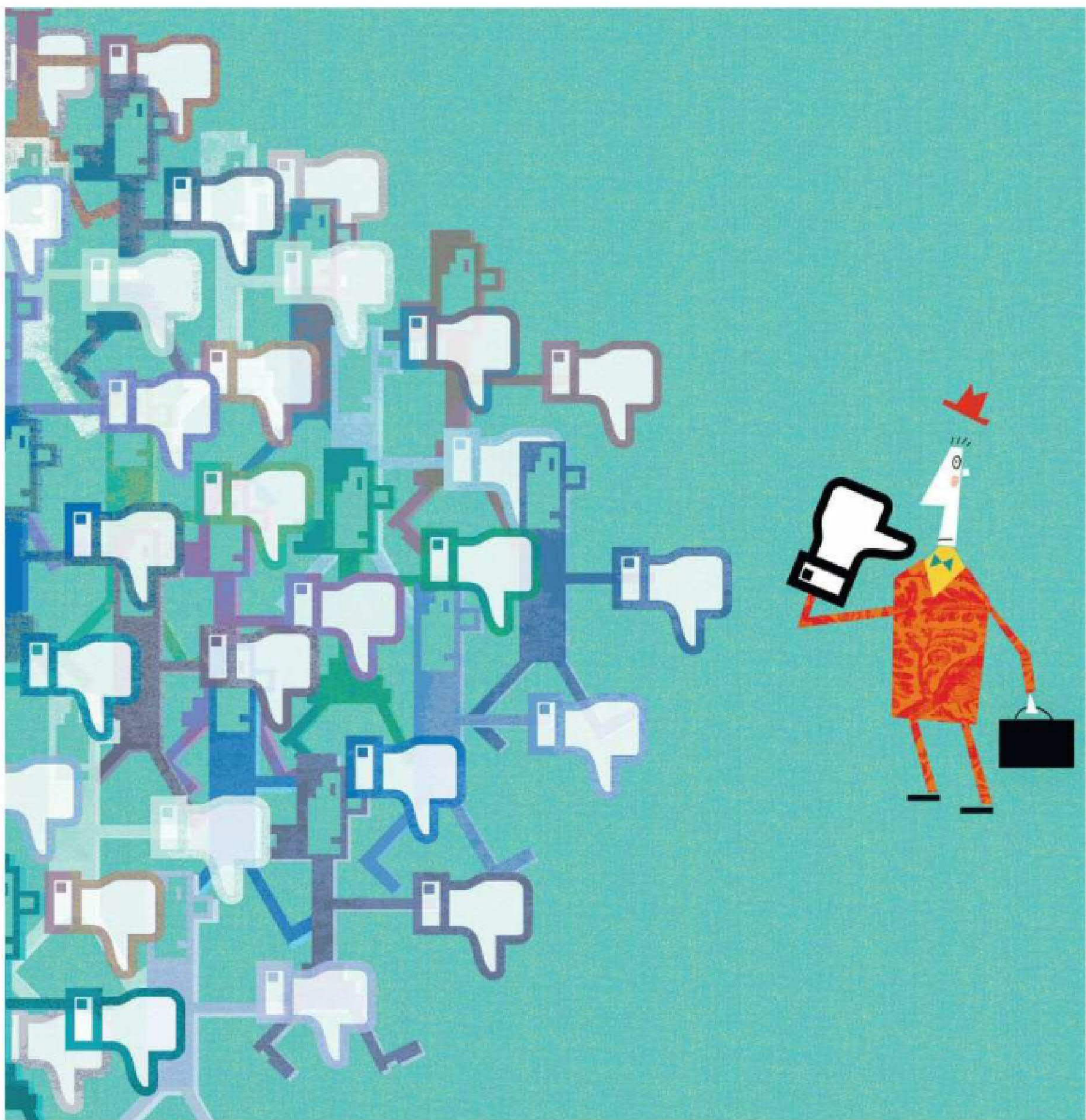
Dès la sortie de mon premier livre – j'avais 21 ans –, j'ai été évalué et critiqué ; je suis donc très habitué à tout cela. Je me suis fait peu à peu une réputation, fonction du nombre de gens qui avaient aimé ou pas le bouquin en question. C'est la loi du genre, et je suppose que c'est très bien comme cela. J'ai été aimé autant de fois que détesté, et je n'y ai jamais vu d'inconvénient, car je ne me sentais pas impliqué d'un point de vue émotionnel. Le fait d'être évalué négativement n'a jamais changé ma façon d'écrire ni influé sur les sujets que j'ai choisi d'explorer, et peu m'importait d'apprendre à quel point certains lecteurs avaient été choqués par mes descriptions de la violence et de la sexualité. Digne représentant de la génération X, je trouvais naturel de rejeter – ou tout du moins d'ignorer – les convenances. L'une des chansons les plus parlantes de ma génération était *Bad Reputation* de Joan Jett, dont le refrain disait : «J'en ai rien à foutre de ma réputation / Les déviances ne m'ont jamais fait peur.» J'ai été moi-même une fois la cible de la censure morale d'un entrepreneur privé, lorsque la société à laquelle appartenait mon éditeur, ayant décidé qu'elle n'aimait pas le contenu d'un roman pourtant écrit sur commande, refusa qu'il soit publié parce qu'il n'était pas à son «goût» (j'aurais pu les attaquer, mais une autre maison d'édition qui, elle, avait apprécié le livre, l'a publié). C'était là un épisode dangereux pour la culture : soudain une entreprise décidait ce qui devait être publié ou non, et ce fut d'ailleurs l'occasion de commentaires et de protestations énergiques dans les deux camps. Mais c'est justement cela, l'essence de la culture : on peut ne pas être d'accord et en discuter rationnellement. Hier, être en désaccord était non seulement considéré comme normal, mais aussi comme intéressant. Il y avait de vrais débats. A l'époque, vous pouviez avoir une opinion et, oui, être un critique raisonnable qui soulève des questions, sans pour autant être considéré comme un *troll*.

Cette coutume insipide, qui consiste à se protéger en «likant» pour être accepté par le troupeau, va-t-elle s'étendre davantage ?

Maintenant on nous pousse à évaluer des films, des restaurants, des livres, voire des médecins, et les gens ont tendance à donner des avis favorables, car personne n'a envie de passer pour le type qui déteste tout. A l'inverse, de plus en plus souvent, les services évaluent à leur tour les clients. Dans l'économie de partage, des entreprises comme Uber et Airbnb ont institué la notation de leurs clients et elles excluent ceux qui ne se montrent pas à la hauteur. Les opinions et les critiques vont dans les deux sens, et beaucoup de gens s'inquiètent de savoir comment ils vont être évalués. Soucieux de protéger leur propre e-réputation, finiront-ils par mettre à mal la culture naissante de l'humiliation en ligne ? Ou bien cette coutume insipide qui consiste à se protéger en «likant» – en étant faussement poli, juste pour être accepté par le troupeau – va-t-elle se répandre encore un peu plus ? Nous inciter à laisser davantage d'évaluations positives pour en recevoir en retour ?

Au lieu d'assumer notre nature d'êtres humains, contradictoires, avec nos biais et nos imperfections, nous voilà qui poursuivons notre transformation progressive en robots vertueux. Ce qui a conduit à une idée atroce, mais qui se trouve être un business florissant : la gestion de la réputation en ligne, par des entreprises qui nous mitonnent un profil plus *likable* et «proche des autres». Une façon de détourner le système et de tromper son monde, en déjouant, moyennant finances, toute possibilité de jugement subjectif ou d'évaluation fondée sur l'intuition.

Au bout du compte, cette histoire de réputation en ligne n'est qu'un moyen de faire tourner les affaires. On nous encourage à nous conformer à une culture uniforme et on nous incite à planquer sous un vernis lisse toutes nos imperfections, nous transformant par la même occasion en vendeur acceptable ou, à l'inverse, en cible commerciale. Qui voudrait s'embarquer dans un covoiturage, un échange de maisons, voire partager un médecin, avec quelqu'un qui aurait une mauvaise réputation en ligne ? Le système incite à se cantonner dans une attitude conservatrice, révérencieuse, terre à terre : tais-toi, ne te fais pas remarquer et ne la ramène pas. Encore une manifestation de cette culture dont on arrondit tous les angles, et pourtant, l'avènement de cette pensée collective ne fait qu'accroître l'anxiété et la paranoïa, puisque, bien entendu,



Quand chacun se considère comme critique professionnel, on peut parfois se sentir bien seul face à une armée de *trolls.*

les gens qui entrent dans cette mécanique sont justement ceux qui ont le plus peur pour leur avenir. Que va-t-il se passer s'ils perdent leur atout le plus précieux, leur fameuse e-réputation ?

Le succès de ce système nous rappelle de façon inquiétante à quel point les gens sont aux abois sur le plan économique. Voilà que le seul ascenseur social dont ils disposent est leur réputation en ligne, leur image d'optimistes sans faille – et cela ne fait qu'ajouter à leur besoin insatiable d'être aimés.

On n'est pas fort parce qu'on aime ceci ou cela, on est fort quand on se montre capable d'assumer ses contradictions et sa complexité. Mettre en avant ses atouts les plus flatteurs a ses limites, car même quand on croit être authentique, on fabrique une façade, plus ou moins honnête. La protection de la réputation en ligne suppose de rendre invisibles les contradictions de chacun. Quiconque laisse visibles ses failles et ses incohérences devient terrifiant pour les autres, qui se mettent à le fuir. Comme dans le film *L'Invasion des profanateurs de sépultures* (Don Siegel, 1956), un monde pétri de conformité et de censure émerge peu à peu, gommant les opinions trop tranchées, l'anticonformisme, et enfermant les gens dans un idéal étriqué. Exit ce qui est négatif, ce qui est difficile. Qui a envie de cela d'ailleurs ? Mais les situations négatives ou difficiles ne sont-elles pas les plus intéressantes, les plus fascinantes, les plus surprenantes ? Le véritable crime d'un système basé sur la réputation en ligne est là : il conduit au musellement de la passion. Et pour finir au musellement de l'individu. ■

LE DÉFI : S'ADAPTER À UNE TECHNOLOGIE QUI DONNE DU POUVOIR AU PUBLIC

A l'heure d'Instagram, qui a encore besoin de magazines de mode sur papier glacé ?



PAR JEREMY LANGMEAD
Directeur de la marque et des contenus du portail en ligne britannique Mr Porter, dédié à la mode masculine.

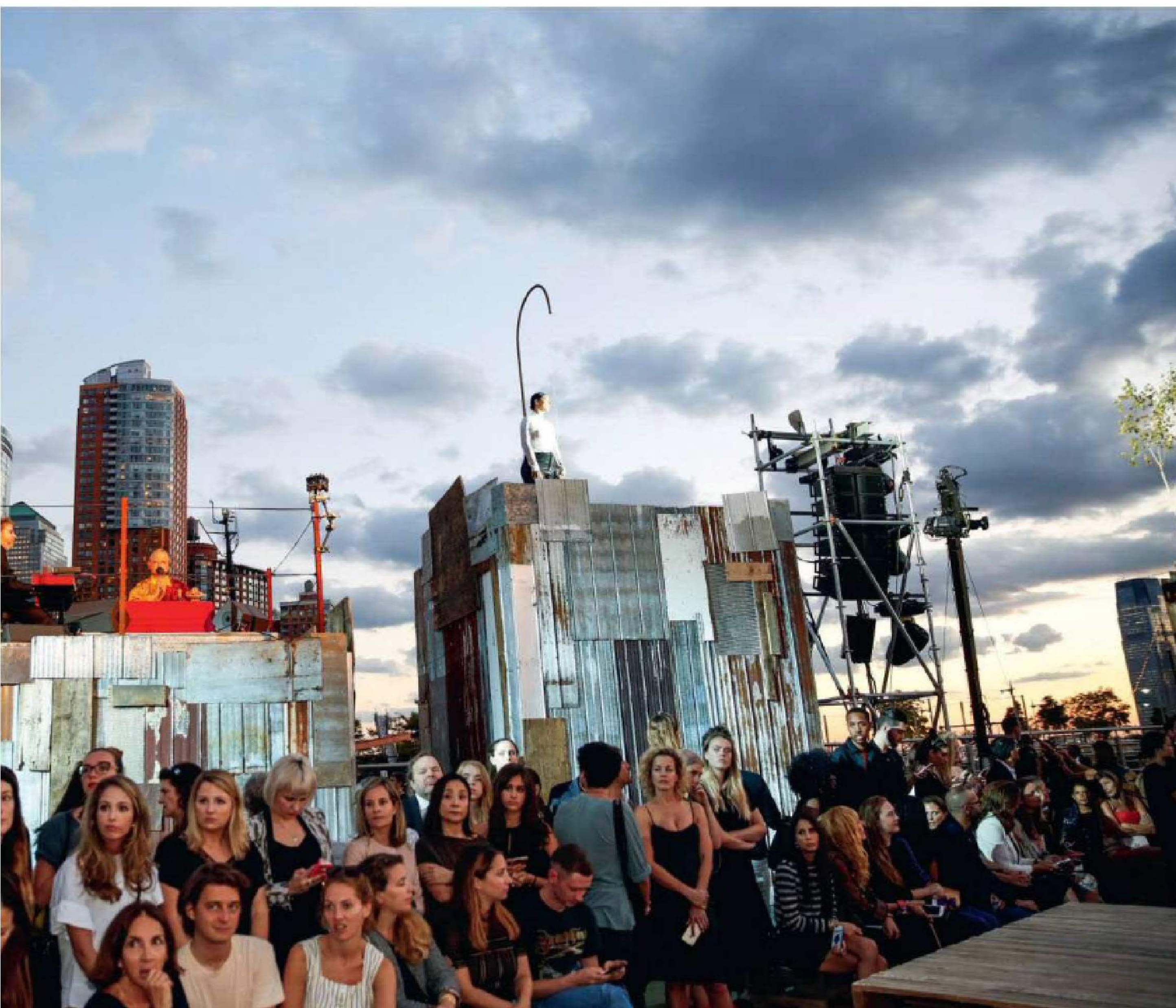


Est-ce la fin des défilés réservés à l'élite

Un matin, il n'y a pas très longtemps, j'ai, avant même de sortir du lit ou de proférer le moindre son, pu visiter quatorze villes, suivre le détail de ce qu'avaient fait soixante-quatre amis la veille au soir, lorgner sur ce qu'avaient porté diverses stars de cinéma lors d'une soirée à Los Angeles et aussi m'acheter un manteau couleur camel chez Bottega Veneta – qui m'a été livré l'après-midi même. Puis j'ai fini par me lever.

C'est mon iPhone qui me donne le coup d'envoi de la journée. La technologie et les réseaux sociaux m'ont transformé en nomade de la Toile, ils m'ont donné le pouvoir de parcourir le monde et d'échanger des conversations dans presque tous les pays – grâce au langage international des émoticônes –, qui plus est sans être obligé de quitter ma chambre. Voire en étant encore couché. Et c'est pareil pour nous tous.

Pour la mode par exemple, il existe pléthore de sources d'information et d'inspiration bien plus accessibles, immédiates et proches des gens que les magazines vendus en kiosque. Il suffit que la chanteuse américaine Taylor Swift poste sur Instagram une photo de sa tenue pendant une cérémonie de remise de prix pour que soudain quarante-neuf millions de fans se tâtent pour acheter, eux aussi, l'éblouissant ensemble signé Ashish Gupta. Tommy Ton, un influent photographe et blogueur de mode canadien, poste la photo très *street style* d'un type cool en chemise de base-ball ? Hop, voilà tous les mâles qui farfouillent dans leurs placards pour chercher la



du secteur ? En septembre 2015, Givenchy a permis au grand public, via une loterie organisée sur le Web, d'assister à son défilé new-yorkais.

leur. Envie d'une leçon gratuite de maquillage ? Des vlogueuses [des blogueuses en vidéo] adolescentes aussi à l'aise dans le maniement de la caméra et du Net que du mascara se bousculent pour partager leurs recommandations. Alors dans ces conditions, qui a encore besoin de l'avis des journalistes de *Vogue* ?

A présent, tout le monde maîtrise l'ABC de la mode. Les hommes aussi – même si certains soutiennent le contraire – s'y connaissent en bienséance, tendances et règles vestimentaires. Avant l'ère Internet, la gent masculine n'avait personne à qui demander conseil pour s'habiller. A la différence des femmes, il ne venait pas à l'idée des hommes de poser ce genre de questions à leurs collègues ou à leurs amis. Maintenant, un petit tour sur Google... et personne ne saura qu'ils galèrent avec leur nœud papillon.

Nos comportements d'achat, eux aussi, changent à toute allure. On se sert de plus en plus de son smartphone pour faire son shopping. Des études ont montré qu'aux Etats-Unis, au premier trimestre 2015, un tiers des transactions en ligne concernant des articles de mode ou de luxe ont été réalisées sur des portables ou des tablettes. Le pourcentage est plus élevé encore au Japon ou en Corée du Sud (plus de 50 % des transactions d'e-commerce durant la même période). Désormais, les marques de prêt-à-porter •••

••• doivent s'adresser à des clients constamment en mouvement. Lesquels attendent des boutiques et des marques qu'elles soient accessibles à tout moment. Résultat, on peut faire ses achats en cliquant sur un bouton, mais aussi en «likant» ou en faisant défiler des images sur son téléphone. De plus en plus, les réseaux sociaux permettent de faire des achats. Ainsi, Pinterest, qui servait initialement à partager des idées sur la mode et le design glanées sur Internet, n'est plus seulement un lieu d'inspiration et de flânerie virtuelle. C'est devenu une galerie marchande depuis que les internautes peuvent y acheter les produits qu'ils regardent. Sur Shazam aussi, une appli pour smartphone conçue à l'origine pour identifier telle ou telle musique entendue autour de soi, on peut désormais s'acheter une paire de jeans. Les sites marchands, de leur côté, récupèrent des clients redirigés depuis des publicités postées sur Instagram. Twitter et YouTube ne sont pas en reste et ont tous deux introduit des boutons «achat».

L'industrie de la mode s'adapte peu à peu au rythme effréné de ce monde de communication horizontale. Burberry permet (sur invitation) à une sélection d'internautes de suivre en temps réel sur le Web ses défilés et d'acheter certains articles d'un clic. En septembre 2015, sur le site du magasin américain Kohl's, on pouvait découvrir certains des looks des défilés de mode présentés dans l'émission de la styliste et star de télé-réalité Lauren Conrad. Lesquels pouvaient être visionnés sur l'appli du réseau social Periscope. Les gens suivant l'émission depuis leur smartphone pouvaient ainsi partager leurs avis et leurs images aussi rapidement que le public assis en *front row* [le très convoité premier rang des défilés de mode]. Et en septembre dernier, Givenchy a carrément donné la possibilité au grand public d'obtenir, via un site web éphémère, des billets pour assister à son défilé conçu par l'artiste serbe Marina Abramović, pendant la *fashion week* new-yorkaise.

Oublié le temps où les grandes marques s'adressaient «à» leurs clients, elles doivent apprendre à parler «avec» eux



Le shopping sans bouger de chez soi et en ne bougeant qu'un doigt est ici croqué par l'illustratrice espagnole Luisa Vera.

Totalement dépassé d'ailleurs, le sacro-saint concept de *front row* des défilés de mode. Au fond, aujourd'hui, c'est un peu comme si nous pouvions tous nous asseoir à côté d'Anna Wintour [la célèbre rédactrice en chef de l'édition américaine de *Vogue*]. Et cette habitude de montrer des collections sur un podium six mois avant qu'elles ne soient disponibles en magasin semble elle aussi un peu bizarre. Tout comme l'idée de contraindre des rédactrices de mode à faire physiquement la tournée des défilés de la planète. Sans parler de l'obligation de s'absenter de chez soi ou du bureau pour faire ses emplettes. La chose finit par apparaître aussi démodée et désuète que les contes de Beatrix Potter [écrivaine anglaise du XIXe siècle, auteure de livres pour enfants).

L'industrie de la mode doit à présent accueillir la technologie comme un invité de marque, et non comme un intrus. C'est bien pour cela que la grande maison Hermès, symbole de la tradition française, s'est associée avec Apple pour lancer une version luxe de la montre connectée du constructeur. Et que, de son côté, à l'automne 2015, Intel s'est fait remarquer à la *fashion week* de Londres avec des vêtements connectés intégrant des capteurs sensoriels. C'est pourquoi aussi les marques utilisent à présent les données collectées sur les



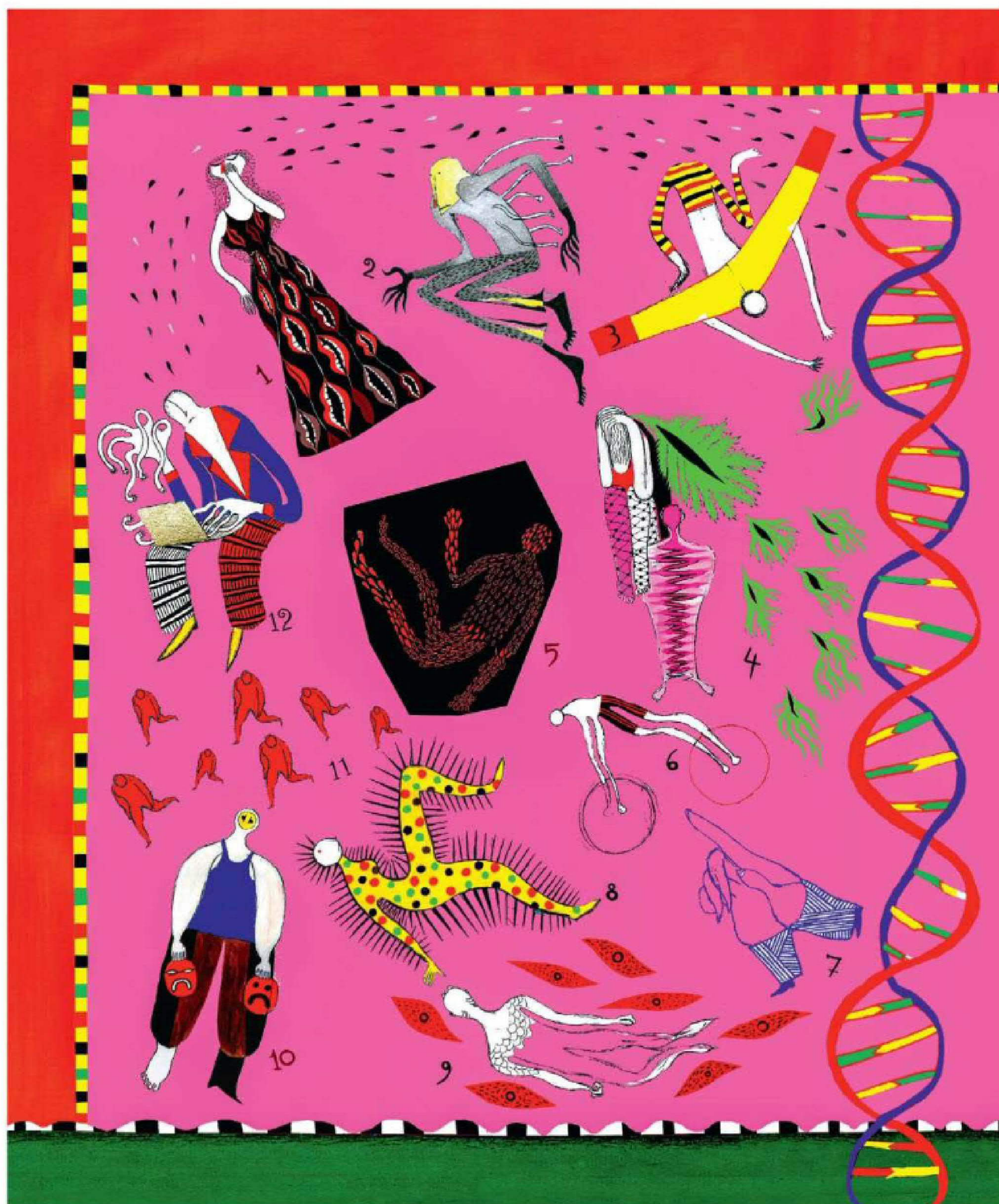
Trahie par sa robe ! En cas de stress de celle qui porte le modèle *Adrenaline* de Chromat (ici en 2015 à New York), des ailes se déploient automatiquement.

réseaux sociaux au gré de leurs interactions avec les internautes, clients potentiels : elles leur permettent de choisir ce qui, quelques semaines plus tard, sera vendu en boutique.

Sans surprise, cette mode obligée de vivre au rythme de la technologie suscite beaucoup de dédain. Tous ces blogueurs et vlogueurs, entend-on, ont-ils vraiment l'expérience et «l'œil» pour savoir de quoi ils parlent ? Comment fera-t-on en l'absence de journalistes pour faire le tri et hiérarchiser dans une avalanche d'informations mal digérées ? Et les filtres Instagram alors ? A travers eux, le monde paraît un peu trop rose et c'est un peu comme si tout devait être retaillé sur mesure pour faire joli sur un smartphone. Les marchands en ligne préfèrent les couleurs vives, qui rendent mieux à l'écran. Quant aux maisons de couture, elles créent maintenant des décors pour les défilés qui ont meilleure mine sur Instagram que pour les spectateurs présents dans la salle. Et le monde de la mode est loin d'être le seul concerné. Il y a deux mois, j'ai adopté deux chatons auprès d'un organisme de protection animale à Londres. L'association n'en revenait pas que je leur offre un foyer et ils étaient très soulagés que j'aie choisi des chatons noirs, parce que ce sont les moins susceptibles d'être adoptés. Pourquoi ? Parce que, sur Instagram, ils sont moins photogéniques que les autres chats.

Mais qu'on le veuille ou non, l'information circule de plus en plus vite, le monde rapetisse et notre capacité à intégrer des nouveautés est de plus en plus grande. Notre univers est super «ubérisé», il permet à davantage de marques d'interagir avec davantage de personnes, dans un plus grand nombre de lieux, et plus rapidement. Fini le temps où l'on s'adressait «à» ses clients, il faut désormais converser «avec» eux. Nous vivons à une époque où la technologie permet à un champion olympique du nom de Bruce [Jenner] de se transformer en femme – une pin-up prénommée Caitlyn – sous les yeux de presque trois millions de *followers* sur Twitter, donnant ainsi l'exposition qui lui manquait à une communauté souvent incomprise. Une époque où le cousin au deuxième degré du prince Charles convole en justes noces avec une Américaine ayant fait carrière dans la mode... et qu'il a rencontrée sur Instagram. Ces outils nous permettent de contrôler nos destins mieux que jamais. Alors, servez-vous en. ■

POINT DE VUE



Des branchies, des ailes, une imagination infinie... Si la science vous permettait d'avoir tout cela, que choisiriez-vous ?

UN JOUR, C'EST SÛR, LES GENS VONT VOULOIR MODIFIER LEUR ADN



PAR ROGER MELLO

Ecrivain, auteur de théâtre et illustrateur de plus de cent livres pour enfants, dont *Jean fil à fil* (éd. MeMo, 2009), ce Brésilien a reçu le prix Andersen 2014 pour sa «contribution durable à la littérature pour enfants».

Si vous pouviez trafiquer votre ADN, que changeriez-vous en premier ? Vous redessineriez la ligne de votre mâchoire ? Vous vous inventeriez des muscles pour courir plus vite ? Et pourquoi pas des branchies ? Ou des ailes ?

Ce sont autant de questions qu'a dû se poser l'équipe de chercheurs chinois qui, en 2015, a annoncé avoir essayé de modifier l'ADN d'embryons humains non viables. L'expérience fut un échec : de nombreux embryons présentaient des mutations différentes de celles espérées. Les scientifiques du monde entier ont appelé à un moratoire sur ce genre de travaux, mais un jour, peut-être des individus essaieront-ils de transformer leur ADN. Au mépris des risques.

Qu'est-ce que les gens changeraient à leur corps, s'ils en avaient le pouvoir ? On ne sait pas à quoi ressemblera demain la technologie mise à leur disposition, mais nous nous sommes amusés à imaginer ce qui se passerait s'il suffisait d'entrer dans une cabine et d'indiquer sa profession et ses désirs sur un écran pour ressortir de là transformé. L'illustrateur brésilien Roger Mello s'est prêté au jeu en toute liberté. ■

1 **PROFESSION / CHANTEUR D'OPÉRA**
Pourquoi changer votre ADN ? Pour pouvoir chanter à plusieurs voix simultanément, afin, seul sur scène, de concentrer l'attention sur moi.

2 **PROFESSION / PHOTOGRAPHE**
Pourquoi changer votre ADN ? Pour stabiliser mes mains et mes yeux, et ne pas bouger ni trembler quand j'appuie sur le déclencheur.

3 **PROFESSION / PHILOSOPHE**
Pourquoi changer votre ADN ? Pour avoir la faculté de voler et me donner une chance d'échapper aux pensées trop terre à terre.

4 **PROFESSION / ASTRONAUTE**
Pourquoi changer votre ADN ? Pour capter l'énergie des étoiles afin d'aller vérifier sur Mars ou Jupiter à quoi ressemble le printemps là-bas.

5 **PROFESSION / ESPION**
Pourquoi changer votre ADN ? Pour me métamorphoser et pouvoir regarder à travers tout interstice ou crevasse – voire m'y glisser.

6 **PROFESSION / CYCLISTE PROFESSIONNEL**
Pourquoi changer votre ADN ? Pour avoir un corps ultramince et dur comme l'acier, de façon que mon destrier et moi ne formions qu'un.

7 **PROFESSION / TRADER**
Pourquoi changer votre ADN ? Pour pouvoir étirer mon bras, afin que ma main dépasse les autres quand je la lève dans la salle de marché.

8 **PROFESSION / BUREAUCRATE**
Pourquoi changer votre ADN ? Pour acquérir une dextérité extrême me permettant de manier le tampon et de gérer les dossiers à toute allure, sans avoir à rester au bureau au-delà des horaires de travail.

9 **PROFESSION / PÊCHEUR**
Pourquoi changer votre ADN ? Pour disposer de nageoires de façon à suivre dans le moindre recoin les poissons que je traque.

10 **PROFESSION / ACTEUR**
Pourquoi changer votre ADN ? Pour me glisser facilement dans la peau de n'importe quel rôle et me montrer convaincant à chaque casting.

11 **PROFESSION / CADRE**
Pourquoi changer votre ADN ? Pour me cloner, être partout à la fois, et équilibrer parfaitement ma vie professionnelle et ma vie personnelle.

12 **PROFESSION / ROMANCIER**
Pourquoi changer votre ADN ? Pour décupler mon imagination et vivre moins douloureusement l'épreuve de l'écriture.

LE DÉFI : REFAIRE D'INTERNET UN INSTRUMENT AU SERVICE DE LA LIBERTÉ, COMME PRÉVU AU DÉPART

La technologie est-elle encore un instrument de démocratisation ?



PAR ERIC SCHMIDT
Président exécutif de Google, il est l'auteur, avec Jared Cohen de *The New Digital Age-Transforming Nations, Businesses, and our Lives* et *How Google Works* avec Jonathan Rosenberg (en anglais).

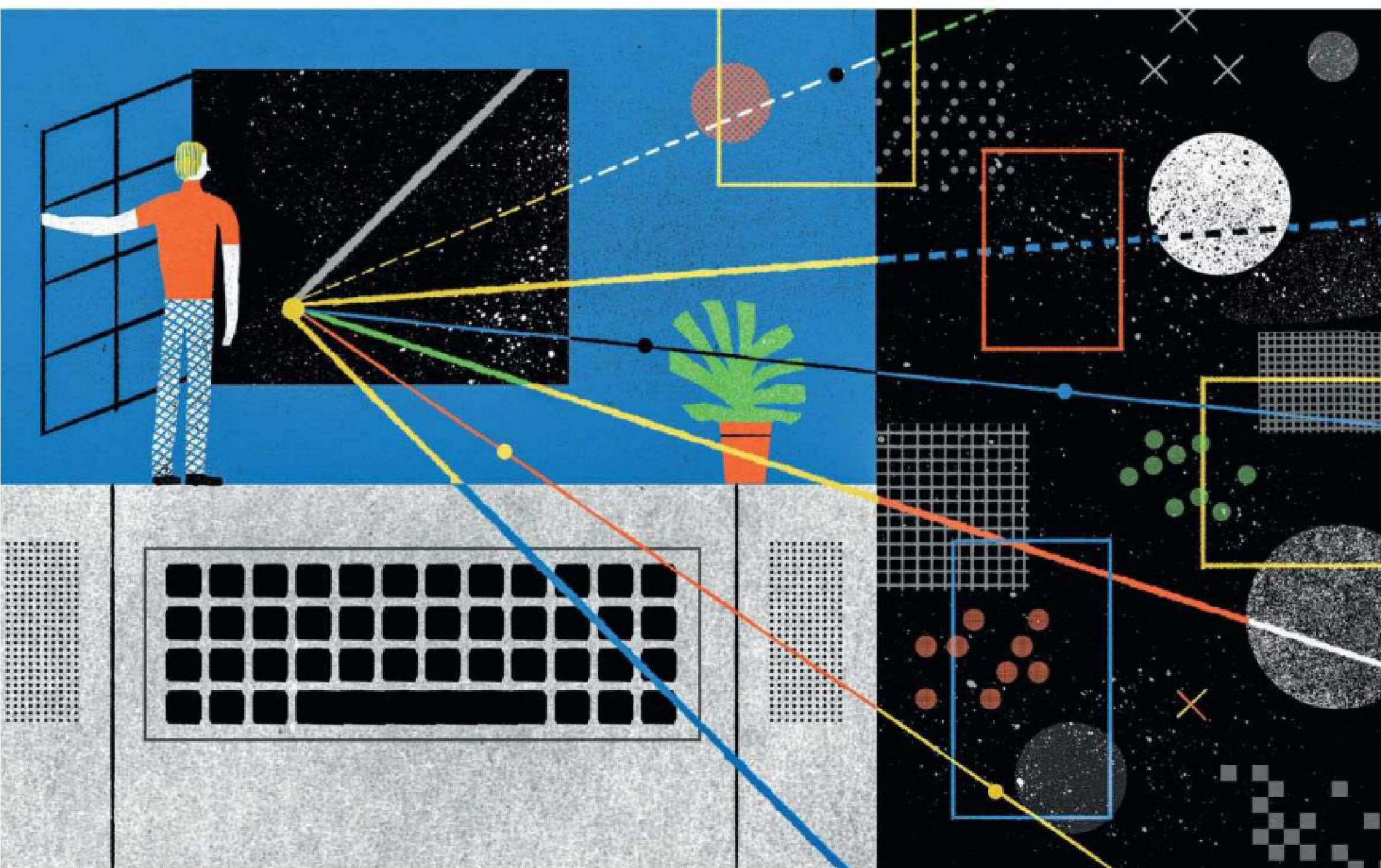
Pour ceux d'entre nous qui surfent sur Internet depuis plusieurs décennies, les premiers pas sur la Toile sont déjà loin dans les mémoires. Mais pour beaucoup de gens, c'est une expérience nouvelle et bouleversante : en l'espace de seulement cinq ans, plus d'un milliard de personnes se sont connectées pour la première fois. Que ce soit d'un ordinateur fixe ou d'un smartphone, en haut débit ou via le WiFi du projet Loon de Google (un réseau de ballons stratosphériques), ils ont découvert à leur tour à quel point se connecter à Internet change la vie. Une jeune fille dans une école rurale en Indonésie peut désormais lire la presse mondiale sur une tablette – une chose impossible pour elle il y a un an. Et, quand elle s'aventure plus loin sur le Web, s'ouvrent à elle d'infinies possibilités. Dans sa *Déclaration d'indépendance du Cyberespace*, John


Sans leurs smartphones, ces manifestants auraient eu du mal à organiser la Révolution des parapluies en 2014, à Hongkong.

Perry Barlow [auteur engagé pour la liberté d'expression sur le Web] assurait [en 1996] qu'Internet préparait «un monde où n'importe qui, n'importe où, peut exprimer ses croyances, aussi singulières qu'elles soient, sans peur d'être réduit au silence ou à la conformité.»

La promesse a largement été tenue. Internet a créé des espaces où les communautés peuvent se rencontrer, communiquer, s'organiser et se mobiliser – et ce, en toute sécurité. Et il a permis à beaucoup de trouver leur place et de se faire entendre. Il a engendré de nouvelles formes de liberté d'expression, et permis d'avoir accès à des idées nouvelles. Les enfants d'aujourd'hui apprennent des choses jadis inaccessibles, des entrepreneurs montent des sociétés qui doivent tout à ce réseau. Des amitiés naissent, des liens se renforcent et des milliards de personnes à travers le monde exaucent enfin leurs rêves. On reconnaît même à Internet d'avoir agi comme moteur de la démocratie, facilitant les révoltes citoyennes, mais aussi les reportages en temps réel sur le terrain, durant les printemps arabes, la Révolution des parapluies à Hongkong ou certaines manifestations au Brésil et en Inde.

Comme toute grande avancée technologique, l'accès généralisé à Internet s'accompagne de défis importants : une menace pèse sur la liberté d'expression ; la surveillance des citoyens et le terrorisme en ligne inquiètent. Certains auront beau rendre service au monde avec de nouveaux outils ou inventions, il y en aura toujours d'autres qui l'utiliseront pour chercher à nuire à leurs contemporains. Qui dit invention du feu, dit incendie. •••



Sur les réseaux sociaux, les gens peuvent se rencontrer, communiquer, s'organiser... comme s'ils se trouvaient dans la même pièce.

••• En Birmanie, le réseau Internet est utilisé pour attiser les flammes de la violence contre les Rohingyas, la minorité musulmane. En Russie, des armées de *trolls* en ligne polluent systématiquement les sites des tenants de la démocratie et répandent de fausses informations sur le Web et les réseaux sociaux. Au Moyen-Orient enfin, les terroristes se servent de ces mêmes réseaux pour recruter des combattants. L'organisation «État islamique en Irak et au Levant» utilise ces sites pour séduire des jeunes marginalisés en leur donnant, pour la première fois, un sentiment d'appartenance et des lignes de conduite à suivre. Elle produit des vidéos de propagande professionnelles, maîtrisant tous les codes stylistiques. Parfaitement rodées, celles-ci constituent de remarquables outils marketing. Et grâce à elles, des gens se laissent convaincre que mener une existence alimentée par la haine et la violence, en réalité... c'est très sympa.

C'est là qu'il nous faut examiner notre propre rapport à la technologie. Internet n'est pas qu'une série de tuyaux charriant de l'information d'un endroit à l'autre, d'un ordinateur à l'autre. Ce réseau n'existerait pas sans individus derrière leurs claviers et leurs écrans. Ce sont les utilisateurs d'une technologie qui

Le groupe Etat islamique se sert du Web pour persuader des jeunes qu'une vie faite de violence et de haine… c'est très sympa

doivent définir le rôle de celle-ci dans la société. Après tout, ces engins ne fonctionnent pas tout seuls. Ils ne sont que des outils. Et ceux qui en font quelque chose, c'est nous.

Examinons le mouvement des droits civiques aux Etats-Unis dans les années 1960. A l'époque, en très peu de temps, la vie des minorités changea radicalement grâce à l'activisme de nombreuses personnes, à un dialogue plus ouvert et à une empathie de la population qui avait fait défaut jusque-là. Or tout ceci s'est produit des années avant que les gens ne se rencontrent en ligne et ne se réunissent autour d'idéaux communs, avant qu'ils ne puissent débattre facilement avec quelqu'un vivant dans un autre hémisphère comme s'ils étaient dans la même pièce. Et avant que ne soient accessibles sur les réseaux sociaux ces vidéos que les gens font avec leur smartphone pour montrer et expliquer ce en quoi ils croient ou contre qui ils luttent.

A présent, tous ces moyens existent et il suffit d'en faire bon usage. C'est trop facile de ne se connecter sur Internet que pour retrouver des personnes qui pensent comme soi, sans chercher à se frotter à des points de vue différents : cette espèce de comportement tribal masque un besoin de valeurs communes et de leadership fort. Une société se construit en façonnant, une à une, ses valeurs. Alors Internet doit nous aider à faire émerger celles qui sont les plus positives.

Sur le Web, on peut voir, dans leur rude réalité, le quotidien et les besoins de personnes opprimées. Mais aussi nos penchants les plus sombres, tels que l'envie, la domination et la haine. D'où l'importance de gouvernants forts, pleinement engagés à encourager le progrès, la tolérance et une meilleure qualité de vie. Des dirigeants qui s'appuient sur la technologie pour élargir l'horizon des individus, et partant, celui de la société tout entière.

Les gouvernements autoritaires font croire à leurs citoyens que la stabilité a absolument besoin de la censure. Il est de notre responsabilité de démontrer au contraire qu'elle marche main dans la main avec la liberté d'expression. A nous de faire l'effort d'analyser systématiquement l'actualité en nous plaçant du point de vue d'autres pays afin de parvenir à une conscience collective mondiale, débarrassée des filtres et des biais régionaux. Mais à nous aussi, toutefois, de concevoir des outils permettant d'éviter l'escalade verbale ou visuelle sur les réseaux sociaux, des sortes de correcteurs automatiques, pour repérer non pas les fautes d'orthographe mais les manifestations de haine et de harcèlement. Il faut cibler les comptes de groupes terroristes comme Daech et supprimer leurs vidéos avant diffusion, et en même temps aider leurs opposants à mieux faire entendre leur voix. Sans cette volonté des gouvernements, mais aussi des citoyens et des entreprises de high-tech, Internet court le risque de devenir l'instrument de la désagrégation accélérée de sociétés déjà instables, en donnant le pouvoir et la voix à des personnes mal intentionnées.



Utilisant le Web pour recruter des djihadistes, Daech a diffusé cette vidéo de destruction d'un taureau ailé assyrien à Mossoul, en Irak, en février 2015.

La bonne nouvelle est que tout ceci est à portée de main. L'intuition, la compassion, la créativité: voilà les outils qui permettront de combattre la violence et la terreur en ligne, de contrer la haine grâce à une solidarité mondiale que seul Internet rend envisageable. A nous de faire en sorte que, quand elle se balade dans les méandres du Web avec sa tablette, la jeune Indonésienne de tout à l'heure y trouve des espaces sûrs, fourmillant d'idées, libres de toute contrainte ou d'oppression. ■







L'Iran au présent



Trente-sept ans après la révolution islamique, le quotidien des Iraniens est toujours soumis à une **IMPLACABLE CHARIA.** Toutefois, ils sont de plus en plus nombreux à faire vaciller les fondements de l'Etat théocratique, en prenant le risque de contourner les règles, comme dans un jeu du chat et de la souris. Femmes, jeunes, artistes, intellectuels... Sans conflit ouvert, **UN CONTRE-POUVOIR SE DESSINE,** qui promeut les aspirations de la société civile à plus d'ouverture et de sécularisation. La récente levée des sanctions internationales renforce l'espoir.

TEXTE : ALINE MAUME - PHOTOS : MANOLO ESPALIÚ

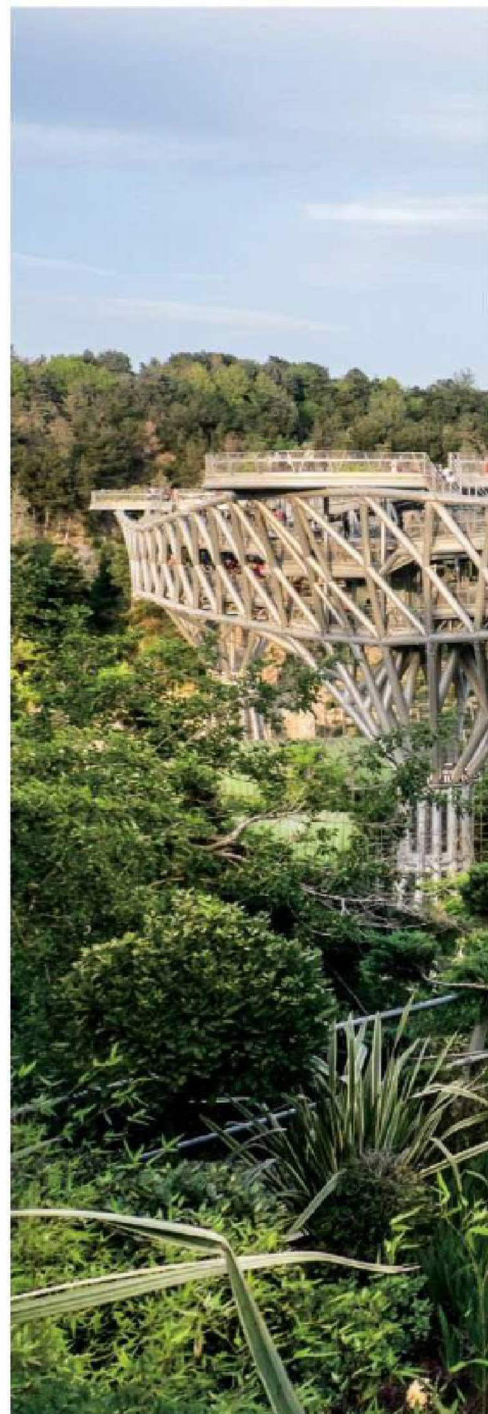
La jeune photographie iranienne était à l'honneur en 2014 au Musée d'art contemporain de Téhéran (TMoCA), ouvert en 1977.



Drapées dans leur tchador, ces jeunes Iraniennes immortalisent par un *selfie* leur visite au musée du Cinéma de Téhéran, un lieu prisé pour ses très beaux jardins.



Le parc Laleh (35 ha), au cœur de Téhéran, est un des nombreux espaces verts que compte la capitale. Une bouffée d'air dans cette société soumise aux diktats du régime.



LES 800 PARCS DE TÉHÉRAN SONT AUTANT D'ESPACES DE QUIÉTUDE DANS UN PAYS AUTORITAIRE



Depuis 2014, le pont Tabiat («nature» en iranien), une passerelle piétonne, relie les parcs Taleghani et Ab-o-Atash. Cette œuvre de la jeune architecte Leila Araghian (26 ans) a reçu de nombreux prix.



LE STREET ART A DROIT DE CITÉ… TANT QU'IL NE S'AVENTURE PAS DANS LA CONTESTATION

Tous les Téhéranais connaissent les fresques monumentales de Mehdi Ghadyanloo, qui a réalisé plus d'une centaine de trompe-l'œil sur les murs de la capitale, comme ici, dans le quartier de Vanak. Il travaille avec l'aval de la municipalité, car ses œuvres n'ont rien de politique, contrairement à celles d'autres artistes de rue.



Les «unes» du jour attirent les lecteurs dans les rues de Qom, haut lieu de l'islam chiite. Certains quotidiens osent braver la censure en critiquant subtilement le régime.



LA LIBERTÉ DE PAROLE, IMPOSSIBLE DANS LES MÉDIAS, TROUVE DES AGORAS INATTENDUES



A Téhéran, les taxis sont un habitacle propice aux confidences et aux débats, loin des oreilles des mollahs. Le cinéaste Jafar Panahi en a fait le sujet de son film *Taxi Téhéran,* tourné dans la clandestinité en 2014.

DES MILLIERS D'IMMEUBLES ONT POUSSÉ EN PLEIN DÉSERT POUR LOGER LES DÉSHÉRITÉS

Ce nouveau quartier, construit dans une zone aride près de Birjand, dans l'est du pays, fait partie du programme immobilier lancé en 2007 par l'ex-président Mahmoud Ahmadinejad. Bâties à la va-vite, beaucoup de ces habitations sont restées inachevées, faute de financement.



DANS UNE CAPITALE QUI VIT JOUR ET NUIT, LA FÊTE ET LE LUXE S'AFFICHENT SANS COMPLEXES



En 2015, la musique électro au SET Festival, organisé au musée du Cinéma de Téhéran, a connu un franc succès malgré le manque de moyens et les entraves administratives.





Un restaurant domine Téhéran au dernier étage de la Borj-e Milad. Inaugurée en 2008, cette tour de 435 m, la plus haute du pays, comprend aussi un hôtel cinq-étoiles.



Construite en 1971 pour commémorer les 2 500 ans de l'empire perse, la tour Shayad (Mémoire des rois) a été rebaptisée Azadi (Liberté) après la révolution de 1979.


UNITED COLORS
OF BENETTON

LA JEUNESSE DORÉE VIENT S'AFFRANCHIR DES CODES DE LA CHARIA DANS LES SOMMETS



Ici, les femmes peuvent troquer leur voile pour un bonnet de laine. Dans les monts Elbourz, à moins de deux heures de route de la capitale, Dizin est la station de ski la plus populaire d'Iran – qui en compte une vingtaine. Créée il y a cinquante ans, elle offre un espace de tolérance, à défaut de liberté.

Dans ce pays régi par la charia, la loi islamique, la plus grande fête nationale, *Norouz,* célèbre le début du printemps, un rite païen emprunté au zoroastrisme. Dans ce pays où une femme ne peut posséder de passeport sans l'autorisation de son mari, le vice-président est une vice-présidente. Dans ce pays où les médias sont la cible d'une censure impitoyable, des journaux «réformateurs» et des milliers de blogs passent à travers les mailles du filet. Dans ce pays où l'homosexualité est un crime puni de mort, les opérations de changement de sexe sont autorisées par une fatwa qui remonte à l'ayatollah Khomeyni. Il serait trop aisé de peindre l'Iran comme une théocratie obscurantiste dont les sujets étouffent sous le poids des interdits et subissent le harcèlement d'une inquisition qui a pour agents les *gasht-e-Ershad* (police des mœurs), les *pasdaran* (gardiens de la révolution) et les *bassidji* (milices paramilitaires). A ce compte-là, on pourrait aussi bien le décrire comme la société la plus civilisée du monde musulman, une nation de poètes, héritière d'une Perse dont l'influence s'étendait autrefois du Bosphore à l'Indus.

Derrière ces masques se cache le vrai visage de l'Iran. Le 11 février dernier, la place Azadi (Liberté) de Téhéran était noire de monde. Des centaines de milliers d'hommes et de femmes, souvent drapés dans le drapeau national, sont venus y célébrer dans la liesse le trente-septième anniversaire de la révolution islamique, un mois après la levée des sanctions internationales contre l'Iran. Encouragés par le successeur de Khomeyni, l'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême et homme le plus puissant du pays. Ce jour-là, le président Hassan Rohani, élu en 2013 et considéré comme un modéré, a appelé à «renouveler le langage de la révolution». La liste qu'il soutenait, et qui a remporté les élections législatives quinze jours plus tard, avait pour nom «Espoir». Les partisans ultraconservateurs de l'ayatollah Khamenei, eux, se sont regroupés au sein d'un mouvement baptisé «Les Inquiets» *(Delvapassane).* Un antagonisme entre l'espoir et l'inquiétude, qui témoigne du décalage entre la majorité de la société civile iranienne et le pouvoir religieux. Un «divorce à l'iranienne», explique le sociologue franco-iranien Farhad Khosrokhavar, directeur de recherche à l'EHESS. «Ceux qui voudraient conserver le système sous sa forme actuelle ne représentent pas plus de 10 à 15 % de la population. Tandis qu'une majorité, surtout parmi les jeunes (qui n'ont pourtant connu que la République islamique), aspire à un système ouvert à leur désir de vivre beaucoup plus librement que dans le carcan de l'orthodoxie religieuse.» Mais alors que le camp ultraconservateur bénéficie des leviers de l'Etat, les citoyens partisans du changement sont dépourvus d'organisation, toute tentative étant systématiquement réprimée.

SITÔT RENTRÉ À LA MAISON, ON BOIT DE L'ALCOOL, ON OUBLIE LE VOILE

«Celui qui s'attache à l'obscurité a peur de la vague», dit un vers de Hafez, le grand poète persan, qui vécut à Chiraz au XIVe siècle. En 2009, la vague avait justement pour couleur celle de l'espérance. Le Mouvement vert déferla dans les rues de Téhéran et d'autres grandes villes pour contester la réélection du conservateur Mahmoud Ahmadinejad à la présidence. Un soulèvement qui fut réprimé dans le sang. Plus de 150 personnes furent tuées, des milliers d'autres emprisonnées. Des journaux occidentaux qualifièrent le mouvement de «révolution Twitter», tant les réseaux sociaux y avaient joué un rôle clé. «Internet, les blogs, les réseaux sociaux constituent un champ qui échappe dans une certaine mesure au pouvoir, explique Farhad Khosrokhavar. Le régime ne parvient pas à tout contrôler mais cela reste un champ miné, où la liberté d'expression, même depuis l'élection de Rohani, est limitée.» Récemment, le pouvoir s'est attaqué aux logiciels de contournement de la censure, que les Iraniens utilisent abondamment. Mais il ne peut ignorer une évidence : la jeune génération, quoique biberonnée aux préceptes de la charia, rêve de s'affranchir du carcan de la révolution islamique. Or dans ce pays de soixante-dix-huit millions d'habitants (dont 80 % sont alphabétisés), 60 % ont moins de 30 ans. En l'absence de liberté, les Iraniens ont appris à emprunter d'autres chemins que la manifestation ouverte, car le risque de finir en prison – ou pire – est réel. «Les gens aspirent à une réforme profonde du système, plus qu'à une révolution, dont ils connaissent les risques par expérience, mais aussi parce qu'ils ont observé les révoltes arabes, souligne le sociologue. Ils cherchent une voie médiane qui permette d'humaniser le système, de le rendre plus démocratique, plus égalitaire entre hommes et femmes.» La liberté qu'il leur est impossible de trouver dans l'espace public, ils l'expérimentent dans l'espace privé. Là, les femmes abandonnent le voile sitôt franchi le seuil de la maison et portent des vêtements prohibés dehors, on boit de l'alcool de contrebande ou fait maison, on écoute de la musique occidentale, filles et garçons se rencontrent sans chaperons... «En Iran, l'ouverture existe de facto, analyse Farhad Khosrokhavar. On assiste à la généralisation, dans la sphère privée, du mode de vie des classes moyennes sécularisées. Or le



En Iran, seul un couple marié peut ainsi se déplacer à moto, surtout à Qom, ville ultrareligieuse, qualifiée de Vatican du chiisme. Toute infraction à la loi islamique peut être réprimée par la police des mœurs.

pouvoir ne peut pas mater ces manifestations d'autonomie, sauf à mettre un gendarme derrière chaque individu.» Ce jeu du chat et de la souris fait partie du quotidien. Avec ses risques. Certes, la société civile se sécularise, mais il ne faut pas négliger, chez les aînés, le poids des préjugés qui poussent parfois à la délation. L'espace privé n'est donc pas toujours le refuge que l'on croit. «Certains jeunes vont à la fac pour échapper à la pression familiale et rencontrer des garçons et des filles», explique l'anthropologue iranien Nasser Fakouhi, qui enseigne à la faculté des Sciences sociales de Téhéran. Quelques têtes brûlées osent pourtant exporter cette fronde dans l'espace public : des DJ organisent des *rave parties* qui rassemblent des milliers de fêtards sur les lacs salés, dans le désert, au nez et à la barbe des mollahs ; des graffeurs, comme Black Hand, surnommé le Banksy iranien, ou Icy and Sot, aujourd'hui exilés à New York, couvrent les murs de Téhéran de dessins dans lesquels il est question de rêve, d'utopie et de liberté ; des filles se faufilent, déguisées en garçons, dans les tribunes des stades de foot pour encourager leurs équipes favorites. C'est le cas de d'une fan du club Persépolis Téhéran, «Shakiba», 22 ans, qui posta une vidéo de son exploit sur les réseaux sociaux en mai dernier et reçut les encouragements de nombreux supporters masculins. D'autres se dé-voilent, cheveux teints et lèvres peintes, sur Instagram. Sur ce terrain, les femmes font preuve d'un courage exemplaire. «Parmi les personnes emprisonnées ces dernières années, beaucoup sont des femmes, souligne Farhad Khosrokhavar. Certaines avaient réclamé, au sein d'un mouvement appelé "Campagne pour un million de signatures" [en 2006], la reconnaissance de l'égalité des sexes au niveau juridique, social, culturel.» En Iran, les lois de la famille sont très défavorables à la gent féminine. Pour l'héritage, le divorce, le témoignage devant le tribunal, c'est l'opinion du mari qui prévaut. Une femme ne peut prétendre devenir président de la République, juge ou militaire. Mais il existe, conformément à la Constitution, des femmes maires, parlementaires, ministres et gouverneurs de province. «Elles sont de plus en plus souvent ingénieurs, chauffeurs de taxi ou de cars, ajoute le chercheur. Elles conduisent en Iran, alors que c'est interdit en Arabie saoudite.» Elles ont aussi conquis la sphère culturelle : peinture, photographie, cinéma, littérature, sport... Jusqu'au surf, popularisé par des femmes (en combinaison et voilées) sur les plages du Baloutchistan, dans le sud-ouest du pays. En juin dernier, l'Iran devenait, notamment grâce à elles, le centième pays à intégrer l'ISA, l'Association internationale de surf. Un événement confidentiel •••



Dédiée au fondateur de la République islamique, la mosquée de l'imam Khomeyni, en chantier depuis 1990, prétend au titre de plus grande mosquée du monde.

••• mais symbolique. Paradoxalement, l'éducation des filles, scolarisées gratuitement par la volonté du régime, est à mettre au crédit de la révolution islamique, et 60 % des étudiants sont des étudiantes. En 2014, Maryam Mirzakhani est ainsi devenue à 37 ans la première femme de l'histoire à obtenir la médaille Fields, le «Nobel» de mathématiques, pour ses travaux sur la géométrie hyperbolique. Mais l'Iran des mollahs se méfie de cette nouvelle élite. Aujourd'hui, Maryam Mirzakhani, qui enseigne à Stanford aux Etats-Unis, incarne la fuite des cerveaux. Selon les statistiques gouvernementales, 15 % des nouveaux diplômés iraniens partiraient à l'étranger, 25 % selon le Fonds monétaire international.

Le taux de chômage (officiellement 11 %, 40 % chez les femmes) contribue à cet exode. Des années d'embargo ont plombé l'économie, assise sur une rente pétrolière qui favorise le clientélisme plus que le développement. La levée des sanctions internationales, en janvier 2016, suite à l'accord sur le contrôle du programme nucléaire iranien, a fait naître l'espoir d'une ouverture du marché national au reste du monde et d'une relance de l'emploi. Le groupe français PSA a annoncé, en juin, son retour en Iran (où circulent déjà six millions de Peugeot). Mais l'impact de la fin des sanctions est négligeable. Les banques européennes sont frileuses à l'idée d'investir dans ce pays, échaudées par la mésaventure de la BNP, condamnée en 2015 à payer une amende record aux Etats-Unis (huit milliards d'euros) pour avoir violé des dispositions, toujours en vigueur, de l'embargo américain. «On peut voir là une responsabilité de l'Occident qui a promis, contre le renoncement au nucléaire militaire, une ouverture de l'économie mondiale vers l'Iran, estime Farhad Khosrokhavar. Or cette ouverture tarde et cela risque de desservir les réformateurs, à qui l'on reproche d'avoir bradé le nucléaire iranien pour des peccadilles.» En mars dernier, l'ayatollah Ali Khamenei, qui qualifie les Etats-Unis d'«ennemi numéro un», accusait Washington de ne pas respecter ses engagements. Outre-Atlantique, l'Iran est un chiffon rouge agité par les candidats à la présidentielle : le républicain Donald Trump a affirmé que sa «priorité numéro un» serait de «démanteler l'accord catastrophique avec l'Iran». Quant à sa rivale démocrate, Hillary Clinton, qui a soutenu l'accord, elle a déclaré être prête à «attaquer l'Iran», voire à «l'anéantir», si la sécurité d'Israël était menacée (l'armée iranienne effectue régulièrement des tirs d'essai de missiles capables d'atteindre l'Etat hébreu). Des déclarations qui n'augurent guère d'un possible réchauffement dans les relations bilatérales. Dans une tribune publiée au printemps 2015 dans le quotidien réformateur *Shargh*, l'anthropologue Nasser Fakouhi plaidait pour cet accord qui «a changé le poids de notre pays dans le monde et surtout au Moyen-Orient, une région déstabilisée et en partie détruite». Aux frontières de l'Iran, la guerre ou les attentats terroristes sont le fardeau quotidien des Irakiens, des Turcs, des Afghans et des Pakistanais. La République islamique, elle, jouit d'une stabilité qui, certes, fait le lit du conservatisme, mais qui ouvre aussi la possibilité d'avancées sur la voie de la liberté. «Sans s'aventurer dans un pronostic, on peut affirmer que le divorce entre l'idéologie islamiste-révolutionnaire et l'Iranien moyen est désormais prononcé, estime le philosophe iranien Javad Tabatabai, installé en France. Tout porte donc à croire qu'au moment où la tentation extrémiste grandit en terre d'Islam, l'Iran s'achemine vers une sortie de la République islamique.» Les Iraniens le savent, cette route pleine de promesses risque d'être longue. «La patience est un arbre dont la racine est amère mais dont les fruits sont très doux», dit un proverbe persan. ■

LE DIVORCE ENTRE LES IDÉOLOGUES ISLAMISTES ET L'IRANIEN MOYEN EST PRONONCÉ

Aline Maume

LA PLANÈTE DÉCHIFFRÉE

Europe

PAYS	SUPERFICIE (KM²)	POP URBAINE. %	CAPITALE	LANGUES	SYSTÈME POLITIQUE & CHEF DE GOUVERNEMENT	DATE DE FONDATION	TAUX D'ALPHAB. (% H/F)	PIB PAR HABITANT ($)
	POPULATION	AUGM. POP %/AN				% DES - DE 15 ANS	ESPÉRANCE DE VIE (H/F)	IDH
Albanie	28 703	56	Tirana	Albanais, grec	Régime parlementaire, Premier ministre : Edi Rama	1912	98/97	11 900
	2 892 000	0,3				19	76/80	0.733
Allemagne	357 104	73	Berlin	Allemand	Démocratie parlementaire, chancelière : Angela Merkel	1871	99/99	46 900
	81 132 000	-0,2				13	78/83	0.916
Andorre	468	86	Andorre-la-Vieille	Catalan, français, castillan, portugais	Régime parlementaire, chef de gouvernement : Antoni Martí Petit	1278	99/99	37 200
	78 000	0,2				15	N/D	0.845
Autriche	83 879	67	Vienne	Allemand	Démocratie parlementaire, chancelier : Christian Kern	1156	98	47 000
	8 656 000	0				14	78/84	0.885
Belgique	30 528	99	Bruxelles	Flamand, français, allemand	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Charles Michel	1830	99/99	43 800
	11 211 000	0,1				17	78/83	0.890
Biélorussie	207 595	76	Minsk	Biélorusse, russe, autres	Dictature présidentielle, président : Alexandre Loukachenko	1991	99/99	17 800
	9 524 000	-0,2				15	67/78	0.798
Bosnie-Herzégovine[1]	51 209	40	Sarajevo	Bosnian, croate, serbe	Régime parlementaire (transition), présidence tournante	1992	99/98	10 200
	3 650 000	-0,1				15	72/78	0.733
Bulgarie	111 002	73	Sofia	Bulgare, turc, autres	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Boïko Borissov	1908	99/98	18 300
	7 181 000	-0,8				14	71/78	0.782
Croatie	56 594	56	Zagreb	Croate, serbe, autres	Régime parlementaire, Premier ministre : Tihomir Orešković (transition)*	1991	99/99	21 200
	4 215 000	-0,1				15	74/81	0.818
Danemark	43 098	87	Copenhague	Danois, groenlandais, féroïen, allemand	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Lars Løkke Rasmussen	900	99/99	45 500
	5 676 000	0,2				17	79/83	0.923
Espagne	505 991	77	Madrid	Castillan, catalan, galicien, basque	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Mariano Rajoy	1492	99/98	34 900
	46 368 000	0,8				15	80/86	0.876
Estonie	45 227	68	Tallinn	Estonien, ukrainien, russe, autres	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Taavi Rõivas	1991	99/99	28 000
	1 311 000	-0,7				16	73/81	0.861
Finlande	390 903	85	Helsinki	Finnois, suédois, autres	Régime parlementaire, président : Sauli Niinistö	1917	99/99	40 800
	5 476 000	0,1				16	78/84	0.883
France	543 965	78	Paris	Français, dialectes régionaux	Régime parlementaire, président : François Hollande**	486	99/99	41 000
	64 347 000	0,5				19	79/85	0.888
Grèce	131 957	78	Athènes	Grec, anglais, français	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Aléxis Tsípras	1830	99/97	26 800
	11 521 000	0				15	78/83	0.865
Hongrie	93 030	69	Budapest	Hongrois, autres	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Viktor Orbán	1000	99/99	25 900
	9 835 000	-0,2				15	72/79	0.828
Irlande	70 273	60	Dublin	Anglais, gaélique	Démocratie parlementaire, Premier ministre (Taoiseach) : Enda Kenny	1921	99/99	51 100
	4 630 000	1,2				22	79/83	0.916
Islande	103 022	95	Reykjavík	Islandais, autres	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Sigurður Ingi Jóhannsson	1944	99/99	45 300
	331 000	0,7				21	81/84	0.899
Italie	301 336	68	Rome	Italien, allemand, français, autres	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Matteo Renzi	1861	99/99	35 800
	62 467 000	0,3				14	80/85	0.873
Kosovo[2]	10 908	38	Pristina	Albanais, serbe, autres	Régime parlementaire (transition), Premier ministre : Isa Mustafa	2008	97/88	8 000
	1 802 000	1,1				28	74/79	0.786
Lettonie	64 589	68	Riga	Letton, lituanien, russe, autres	Régime parlementaire, Premier ministre : Māris Kučinskis	1991	99/99	24 500
	1 978 000	-0,6				15	70/79	0.819
Liechtenstein	160	15	Vaduz	Allemand, dialecte alémanique	Monarchie constitutionnelle, régent : prince Alois	1719	99/99	89 400
	38 000	0,8				15	81/84	0.908
Lituanie	65 300	67	Vilnius	Lituanien, polonais, russe, autres	Régime parlementaire, présidente : Dalia Grybauskaitė	1991	99/99	28 200
	2 911 000	-0,3				15	69/79	0.839

[1] La Bosnie-Herzégovine a une présidence collégiale et tournante, alternant entre un président croate, un bosniaque musulman et un serbe.
[2] Le Kosovo a déclaré son indépendance de la Serbie le 17 février 2008. A ce jour (août 2016), il a été reconnu par 111 Etats membres de l'ONU.
* Elections législatives en septembre 2016. ** Election présidentielle en mai 2017.

PAYS	SUPERFICIE (KM²)	POP URBAINE. %	CAPITALE	LANGUES	SYSTÈME POLITIQUE & CHEF DE GOUVERNEMENT	DATE DE FONDATION	TAUX D'ALPHAB. (% H/F)	PIB PAR HABITANT ($)
	POPULATION	AUGM. POP %/AN				% DES - DE 15 ANS	ESPÉRANCE DE VIE (H/F)	IDH
Luxembourg	2 586	90	Luxembourg	Luxembourgeois, allemand, français	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Xavier Bettel	1839	99/99	93 200
	569 000	1,1				17	80/84	0.892
Macédoine	25 713	57	Skopje	Macédonien, albanais, autres	Régime parlementaire, Premier ministre : Emil Dimitriev	1991	99/97	14 000
	2 070 000	0,2				17	73/77	0.747
Malte	315	95	La Valette	Maltais, anglais	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Joseph Muscat	1964	93/96	34 500
	431 000	0,3				15	80/84	0.839
Moldavie	33 843	42	Chisinau	Moldave, russe, gagaouse	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Pavel Filip	1991	99/99	5 000
	4 109 000	-1,0				16	68/76	0.693
Monaco	2,02	100	Monaco	Français, anglais, italien, monégasque	Monarchie constitutionnelle, prince : Albert II	1419	99/99	78 700
	38 000	0,1				13	N/D	1.074
Monténégro	13 812	64	Podgorica	Serbe, montenegrin, bosnien, albanais	Régime parlementaire, président : Filip Vujanović	2006	99/98	15 800
	622 000	-0,5				18	74/79	0.802
Norvège	385 186	80	Oslo	Norvégien, finnois	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Erna Solberg	1905	99/99	67 400
	5 194 000	1,2				18	80/84	0.944
Pays-Bas	41 850	90	Amsterdam	Néerlandais	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Mark Rutte*	1579	99/99	48 300
	16 942 000	0,4				17	79/83	0.922
Pologne	312 679	60	Varsovie	Polonais	Régime parlementaire, président : Andrzej Duda	1918	99/99	26 200
	38 478 000	-0,1				15	74/82	0.843
Portugal	92 212	61	Lisbonne	Portugais, mirandais	Régime parlementaire, Premier ministre : António Costa	1143	97/94	27 600
	10 349 000	0,1				14	77/83	0.830
République tchèque	78 865	74	Prague	Tchèque, slovaque	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Bohuslav Sobotka	1993	99/99	30 900
	10 551 000	0,2				15	76/82	0.870
Roumanie	238 391	54	Bucarest	Roumain, hongrois, allemand	Régime parlementaire, président : Klaus Iohannis	1878	99/99	20 500
	19 839 000	-0,3				16	71/78	0.793
Royaume-Uni (Angleterre, Ecosse, P. de Galles, Irl. du nord)	242 495	80	Londres	Anglais, gallois, écossais, gaélique	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Theresa May	vers 900	99/99	40 700
	65 092 000	0,5				18	79/83	0.907
Russie[3]	17 075 400	74	Moscou	Russe, autres	Parti dominant, président : Vladimir Poutine	1991	99/99	24 100
	144 302 000	0				16	65/76	0.798
Saint-Marin	61	94	Saint-Marin	Italien	Démocratie parlementaire, deux capitaines-régents élus tous les six mois par le Grand Conseil général	301	97/95	61 800
	33 000	0,9				15	84/89	N/D
Serbie	77 498	60	Belgrade	Serbie, hongrois, bosnien, autres	Régime parlementaire, président : Tomislav Nikolić*	1992	99/97	13 400
	7 097 000	-0,5				14	73/78	0.771
Slovaquie	49 034	54	Bratislava	Slovaque, hongrois	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Robert Fico	1993	99/99	29 200
	5 424 000	0				15	73/80	0.844
Slovénie	20 273	50	Ljubljana	Slovène, serbe, croate, autres	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Miro Cerar	1991	99/99	30 500
	2 064 000	-0,2				15	78/84	0.880
Suède	447 420	84	Stockholm	Suédois, finnois	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Stefan Löfven	1523	99/99	47 200
	9 805 000	0,8				17	80/84	0.907
Suisse	41 285	74	Berne	Allemand, français, italien, romanche, autres	Démocratie parlementaire, présidence tournante entre les sept membres du Conseil fédéral	1291	99/99	58 700
	8 293 000	0,8				15	81/85	0.930
Turquie[4]	785 347	77	Ankara	Turc, kurde, arabe	Régime parlementaire, président : Recep Tayyip Erdoğan	1923	98/90	15 300
	77 193 000	1,1				25	71/78	0.761
Ukraine[5]	603 628	69	Kiev	Ukrainien, russe, roumain, polonais, hongrois	Régime parlementaire, président : Petro Porochenko	1991	99/99	8 300
	42 828 000	-0,6				15	66/76	0.747
Vatican	0,44	100	Cité du Vatican	Italien, latin, français, autres	Papauté, pape : François	1929	N/D	N/D
	842	0				N/D	N/D	N/D

[3] La Russie se trouve aussi dans notre tableau "Asie". Les statistiques n'incluent pas la Crimée, annexée par la Russie en mars 2014 et qui, jusque-là, faisait partie de l'Ukraine.
[4] La Turquie se trouve aussi dans notre tableau "Proche Orient".
[5] Les statistiques n'incluent pas la Crimée, annexée par la Russie en mars 2014 et qui jusque-là faisait partie de l'Ukraine.
* Elections législatives en mars 2017. ** Election présidentielle en mai 2017.

FORÊTS : LES ZONES LES PLUS

FORÊT DU BASSIN DU CONGO
(RDC, Cameroun, Guinée équatoriale)
12 MILLIONS D'HECTARES

JUNGLE DU GRAND MÉKONG
(Cambodge, Laos, Birmanie, Thaïlande, Vietnam)
DE 15 À 30 MILLIONS D'HECTARES

JUNGLE DE BORNÉO
(Indonésie, Malaisie, Brunei)
22 MILLIONS D'HECTARES

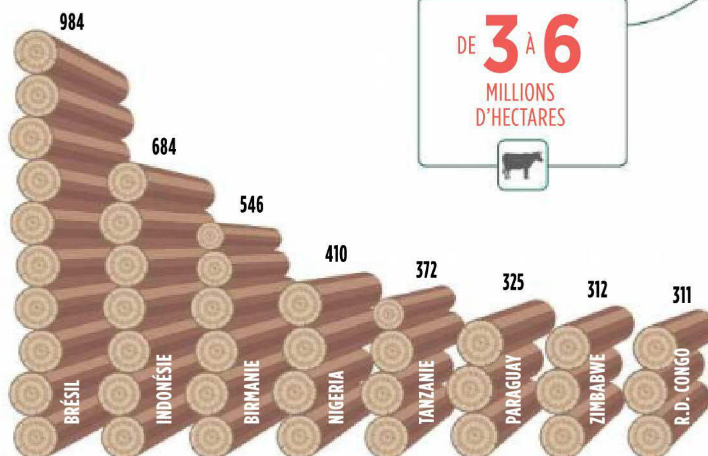
JUNGLE DE NOUVELLE-GUINÉE
(Papouasie-Nouvelle-Guinée, Indonésie)
7 MILLIONS D'HECTARES

SAVANE BOISÉE ET FORÊT CÔTIÈRE D'AFRIQUE DE L'EST
(Mozambique, Tanzanie, Kenya, Zambie)
12 MILLIONS D'HECTARES

JUNGLE DE SUMATRA
(Indonésie)
5 MILLIONS D'HECTARES

FORÊT D'EUCALYPTUS ET D'ACACIAS DE L'EST AUSTRALIEN
(Queensland, Nouvelle-Galles du Sud)
DE 3 À 6 MILLIONS D'HECTARES

Pays ayant connu la plus importante diminution de superficie forestière entre 2010 et 2015 (en milliers d'hectares par an)



EN AMÉRIQUE DU SUD, SANS RELÂCHE, ON MANIE LA HACHE

Même si des efforts ont été entrepris pour protéger l'Amazonie, le plus grand bûcheron du monde reste le Brésil, devant l'Indonésie. La forêt continue à y perdre du terrain face à l'agriculture. Et la nomination en 2014 de «la reine de la déforestation», puis en 2016 du «baron du soja», à son ministère de l'Agriculture n'est pas pour rassurer les amis des arbres.

MENACÉES À L'HORIZON 2030

170 millions d'hectares boisés pourraient disparaître entre 2010 et 2030, soit environ 8,5 millions d'hectares/an, dans onze régions du globe, alerte le WWF, contre 13 millions d'hectares par an entre 2000 et 2010. Léger, trop léger ralentissement donc. Ces ravages, saignant les zones tropicales, sont souvent causés par la conversion de forêts à l'agriculture d'exportation. Parmi les nouveaux «champions» de la déforestation, la Birmanie, le Paraguay ou la Tanzanie.

- Couvert forestier
- Zones déforestées entre 2004 et 2015
- Zones les plus menacées d'ici 2030 en l'absence de mesures de protection
- 7 Millions d'hectares menacés entre 2010 et 2030

PRINCIPALES CAUSES DE DÉFORESTATION

- Elevage
- Petite agriculture
- Agriculture industrielle
- Industrie du bois
- Abattage illégal
- Routes
- Extraction minière

JUNGLE DU CHOCÓ DARIÉN
(Panamá, Colombie, Equateur)

3 MILLIONS D'HECTARES



FORÊT DU BASSIN AMAZONIEN
(Brésil, Bolivie, Pérou, Equateur, Colombie, Venezuela, Guyana, Suriname, Guyane française)

DE 22 À 48 MILLIONS D'HECTARES



MAQUIS DU GRAN CHACO
(Argentine, Bolivie, Paraguay)

10 MILLIONS D'HECTARES



SAVANE BOISÉE DU CERRADO
(Brésil, Bolivie)

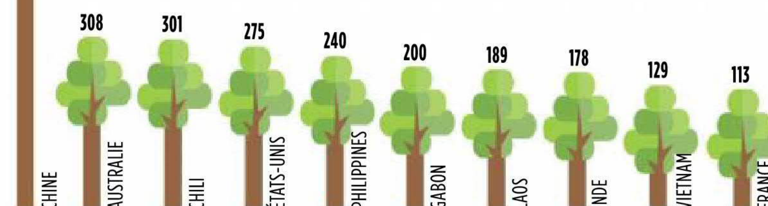
15 MILLIONS D'HECTARES



PÉKIN PAS SI VERT MAIS CHAMPION DU REBOISEMENT

La Chine, premier importateur mondial de bois précieux, est un acteur majeur de la déforestation dans le monde. Mais chez eux, les Chinois sont à la pointe de la sylviculture. Pour lutter contre la désertification, ils se sont lancés dans le tracé d'une grande muraille verte de 35 millions d'hectares qui augmentera la surface boisée de leur pays de 15 % d'ici à 2050.

Pays ayant connu le plus grand gain de superficie forestière entre 2010 et 2015 (en milliers d'hectares par an)



Source : Global Forest Watch, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Fonds mondial pour la nature (WWF), 2015 - Texte: Jean-Christophe Servant - Carte: Hugues Piolet

Afrique

PAYS	SUPERFICIE (KM^2)	POP URBAINE. %	CAPITALE	LANGUES	SYSTÈME POLITIQUE & CHEF DE GOUVERNEMENT	DATE DE FONDATION	TAUX D'ALPHAB. (% H/F)	PIB PAR HABITANT ($H/F)
	POPULATION	AUGM. POP %/AN				% DES - DE 15 ANS	ESPÉRANCE DE VIE (H/F)	IDH
Afrique du Sud	1 220 813	62	Le Cap, Pretoria, et Bloemfontein	Anglais, afrikaans, zoulou, xhosa, swati, sotho, autres	Démocratie parlementaire, président : Jacob Zuma	1910	96/93	13 200
	55 041 000	-0,5				30	59/63	0.666
Algérie	2 381 741	73	Alger	Arabe, français, dialectes berbères	Parti dominant, président : Abdelaziz Bouteflika	1962	87/73	14 500
	39 948 000	1,9				28	72/77	0.736
Angola	1 246 700	62	Luanda	Portugais, langues bantoues, autres	Régime parlementaire, président : José Eduardo dos Santos*	1975	82/61	7 400
	25 000 000	2,8				47	50/53	0.532
Bénin	114 703	45	Porto-Novo	Français, fon-gbe, yoruba, autres	Régime présidentiel, président : Patrice Talon	1960	50/27	1 900
	10 583 000	2,8				45	58/61	0.480
Botswana	581 730	57	Gaborone	Anglais, tswana, autres	Démocratie parlementaire et chefs traditionnels, président : Seretse Ian Khama	1966	88/89	16 700
	2 140 000	1,3				33	62/67	0.698
Burkina Faso	274 000	27	Ouagadougou	Français, langues soudaniques	Parti dominant, président : Roch Marc Christian Kaboré	1960	43/29	1 700
	18 450 000	3,1				45	56/57	0.402
Burundi	27 834	10	Bujumbura	Kirundi, français, swahili	Régime présidentiel, président : Pierre Nkurunziza	1962	88/83	900
	10 742 000	3,3				46	57/61	0.400
Cameroun	476 350	52	Yaoundé	Anglais, français, langues africaines	Parti dominant, président : Paul Biya	1960	81/69	3 100
	23 739 000	2,6				43	56/58	0.512
Cap Vert	4 033	62	Praia	Portuguese, créole	Régime parlementaire, Premier ministre : Ulisses Correia e Silva	1975	92/83	6 500
	514 000	1,4				31	71/80	0.646
Comores	1 862	28	Moroni	Arabe, français, comorien	Régime parlementaire, président : Azali Assoumani	1975	82/74	1 600
	764 000	1,9				41	60/62	0.503
Congo, République démocratique (RDC)	2 345 410	42	Kinshasa	Français, lingala, kingwana, kikongo, tshiluba	Régime parlementaire, président : Joseph Kabila**	1960	78/50	800
	73 340 000	2,5				46	48/52	0.433
Congo, République	342 000	64	Brazzaville	Français, lingala, monokutuba, kikongo, autres	Régime militaire, président : Denis Sassou-Nguesso	1960	86/73	6 800
	4 775 000	1,9				41	57/59	0.591
Côte d'Ivoire	322 463	50	Yamoussoukro	Français, dioula, autres	Régime parlementaire, président : Alassane Ouattara	1960	53/33	3 300
	23 281 000	2				41	50/52	0.462
Djibouti	23 200	77	Djibouti	Français, arabe, somali, afar	Parti dominant, président : Ismaïl Omar Guelleh	1977	78/58	3 200
	900 000	2,2				34	60/63	0.470
Egypte[6]	996 603	43	Le Caire	Arabe, anglais, français	Parti dominant, président : Abdel Fattah al-Sissi	1922	82/65	11 200
	87 074 000	1,8				31	70/73	0.690
Erythrée	121 100	21	Asmara	Tigrigna, arabe, anglais, tigré, kunama, afar, autres	Dictature à parti unique, président : Issayas Afewerki	1993	82/66	1 200
	5 200 000	2,3				43	60/65	0.391
Ethiopie	1 063 652	17	Addis-Abeba	Amharique, Tigrigna, arabe, oromo, anglais,	Parti dominant, Premier ministre : Haile Mariam Dessalegn	1000 B.C.	57/41	1 700
	98 148 000	2,9				41	62/65	0.442
Gabon	267 667	86	Libreville	Français, fang, omyènè, autres	Parti dominant, président : Ali Bongo Ondimba***	1960	85/81	23 800
	1 751 000	1,9				38	62/64	0.684
Gambie	11 632	57	Banjul	Anglais, metinka, wolof, fula, autres	Parti dominant, président : Yahya Jammeh****	1965	64/48	1 700
	2 022 000	2,2				46	58/60	0.441
Ghana	238 533	51	Accra	Anglais, twi, autres	Régime parlementaire, président : John Dramani Mahama**	1957	82/71	4 200
	27 673 000	2,2				39	60/63	0.579
Guinée	245 857	36	Conakry	Français, langues africaines	Régime présidentiel, président : Alpha Condé	1958	38/23	1 300
	10 986 000	2,6				42	58/61	0.411
Guinée-Bissau	36 125	49	Bissau	Portugais, créole, autres	Régime présidentiel (militaire), président : José Mário Vaz	1973	72/48	1 500
	1 788 000	1,9				43	53/56	0.420

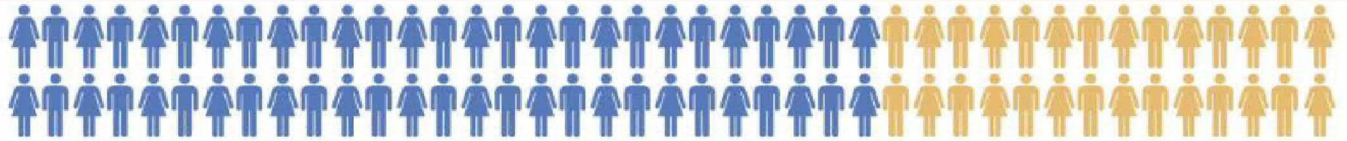
[6] L'Egypte se trouve aussi dans notre tableau "Moyen-Orient". * Election présidentielle en août 2017. ** Election présidentielle en novembre 2016.
*** Election présidentielle en août 2016. **** Election présidentielle en décembre 2016.

PAYS	SUPERFICIE (KM²)	POP URBAINE. %	CAPITALE	LANGUES	SYSTÈME POLITIQUE & CHEF DE GOUVERNEMENT	DATE DE FONDATION	TAUX D'ALPHAB. (% H/F)	PIB PAR HABITANT ($)
	POPULATION	AUGM. POP %/AN				% DES - DE 15 ANS	ESPÉRANCE DE VIE (H/F)	IDH
Guinée équatoriale	28 051	39	Malabo	Espagnol, français, fang, bubi, autres	Dictature présidentielle, président : Teodoro Obiang Nguema Mbasogo	1968	97/93	26 800
	805 000	2,5				39	56/59	0.587
Kenya	582 646	24	Nairobi	Anglais, swahili, autres	Régime parlementaire, président : Uhuru Kenyatta	1963	81/75	3 200
	44 306 000	2,1				41	60/65	0.548
Lesotho	30 355	27	Maseru	Sotho du sud, anglais, zoulou, xhosa	Démocratie parlementaire Premier ministre : Bethuel Pakalitha Mosisili*	1966	70/88	2 900
	1 924 000	0,3				36	43/46	0.497
Liberia	96 917	47	Monrovia	Anglais, langues ethniques	Régime parlementaire, présidente : Ellen Johnson Sirleaf	1847	62/33	900
	4 503 000	2,5				42	59/61	0.430
Libye	1 676 198	78	Tripoli	Arabe, italien, anglais, berbère	Transition pendant la rébellion, factions en rivalité	1951	97/86	16 300
	6 317 000	3,1				29	69/74	0.724
Madagascar	587 295	33	Antananarivo	Français, malgache	Régime parlementaire, président : Hery Martial Rakotoarimanana	1960	67/63	1 500
	23 047 000	2,6				41	64/66	0.510
Malawi	118 484	16	Lilongwe	Anglais, chichewa, autres	Régime présidentiel, président : Peter Mutharika	1964	73/59	800
	17 174 000	3,3				44	60/62	0.445
Mali	1 248 574	39	Bamako	Français, bambara, autres	Transition après coup d'Etat et insurrection, président : Ibrahim Boubacar Keïta	1960	48/29	1 800
	16 749 000	3				47	53/53	0.419
Maroc	442 300	60	Rabat	Arabe, dialectes berbères, français	Monarchie constitutionnelle, roi : Mohammed VI	1956	79/59	7 900
	34 121 000	1				25	73/75	0.628
Maurice	2 040	41	Port-Louis	Créole, bhodjpouri, français, anglais, autres	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Anerood Jugnauth	1968	93/89	19 400
	1 263 000	0,7				20	71/78	0.777
Mauritanie	1 030 700	59	Nouakchott	Arabe, peul, soninké, wolof, français	Régime présidentiel Président : Mohamed Ould Abdel Aziz	1960	63/42	4 500
	3 641 000	2,3				40	62/64	0.506
Mozambique	799 380	31	Maputo	Portugais, langues africaines	Régime parlementaire, président : Filipe Nyusi	1975	73/45	1 200
	25 736 000	2,5				45	52/56	0.416
Namibie	825 615	46	Windhoek	Afrikaans, allemand, anglais, langues africaines locales	Régime parlementaire, président : Hage Geingob	1990	79/85	11 400
	2 482 000	0,7				35	62/67	0.628
Niger	1 267 000	22	Niamey	Français, haoussa, zarma	Régime présidentiel, président : Mahamadou Issoufou	1960	27/11	1 100
	18 884 000	3,3				52	59/61	0.348
Nigeria	923 768	50	Abuja	Anglais, haoussa, yoruba, igbo, peul, autres	Régime présidentiel, président : Muhammadu Buhari	1960	69/50	6 200
	181 839 000	2,5				43	52/53	0.514
Ouganda	241 551	18	Kampala	Anglais, luganda, swahili, autres	Parti dominant, président : Yoweri Museveni	1962	85/72	2 100
	40 141 000	3,2				48	58/60	0.483
République centrafricaine	622 436	39	Bangui	Français, sango, autres	Régime présidentiel, président : Faustin-Archange Touadéra	1960	51/24	600
	5 552 000	2,1				45	48/52	0.350
Rwanda	26 379	28	Kigali	Kinyarwanda, français, anglais, kiswahili	Parti dominant, président : Paul Kagame**	1962	73/68	1 800
	11 331 000	2,6				41	63/66	0.483
São Tomé-et-Príncipe	1001	67	São Tomé	Portugais	Régime parlementaire, président : Evaristo Carvalho	1975	82/68	3 300
	196 000	1,9				42	64/68	0.555
Sénégal	196 722	45	Dakar	Français, wolof, peul, diola, soninké, autres	Régime parlementaire, président : Macky Sall	1960	70/47	2 400
	14 690 000	2,5				42	63/67	0.466
Seychelles	455	54	Victoria	Créole, anglais, autres	Régime présidentiel, président : James Michel	1976	91/92	26 400
	93 000	0,9				22	69/78	0.772
Sierra Leone	71 740	41	Freetown	Anglais, mendé, temne, krio	Régime présidentiel, président : Ernest Bai Koroma	1961	59/38	1 800
	6 503 000	2,3				41	50/51	0.413

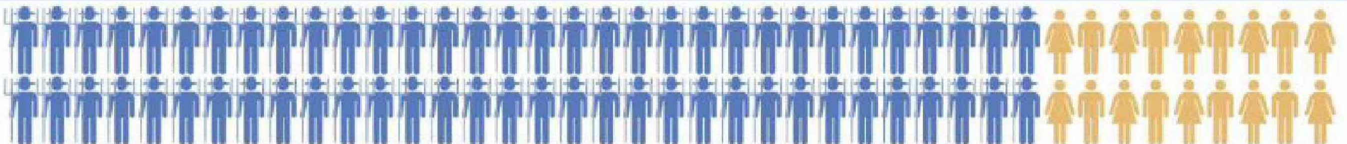
* Elections législatives avec désignation du Premier ministre en mai 2017 ** Election présidentielle en août 2017

INTERNET : LA PLANÈTE

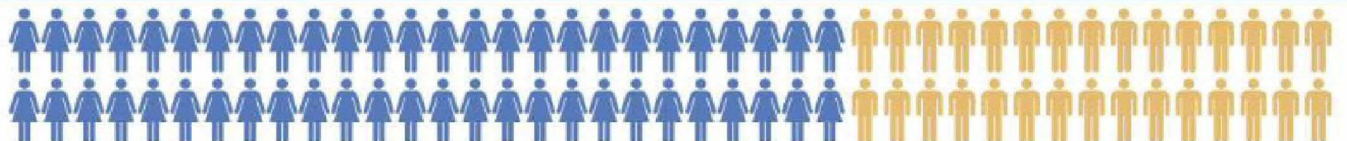
LE MONDE EST COUPÉ EN DEUX



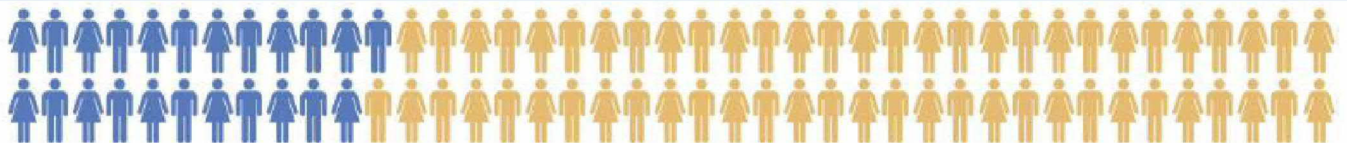
LE DÉCONNECTÉ VIT SOUVENT À LA CAMPAGNE...



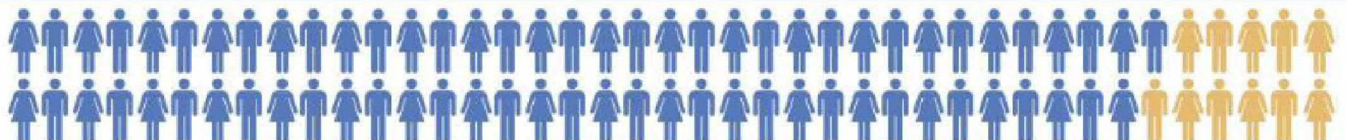
...ET IL EST PLUTÔT DU GENRE FÉMININ



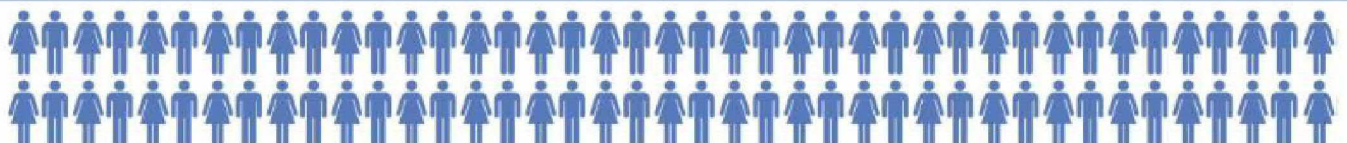
L'INDE EST UN GÉANT DANS LE MONDE «OFFLINE»



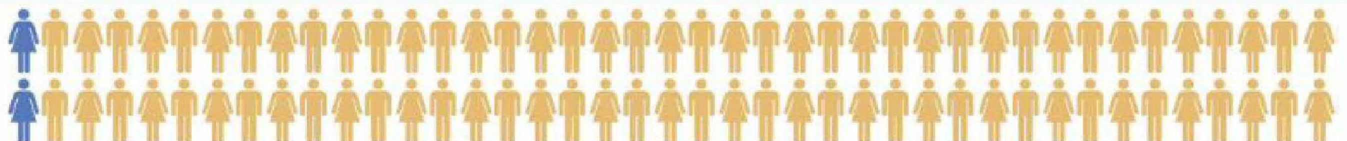
L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE EST À LA TRAÎNE



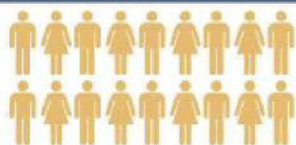
LE NIGER RESTE ENCORE AU FOND DU FOSSÉ DIGITAL



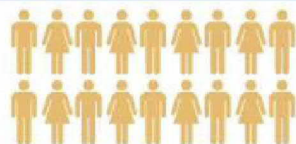
L'ISLANDE EST CHAMPION MONDIAL DU SURF SUR INTERNET



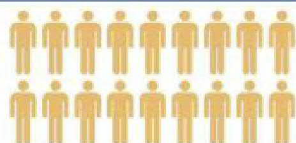
DÉCONNECTÉE



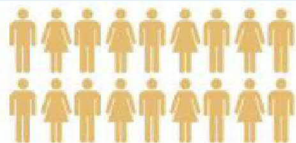
54 TERRIENS SUR 100 N'ONT PAS ACCÈS À INTERNET



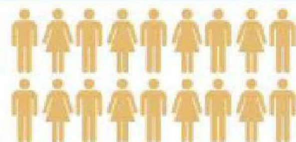
64 NON-CONNECTÉS SUR 100 SONT DES RURAUX



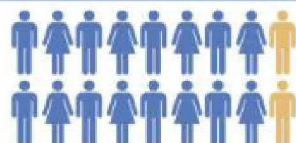
52 NON-CONNECTÉS SUR 100 SONT DES FEMMES



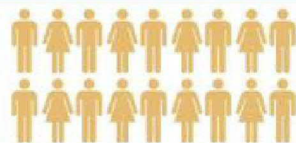
23 NON-CONNECTÉS SUR 100 SONT DES INDIENS



71 HABITANTS DE CETTE ZONE SUR 100 NE SONT PAS CONNECTÉS

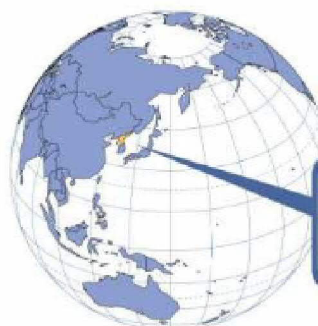


98 NIGÉRIENS SUR 100 NE SONT PAS CONNECTÉS



2 ISLANDAIS SUR 100 NE SONT PAS CONNECTÉS

UN TROU NOIR : LA CORÉE DU NORD



99,9 % NON CONNECTÉS

L'écrasante majorité des 25 millions de Nord-Coréens n'a pas accès au Web. Un réseau 3G permet à 2 millions de personnes d'accéder à l'Intranet national, le Kwangmyong, qui relaie la propagande du régime. Mais seuls 7 000 privilégiés (0,003 % de la population) peuvent circuler librement sur la Toile mondiale.

FRANCE : UN TRIPLE FOSSÉ



15 % NON CONNECTÉS DONT 90 % N'ONT PAS LE BAC

Un Français sur six est exclu d'Internet. La fracture est à la fois générationnelle, sociale et géographique. Une étude du Credoc de 2014 révèle que 78 % des non-connectés ont plus de 60 ans, 90 % n'ont pas le bac et 44 % ont de faibles revenus. On est aussi moins connecté en province (autour de 80 %) qu'à Paris (89 %).

PAS D'AMIS SANS LE HAUT-DÉBIT !



50 % DES EUROPÉENS ET DES ASIATIQUES NE SURFENT PAS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

Facebook a séduit un terrien sur cinq avec 1,5 milliard d'inscrits, mais 50 % des Européens et des Asiatiques, 40 % des Nord-Américains et... 90 % des Africains n'ont encore rejoint aucun réseau social. Stratégiques pour utiliser Instagram, Twitter ou Snapchat, le haut-débit et les smartphones font encore très souvent défaut.

Source : Credoc, International Telecommunication Union. Texte : Balthazar Gibiat - Carte : Hugues Piolet.

Afrique

PAYS	SUPERFICIE (KM²)	POP. URBAINE %	CAPITALE	LANGUES	SYSTÈME POLITIQUE & CHEF DE GOUVERNEMENT	DATE DE FONDATION	TAUX D'ALPHAB. (% H/F)	PIB PAR HABITANT ($)
	POPULATION	AUGM. POP. %/AN				% DES - DE 15 ANS	ESPÉRANCE DE VIE (H/F)	IDH
Somalie	637 657	38	Mogadiscio	Somali, arabe, italien, anglais	Régime parlementaire (transition), président : Hassan Sheikh Mohamoud*	1960	50/26	600
	11 123 000	1,8				47	53/57	N/D
Soudan	1 844 797	33	Khartoum	Arabe, nubien, ta bedawie, anglais, autres	Parti dominant, président : Omar Hassan el-Bechir	1956	83/69	4 300
	40 884 000	1,8				43	60/64	0.479
Soudan du Sud	644 330	17	Djouba	Arabe, nuer-dinka, anglais, autres	Régime présidentiel (transition), président : Salva Kiir Mayardit	2011	40/16	2 300
	12 152 000	4,1				42	54/56	0.467
Swaziland	17 364	21	Mbabane et Lobamba	Anglais, swati	Monarchie, roi : Mswati III	1968	87/88	7 900
	1 286 000	1,1				37	50/48	0.531
Tanzanie	945 249	30	Dar-es-Salam et Dodoma	Kiswahili, anglais, arabe, autres	Régime parlementaire, président : John Pombe Joseph Magufuli	1964	76/65	2 800
	52 291 000	2,8				45	60/63	0.521
Tchad	1 284 000	22	N'Djamena	Français, arabe, sara, autres	Parti dominant, président : Idriss Déby	1960	49/32	2 800
	13 707 000	1.9				48	50/52	0.392
Togo	56 600	38	Lomé	Français, ewe, mina, dagomba, kabiyè	Parti dominant, président : Faure Gnassingbé	1960	78/55	1 500
	7 231 000	2,7				42	56/57	0.484
Tunisie	163 610	68	Tunis	Arabe, français, berbère	Régime parlementaire, Premier ministre : Habib Essid	1956	90/74	11 600
	11 026 000	0,9				23	74/78	0.721
Zambie	752 612	40	Lusaka	Anglais, bemba, Tonga, autres	Régime présidentiel, président : Edgar Chagwa Lungu**	1964	71/56	4 200
	15 474 000	2,9				46	51/56	0.586
Zimbabwe	390 757	33	Harare	Anglais, shona, ndébélé, autres	Parti dominant, président : Robert Mugabe	1980	89/95	2 100
	17 354 000	4,4				43	60/62	0.509

* Election présidentielle en août 2016. ** Election présidentielle en septembre 2016.

LES SYSTÈMES POLITIQUES DANS LE MONDE

Régime communiste à parti unique : le foncier et les entreprises sont la propriété de l'Etat, et les libertés individuelles et politiques sont étroitement limitées (exemple : la Corée du Nord). Cette définition est plus floue depuis que la Chine et le Vietnam accordent une part de plus en plus importante au secteur privé.

Monarchie constitutionnelle : un roi ou une reine ont le statut de chef d'Etat mais un pouvoir limité. Un parlement élu choisit le Premier ministre, qui dirige le gouvernement (Maroc).

Parti dominant : c'est un système où un seul parti gouverne. D'autres partis peuvent exister mais leur pouvoir est marginal (Zimbabwe).

Régime militaire : le chef des forces armées dirige le gouvernement (République du Congo).

Monarchie : un roi, une reine ou un prince, gouvernent, généralement à vie et après avoir hérité du trône (Arabie saoudite).

Dictature à parti unique : un seul parti et son chef dirigent le pays (Erythrée).

Démocratie parlementaire : le parlement est élu au suffrage universel. Un Premier ministre, généralement chef de la majorité parlementaire, dirige le gouvernement (Royaume-Uni).

Dictature présidentielle : le président détient presque tous les pouvoirs (Syrie).

Régime présidentiel : un président élu dirige le gouvernement ; existent par ailleurs un parlement et un pouvoir judiciaire (Etats-Unis, Brésil).

Régime parlementaire : un président élu est chef d'Etat. Un Premier ministre dirige le gouvernement (France).

Chefs traditionnels : une assemblée de chefs tribaux assure la gouvernance (Iles Marshall).

AUTRES DÉFINITIONS

Chef de gouvernement : personne responsable du gouvernement. Beaucoup de pays ont à la fois un chef d'Etat et un chef de gouvernement. Par exemple, le président François Hollande est chef d'Etat en France, mais le Premier ministre Manuel Valls est à la tête du gouvernement.

Taux d'alphabétisation : certains chiffres restent discutés par les experts. Un seul chiffre signifie que le détail homme/femme n'est pas disponible.

Produit intérieur brut par habitant (PIB) : ce chiffre est donné en dollars américains. Il est ajusté pour prendre en compte le coût de la vie dans chaque pays.

N/D : données non disponibles.

PAYS	SUPERFICIE (KM²)	POP URBAINE. %	CAPITALE	LANGUES	SYSTÈME POLITIQUE & CHEF DE GOUVERNEMENT	DATE DE FONDATION	TAUX D'ALPHAB. (% H/F)	PIB PAR HABITANT ($)
	POPULATION	AUGM. POP %/AN				% DES - DE 15 ANS	ESPÉRANCE DE VIE (H/F)	IDH
Arabie saoudite	2 149 690	81	Riyad	Arabe	Monarchie, roi : Salmane ben Abdelaziz Al Saoud	1932	97/91	53 100
	31 565 000	1,5				30	73/75	0.837
Bahreïn	770	100	Manama	Arabe, anglais, farsi, ourdou	Monarchie constitutionnelle (transition), roi : Hamed ben Issa Al Khalifa	1971	97/94	52 500
	1 412 000	2,5				21	75/76	0.824
Chypre[7]	9 251	67	Nicosie	Grec, turc, anglais	Régime parlementaire, président : Níkos Anastasiádis	1960	99/99	30 800
	1 153 000	1,5				17	78/82	0.850
Egypte[8]	996 603	43	Le Caire	Arabe, anglais, français	Parti dominant, président : Abdel Fattah al-Sissi	1922	82/65	11 200
	87 074 000	1,8				31	70/73	0.690
Emirats arabes unis	83 600	83	Abou Dabi	Arabe, farsi, anglais, hindi, ourdou	Fédération de monarchies traditionnelles, président : Khalifa ben Zayed Al Nahyane	1971	93/96	65 100
	9 577 000	2,7				16	76/78	0.835
Iran	1 628 771	71	Téhéran	Farsi, turcique, kurde, lori, autres	Régime parlementaire sous contrôle religieux, président : Hassan Rohani*	1502	91/83	17 100
	78 483 000	1,2				24	72/76	0.766
Irak	434 128	71	Bagdad	Arabe, kurde, turcmène, assyrien, arménien	Système parlementaire, Premier ministre : Haïder al-Abadi	1932	86/74	14 400
	37 056 000	2,2				41	67/71	0.654
Israël[9]	21 643	91	Jérusalem	Hébreu, arabe, anglais	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Benyamin Netanyahou	1948	99/97	33 500
	8 375 000	1,5				28	80/84	0.894
Jordanie	88 778	83	Amman	Arabe, anglais	Monarchie constitutionnelle, roi : Abdallah II	1946	98/93	12 200
	8 118 000	3,9				37	73/77	0.748
Koweït	17 818	98	Koweït	Arabe, anglais	Monarchie constitutionnelle, Premier ministre : Cheikh Jaber al-Moubarak al-Ahmad al-Sabah	1961	97/96	70 900
	3 838 000	1,7				23	73/76	0.816
Liban	10 452	87	Beyrouth	Arabe, français, arménien, anglais	Régime parlementaire, président du Conseil : Tammam Salam	1943	96/92	18 400
	6 185 000	9,4				26	76/79	0.769
Oman	309 500	75	Mascate	Arabe, anglais, baloutche, ourdou, autres	Monarchie, sultan : Qabus ibn Saïd	1650	94/86	40 500
	4 201 000	2,1				22	75/79	0.793
Qatar	11 607	100	Doha	Arabe, anglais	Monarchie, émir : Tamim ben Hamad Al Thani	1971	97/97	143 500
	2 395 000	3,6				15	78/79	0.850
Syrie	185 180	54	Damas	Arabe, kurde, arménien, français, autres	Dictature présidentielle durant la guerre civile, président : Bachar el-Assad	1946	92/81	5 100
	17 065 000	-9,7				33	64/76	0.594
Turquie[10]	785 347	77	Ankara	Turc, kurde, arabe	Régime parlementaire, président : Recep Tayyip Erdoğan	1923	98/92	20 200
	78 215 000	1,1				24	75/79	0.761
Yémen	528 076	34	Sanaa	Arabe	Régime parlementaire, transition	1990	85/55	3 600
	26 737 000	2,7				41	62/67	0.498

[7] Les statistiques n'incluent pas la partie septentrionale occupée par la Turquie.
[8] L'Egypte se trouve aussi dans notre tableau "Afrique".
[9] Les statistiques n'incluent pas la Cisjordanie.
[10] La Turquie se trouve aussi dans notre tableau "Europe".
* Election présidentielle prévue en mai 2017.

REMARQUES

Le Moyen-Orient est une région, pas un continent. Il se situe essentiellement en Asie mais également partiellement en Afrique (Egypte) et un peu en Europe (la rive européenne de la Turquie). Riche en pétrole et à dominante musulmane, c'est une zone à la fois stratégique et extrêmement tendue. Pour beaucoup, ce qui caractérise cette région, c'est le conflit qui oppose depuis des dizaines d'années Israël à ses voisins arabes. Les négociations de paix entre Israéliens et Palestiniens, qui aboutiraient à l'existence d'un Etat palestinien aux côtés de l'Etat hébreu sont bloquées malgré les efforts de négociation américains. Depuis 1991, les Etats-Unis ont mené deux guerres en Irak. Aujourd'hui, on doit faire face à une nouvelle menace : à l'été 2014, une organisation nommée Etat islamique a pris le contrôle d'une partie du nord de l'Irak et de l'ouest de la Syrie, et sa progression rapide a incité les Etats-Unis et d'autres pays à lancer des raids aériens. La Syrie est en proie à une guerre civile, née dans le sillage des printemps arabes qui ont secoué le Moyen-Orient depuis 2011. Guerre qui a fait 400 000 morts (d'après l'envoyé des Nations unies) et 5 millions de réfugiés.

DES VIRUS QUI TRAVERSENT

Russie 1614

Russie 1996

Russie 2004

Europe 1200

Asie Mineure 1350 av. J.-C.

Espagne 2016

Afrique du Nord

VARIOLE 10 000 av. J.-C.

Egypte 1570 av. J.-C.

Pakistan 1977

Inde 1500 av. J.-C.

Nigeria 1954

2014 à 2016

Afrique de l'Ouest

R.D. Congo

EBOLA 1976

280

1995 2001 2007

Ouganda

ZIKA 1947

Somalie 1977

STOP

Afrique du Sud 1713

EBOLA PREND DE L'AMPLEUR

Apparu en 1976 près de la rivière congolaise éponyme, le virus fut d'abord à l'origine de plusieurs cycles épidémiques cantonnés à l'Afrique centrale. Fin 2013, il a ressurgi en Guinée, puis dans les pays limitrophes. Un nouveau cas de contamination a été signalé au Liberia en avril 2016.

LA VARIOLE ENFIN ÉRADIQUÉE

Au début des années 1950, on recensait 50 millions de cas dans le monde. Après d'intenses campagnes de vaccination, l'OMS l'a déclarée éradiquée en 1979, peu après une ultime apparition en Somalie. C'est la seule infection humaine à avoir été totalement éliminée.

LE ZIKA VOYAGE EN MOUSTIQUE

Transmis par l'*Aedes aegypti,* qui sert aussi de vecteur à la fièvre jaune, il fut détecté pour la première fois en 1947 chez un singe vivant dans la forêt Zika, en Ouganda. Cinq ans plus tard, le virus infectait les premiers humains, en Afrique d'abord, puis en Asie.

LE SIDA, MEURTRIER NUMÉRO 1

On en parle moins, mais, en 2015, il demeurait le plus létal des virus. Apparu à Kinshasa vers 1920, le VIH a depuis infecté près de 80 millions de personnes et en a tué, directement ou indirectement, plus de 35 millions. Aujourd'hui la planète compte 36,7 millions de séropositifs.

1,1 million



SIDA 2015

468 000



PALUDISME 2015

250 000 à 500 000



GRIPPE 2015

11 315



EBOLA 2014-2016

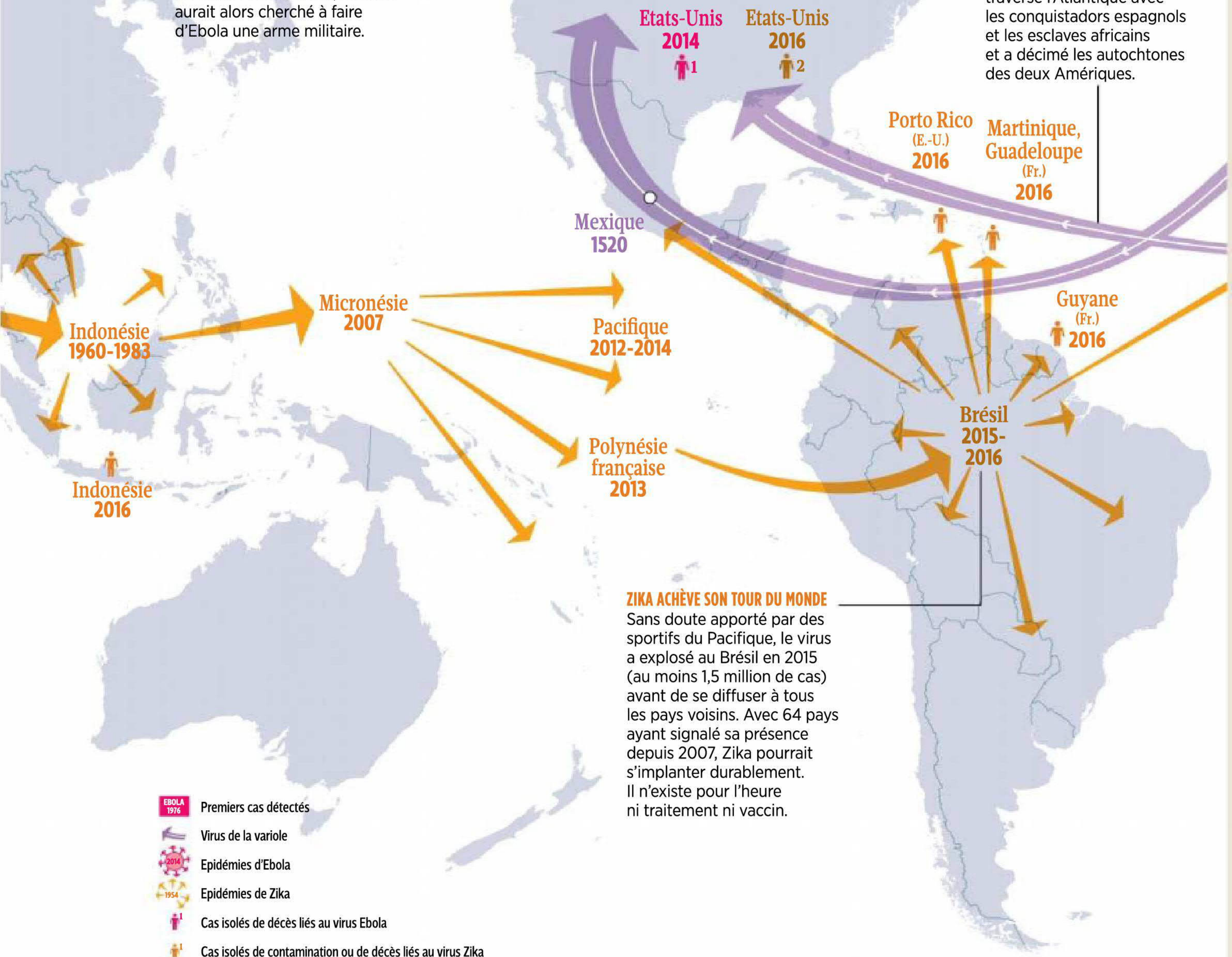
8



ZIKA 2015-2016

Nombre de morts pour les années concernées.

L'HISTOIRE ET LES FRONTIÈRES



EN RUSSIE, EBOLA TUE AU LABO

A huit ans d'intervalle, une laborantine moscovite et une scientifique du Vector, le Centre national de recherche en biotechnologie et virologie situé en Sibérie, sont mortes du virus. Pour certains, Moscou aurait alors cherché à faire d'Ebola une arme militaire.

LA VARIOLE, FLÉAU MILLÉNAIRE

La «petite vérole» fit ses premiers ravages dans l'armée hittite il y a 3 000 ans. Arrivée en Europe au Moyen Age, elle a ensuite traversé l'Atlantique avec les conquistadors espagnols et les esclaves africains et a décimé les autochtones des deux Amériques.

ZIKA ACHÈVE SON TOUR DU MONDE

Sans doute apporté par des sportifs du Pacifique, le virus a explosé au Brésil en 2015 (au moins 1,5 million de cas) avant de se diffuser à tous les pays voisins. Avec 64 pays ayant signalé sa présence depuis 2007, Zika pourrait s'implanter durablement. Il n'existe pour l'heure ni traitement ni vaccin.

Sources : Organisation Mondiale de la Santé/Lapham's Quarterly. Texte : Balthazar Gibiat – Carte : Emmanuel Vire, Hugues Piolet

Asie

PAYS	SUPERFICIE (KM²)	POPULATION	POP URBAINE. %	AUGM. POP %/AN	CAPITALE	LANGUES	SYSTÈME POLITIQUE & CHEF DE GOUVERNEMENT	DATE DE FONDATION	% DES - DE 15 ANS	TAUX D'ALPHAB. (% H/F)	ESPÉRANCE DE VIE (H/F)	PIB PAR HABITANT ($)	IDH
Afghanistan	652 864	32 247 000	25	2,3	Kaboul	Pachto, dari, turcique, autres	Régime parlementaire (transition), président : Ashraf Ghani Ahmadzai	1919	45	52/24	60/62	2 000	0.465
Arménie	29 743	3 017 000	63	-0,1	Erevan	Arménien, russe, autres	Régime parlementaire, président : Serge Azati Sarkissian	1991	19	99/99	72/78	7 400	0.733
Azerbaïdjan	86 600	9 651 000	53	1	Bakou	Azeri, russe, arménien, autres	Parti dominant, président : Ilham Aliyev	1991	22	99/99	72/77	17 700	0.751
Bangladesh	147 570	160 411 000	23	1,6	Dacca	Bengali, anglais	Régime parlementaire, Premier ministre : Sheikh Hasina Wajed	1971	33	65/59	70/71	3 600	0.570
Bhoutan	38 394	757 000	38	1,1	Thimphou	Dzongkha, Sharchhopka, autres	Monarchie constitutionnelle, Premier ministre : Lyonchen Tshering Tobgay	1949	31	73/55	68/69	8 200	0.605
Brunei	5 765	413 000	77	1,7	Bandar Seri Begawan	Malais, anglais, chinois	Monarchie, sultan : Haji Hassanal Bolkiah Muizzadin Waddaulah	1984	25	98/95	77/80	72 400	0.856
Cambodge	181 035	15 417 000	21	1,6	Phnom Penh	Khmer, français, anglais	Parti dominant, Premier ministre : Hun Sen	1953	31	85/71	61/66	3 500	0.555
Chine	9 572 900	1 371 920 000	54	0,4	Pékin	Mandarin, autres langues chinoises, autres	Régime communiste à parti unique, président : Xi Jinping	1912	17	98/95	73/78	13 800	0.727
Corée du Nord	122 762	24 983 000	61	0,5	Pyongyang	Coréen	Régime communiste à parti unique, Premier secrétaire : Kim Jong-un	1945	22	99/99	66/74	1 800	N/D
Corée du Sud	99 678	50 714 000	82	0,2	Séoul	Coréen, anglais	Régime parlementaire, présidente : Park Geun-hye	1945	14	99/97	79/85	36 600	0.898
Géorgie	69 700	3 804 000	54	-0,1	Tbilissi	Georgien, russe, arménien, azéri, ossète, autres	Régime parlementaire, président : Guiorgui Margvelachvili	1991	17	99/99	71/79	7 900	0.754
Inde	3 166 391	1 314 098 000	32	1,3	New Delhi	Hindi, anglais, bengali, autres	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Narendra Modi	1947	31	75/51	65/68	4 000	0.609
Indonésie	737 815	255 742 000	54	1,0	Djakarta	Indonesien, anglais, néerlandais, autres	Démocratie parlementaire, président : Joko Widodo	1945	29	96/92	69/73	11 100	0.684
Japon	377 873	126 867 000	93	−0,1	Tokyo	Japonais	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Shinzō Abe	660 av. J.-C.	13	99/99	80/87	38 200	0.891
Kazakhstan	2 724 900	17 544 000	53	1,2	Astana	Kazakh, russe, autres	Parti dominant, président : Noursoultan Nazarbaïev	1991	25	99/99	66/75	24 400	0.788
Kirghizistan	199 945	5 951 000	36	1	Bichkek	Kirghize, russe, ouzbek, autres	Régime parlementaire, président : Almazbek Atambaïev*	1991	32	99/99	66/74	3 400	0.655
Laos	236 800	6 903 000	38	1,6	Vientiane	Lao, français, anglais, autres	Régime communiste à parti unique, président : Bounnhang Vorachith	1949	37	87/73	67/70	5 300	0.575
Malaisie	330 290	30 789 000	74	1,5	Kuala Lumpur	Malais, anglais, chinois, autres	Parti dominant, Premier ministre : Najib Tun Razak	1957	26	96/93	73/77	25 600	0.779
Maldives	298	347 900	45	-0,1	Malé	Maldivien, anglais	Régime parlementaire, président : Abdulla Yameen Abdul Gayoom	1965	26	99/99	73/75	15 000	0.706
Mongolie	1 564 116	3 029 000	68	1,4	Oulan-Bator	Mongol, turcique, russe	Régime parlementaire, Premier ministre : Chimed Saikhanbileg	1921	27	98/99	65/75	12 300	0.727
Myanmar (Birmanie)	676 577	52 147 000	34	1	Naypidaw	Birman, autres	Régime parlementaire, président : Htin Kyaw	1948	24	95/91	63/67	5 100	0.536
Népal	147 181	28 039 000	18	1,8	Katmandou	Népalais, autres	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Khadga Prasad Sharma Oli	1768	33	76/53	66/69	2 500	0.548
Ouzbekistan	447 400	31 290 000	51	0,9	Tachkent	Ouzbek, russe, tadjik, autres	Dictature présidentielle, président : Islom Karimov	1991	28	99/99	65/72	5 900	0.675
Pakistan	881 889	199 047 000	38	1,5	Islamabad	Ourdou, pendjabi, sindhi, seraiki, anglais, autres	Régime parlementaire (militaire), Premier ministre : Nawaz Sharif	1947	36	70/46	66/67	4 900	0.538
Philippines	300 000	102 965 000	44	1,8	Manille	Filipino, anglais	Régime présidentiel, président : Rodrigo Duterte	1898	34	96/97	65/72	7 300	0.668

* Election présidentielle prévue en mars 2017.

Asie

PAYS	SUPERFICIE (KM²)	POP URBAINE. %	CAPITALE	LANGUES	SYSTÈME POLITIQUE & CHEF DE GOUVERNEMENT	DATE DE FONDATION	TAUX D'ALPHAB. (% H/F)	PIB PAR HABITANT ($)
	POPULATION	AUGM. POP %/AN				% DES - DE 15 ANS	ESPÉRANCE DE VIE(H/F)	IDH
Russie[11]	17 075 400	74	Moscou	Russe, autres	Parti dominant, président : Vladimir Poutine	1991	99/99	24 100
	144 302 000	0				16	65/76	0.798
Singapour	716	100	Singapour	Mandarin, malais, tamoul, anglais, autres	Parti dominant, Premier ministre : Lee Hsien Loong	1965	99/95	85 200
	5 541 000	1,9				16	80/85	0.912
Sri Lanka	65 610	18	Colombo	Tamoul, cingalais, anglais	Régime parlementaire, président : Maithripala Sirisena	1948	94/92	11 100
	20 869 000	0,9				25	71/77	0.757
Tadjikistan	143 100	27	Douchanbé	Tadjik, russe	Parti dominant, président : Emomalii Rahmon	1991	99/99	2 700
	8 452 000	1,8				36	64/71	0.624
Taïwan	36 196	73	Taipei	Mandarin, taiwanais, autres	Régime parlementaire, présidente : Tsai Ing-wen	1949	99/97	47 900
	23 468 000	0,3				14	77/83	N/D
Thaïlande	198 117	47	Bangkok	Thai, anglais, dialectes régionaux	Militaire après coup d'Etat, Premier ministre : Prayuth Chan-O-Cha	1238	97/97	15 000
	65 121 000	0,4				18	72/78	0.726
Timor-Oriental	14 954	32	Dili	Tétoum, portugais, indonésien, anglais	Régime parlementaire, Premier ministre : Rui Maria de Araújo	2002	72/63	5 300
	1 245 000	2,4				42	66/69	0.595
Turkménistan	491 210	50	Achgabat	Turcmène, ouzbek, russe, autres	Dictature présidentielle, président : Gurbanguly Berdymoukhamedov	1991	99/99	15 300
	5 373 000	1,1				28	61/70	0.688
Vietnam	331 212	33	Hanoï	Vietnamien, français, chinois, anglais, khmer, autres	Etat communiste à parti unique, Premier ministre : Nguyen Xuân Phúcc	1945	96/93	6 000
	91 714 000	1,0				24	71/76	0.666

Océanie

PAYS	SUPERFICIE (KM²) / POPULATION	POP URBAINE. % / AUGM. POP %/AN	CAPITALE	LANGUES	SYSTÈME POLITIQUE & CHEF DE GOUVERNEMENT	DATE DE FONDATION / % DES - DE 15 ANS	TAUX D'ALPHAB. (% H/F) / ESPÉRANCE DE VIE(H/F)	PIB PAR HABITANT ($) / IDH
Australie	7 692 202	89	Canberra	Anglais, langues aborigènes, autres	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Malcolm Turnbull	1901	99/99	47 000
	23 888 000	1,1				19	80/84	0.935
Fidji	18 272	51	Suva	Anglais, fidjien, hindi des Fidji	Système parlementaire, Premier ministre : Frank Bainimarama	1970	96/92	8 500
	867 000	0,7				29	67/73	0.727
Iles Marshall	181	74	Majuro	Marshallais, anglais	Démocratie parlementaire et chefs traditionnels, présidente : Hilda Heine	1986	94/94	3 400
	55 000	1,7				41	70/75	N/D
Iles Salomon	28 370	20	Honiara	Pidgin, anglais, autres	Système parlementaire, Premier ministre : Manasseh Sogavare	1978	89/79	1 900
	642 000	2,1				39	67/74	0.506
Kiribati	811	54	Tarawa	Anglais, gilbertin	Régime présidentiel, président : Taaneti Mwamwau	1979	N/D	1 800
	113 000	1,2				36	63/68	0.590
Micronésie	701	22	Palikir	Anglais, chuuk, pohnpei, yapois, kosraéen, autres	Démocratie parlementaire, président : Peter Christian	1986	91/88	3 100
	103 000	-0,4				34	69/72	0.640
Nauru	21,2	100	District de Yaren	Nauruan, anglais	Régime présidentiel, président : Baron Waqa	1968	N/D	5 000
	10 860	0,6				37	62/70	N/D
Nouvelle-Zélande	104 515	86	Wellington	Anglais, maori, autres	Démocratie parlementaire, Premier ministre : John Key	1907	99/99	36 200
	4 598 000	0,8				20	80/83	0.913
Palaos	488	84	Melekeok	Paluan, sonsorolais, anglais, autres	Régime présidentiel et chefs traditionnels, président : Tommy Remengesau	1994	99/99	16 600
	18 000	0,4				20	69/76	0.780
Papouasie-Nouvelle-Guinée	462 840	13	Port Moresby	Tok pisin, anglais, hiri motou, autres	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Peter Paire O'Neill	1975	66/63	2 800
	7 745 000	1,8				39	60/65	0.505
Samoa	2 785	20	Apia	Samoan, anglais	Démocratie parlementaire et chefs traditionnels, Premier ministre : Tuilaepa Sailele Malielegaoi	1962	99/99	5 300
	194 000	0,6				39	73/76	0.702
Tonga	748	23	Nuku'alofa	Tongien, anglais	Monarchie constitutionnelle (transition), roi : Tupou VI	1970	99/99	5 000
	103 000	0,1				37	74/77	0.717
Tuvalu	25,6	59	Funafuti	Tuvaluan, anglais	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Enele Sopoaga	1978	N/D	3 400
	12 000	0,8				33	67/72	N/D
Vanuatu	12 190	24	Port-Vila	Anglais, français, bichelamar, autres	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Charlot Salwain	1980	87/84	2 500
	278 000	2				39	70/73	0.594

[11] La Russie se trouve aussi dans notre tableau "Europe". Les statistiques n'incluent pas la Crimée, annexée par la Russie en mars 2014 et qui, jusque-là, faisait partie de l'Ukraine.

Amérique du Nord (dont Amérique centrale et Caraïbes)

PAYS	SUPERFICIE (KM²)	POP URBAINE. %	CAPITALE	LANGUES	SYSTÈME POLITIQUE & CHEF DE GOUVERNEMENT	DATE DE FONDATION	TAUX D'ALPHAB. (% H/F)	PIB PAR HABITANT ($)
	POPULATION	AUGM. POP %/AN				% DES - DE 15 ANS	ESPÉRANCE DE VIE (H/F)	IDH
Antigua-et-Barbuda	442	30	Saint John's	Anglais, dialectes locaux	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Gaston Browne	1981	98/99	23 000
	90 000	1,3				24	74/80	0.783
Bahamas	13 939	85	Nassau	Anglais, créole	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Perry Christie	1973	95/97	25 600
	377 000	0,9				26	71/77	0.790
Belize	22 965	44	Belmopan	Anglais, espagnol, maya, garifuna	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Dean Barrow	1981	82/83	8 300
	368 000	1,9				36	71/77	0.715
Canada	9 984 670	80	Ottawa	Anglais, français	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Justin Trudeau	1867	99/99	45 700
	35 833 000	0,8				16	79/84	0.913
Costa Rica	51 100	73	San José	Espagnol, anglais	Régime présidentiel, président : Luis Guillermo Solís	1821	98/98	15 400
	4 832 000	1,2				23	77/82	0.766
Cuba	109 884	75	La Havane	Espagnol	Régime communiste à parti unique, président : Raúl Castro	1902	99/99	10 200
	11 139 000	-0,1				17	77/80	0.769
Dominique	751	68	Roseau	Anglais, créole dominiquais	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Roosevelt Skerrit	1978	94/94	11 200
	68 000	0,2				22	72/77	0.724
Etats-Unis	9 526 468	81	Washington, D.C.	Anglais, espagnol, autres	Régime présidentiel, président : Barack Obama*	1776	99/99	56 400
	321 234 000	0,8				19	76/81	0.915
Grenade	344	41	Saint-Georges	Anglais, créole	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Keith Mitchell	1974	96	12 200
	111 000	0,5				26	74/79	0.750
Guatemala	108 889	52	Guatemala	Espagnol, dialectes amérindiens	Régime présidentiel, président : Jimmy Morales	1821	87/76	7 700
	16 184 000	1,9				40	69/76	0.627
Haïti	27 700	59	Port-au-Prince	Français, créole	Régime d'assemblée, président : Jocelerme Privert (interim)**	1804	64/57	1 800
	10 924 000	1,1				35	61/65	0.483
Honduras	112 492	54	Tegucigalpa	Espagnol, dialectes amérindiens	Régime parlementaire (militaire), président : Juan Orlando Hernández	1821	88/89	4 800
	8 340 000	1,7				34	72/76	0.606
Jamaïque	10 991	52	Kingston	Anglais, patois anglais	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Andrew Holness	1962	84/93	8 800
	2 727 000	0,7				24	70/78	0.719
La Barbade	430	46	Bridgetown	Anglais, bajan	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Freundel Stuart	1966	99/99	16 400
	278 000	0,3				20	73/78	0.785
Mexique	1 964 375	79	Mexico	Espagnol, maya, autres langues indigènes	Régime présidentiel, président : Enrique Peña Nieto	1810	96/94	18 400
	127 017 000	1,2				28	73/78	0.756
Nicaragua	130 373	59	Managua	Espagnol, miskito, autres	Régime présidentiel, président : Daniel Ortega	1821	82/83	4 900
	6 262 000	1,0				32	72/78	0.631
Panamá	74 177	78	Panama	Espagnol, anglais	Régime présidentiel, président : Juan Carlos Varela	1903	96/94	20 400
	3 980 000	1,4				28	75/80	0.780
République dominicaine	48 311	72	Saint-Domingue	Espagnol	Régime présidentiel, président : Danilo Medina	1844	91/92	13 600
	10 508 000	1,3				31	70/77	0.715
Saint-Christophe-et-Niévès	269	32	Basseterre	Anglais	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Timothy Harris	1983	98	21 600
	46 000	0,8				21	73/78	0.752
Sainte-Lucie	617	15	Castries	Anglais, patois français	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Allen Chastanet	1979	90/91	11 800
	175 000	0,4				22	75/83	0.729
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	389	51	Kingstown	Anglais, patois français	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Ralph Gonsalves	1979	96/96	11 100
	110 000	-0,3				25	70/74	0.720
Salvador	21 040	67	San Salvador	Espagnol, nahua	Régime présidentiel, président : Salvador Sánchez Cerén	1821	90/86	8 300
	6 366 000	0,3				31	68/77	0.666
Trinité-et-Tobago	5 127	15	Port d'Espagne	Anglais, hindi, français, espagnol, chinois	Démocratie parlementaire, Premier ministre : Keith Rowley	1962	99/99	32 700
	1 351 000	0,1				21	71/78	0.772

* Election présidentielle en novembre 2016. ** Election présidentielle en octobre 2016.

Amérique du Sud

PAYS	SUPERFICIE (KM²)	POP URBAINE. %	CAPITALE	LANGUES	SYSTÈME POLITIQUE & CHEF DE GOUVERNEMENT	DATE DE FONDATION	TAUX D'ALPHAB. (% H/F)	PIB PAR HABITANT ($)
	POPULATION	AUGM. POP %/AN				% DES - DE 15 ANS	ESPÉRANCE DE VIE (H/F)	IDH
Argentine	2 780 400	93	Buenos Aires	Espagnol, anglais, italien, allemand, français	Régime présidentiel, président : Mauricio Macri	1816	98/98	22 500
	42 426 000	1,0				24	73/80	0.836
Bolivie	1 098 581	69	La Paz et Sucre	Espagnol, quechua, aymara	Régime présidentiel, président : Juan Evo Morales Ayma	1825	98/94	6 400
	10 476 000	1,6				31	65/69	0.662
Brésil	8 515 767	86	Brasília	Portugais, dialectes amérindiens	Régime présidentiel, président : Michel Temer (interim)	1822	92/93	15 900
	204 519 000	0,8				24	71/79	0.755
Chili	756 096	90	Santiago	Espagnol	Régime présidentiel, présidente : Michelle Bachelet	1810	98/97	23 600
	18 025 000	0,8				21	76/81	0.832
Colombie	1 141 748	76	Bogotá	Espagnol	Régime présidentiel, président : Juan Manuel Santos	1810	95/95	13 900
	48 218 000	1,1				27	72/79	0.720
Equateur	256 370	70	Quito	Espagnol, quechua, dialectes amérindiens	Régime présidentiel, président : Rafael Correa Delgado	1822	95/94	11 400
	16 279 000	1,4				31	72/78	0.732
Guyana	214 999	29	Georgetown	Anglais, dialectes amérindiens, créole, hindi, ourdou	Régime parlementaire, président : David Arthur Granger*	1966	87/90	7 200
	743 000	-0,1				27	64/69	0.636
Paraguay	406 752	64	Asunción	Espagnol, guarani	Régime présidentiel, président : Horacio Cartes	1811	95/93	8 700
	7 020 000	1,2				33	70/74	0.679
Pérou	1 285 216	79	Lima	Espagnol, quechua, aymara	Régime présidentiel, président : Ollanta Humala	1821	97/92	12 200
	31 152 000	1,0				29	72/78	0.734
Suriname	163 820	71	Paramaribo	Néerlandais, anglais, sranan tongo, hindoustani, javanais	Démocratie parlementaire, président : Desi Bouterse	1975	96/95	17 100
	576 000	1,1				28	68/74	0.714
Uruguay	177 879	93	Montevideo	Espagnol, portuñol, brazilero	Régime présidentiel, président : Tabaré Vázquez	1825	98/99	21 200
	3 562 000	0,3				21	73/80	0.793
Venezuela	916 445	94	Caracas	Espagnol, dialectes amérindiens	Régime présidentiel, président : Nicolás Maduro	1811	96/96	16 300
	30 620 000	1,4				28	72/78	0.762

*Election présidentielle en décembre 2016

SOURCES

Pour les superficies : *Encyclopædia Britannica.*

Pour la population, population urbaine, augmentation annuelle de la population, % de la population de moins de 15 ans, et espérance de vie : fiche de données sur la population mondiale 2015 (Population Reference Bureau).

Pour les systèmes politiques : Informations extraites de *Freedom in the World,* publication annuelle de l'ONG américaine de défense des droits de l'homme Freedom House, et du site Freedom House (freedomhouse.org) ; *Encyclopædia Britannica ;* Département d'Etat américain ; presse.

Pour les chefs d'Etat ou de gouvernement : Rulers.org ; The World Factbook (CIA) ; presse.

Pour les capitales, langues, date de fondation, taux d'alphabétisation, et PIB par habitant : The World Factbook (CIA) ; *World Book Encyclopedia.*

Pour l'IDH (Indice de développement humain) : rapport sur le développement humain 2015 (Programme des Nations unies pour le développement).

TOUS LES CHIFFRES ET INFORMATIONS SONT ACTUALISÉS AU MOMENT OÙ NOUS METTONS SOUS PRESSE (8 AOÛT 2016).

INFORMATIONS COMPILÉES PAR BRYAN BROWN, GABRIEL CHARLES TYLER, CARLIN MCCARTHY ET CATHERINE SEGAL.

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Couverture : Gilles Sabrié **P. 5 :** Gilles Sabrié (en haut) ; Rubén Salgado Escudero (centre) ; Manolo Espaliú (en bas) **P. 6 :** Arnaud Pani / hemis.fr **P. 8 :** Riverboom / Institute **P. 10 :** Reuters / Rodi Said **P. 12 :** AFP / Koen Van Weels **P. 14 :** Giulio Di Sturco / Institute **P. 16 :** Thierry Suzan **P. 18 :** Sergey Ponomarev **P. 20 :** Reuters **P. 22 :** Gilles Sabrié **P. 32 :** Edouard Caupeil / Pasco **P. 40 à 55 :** Gilles Sabrié **P. 56 :** Ban de Mkhar **P. 57 :** Gilles Sabrié **P. 58 :** Rubén Salgado Escudero **P. 61 à 65 :** Ashley Gilbertson / VII Network **P. 82 à 93 :** Rubén Salgado Escudero **P. 94 :** Craig Mayhew and Robert Simmon / NASA GSFC © Marc Imhoff of NASA GSFC and Christopher Elvidge of NOAA NGDC **P. 96 :** Manolo Espaliú **P. 112 à 128 :** Manolo Espaliú

Les photos suivantes sont assorties du copyright : © 2016 – The New York Times News Service and Syndicate.

P. 24 : The New York Times **P. 25 :** Eduardo Recife **P. 27 :** Peter Earl McCullough **P. 28 :** Lipnitzki / Roger-Viollet **P. 29 :** Youri Lenquette **P. 30 :** Mei Yuangui **P. 31 :** Vlad Loktev **P. 32 :** The New York Times **P. 33 :** Justin Poland / The Society Management ; Karl Lagerfeld **P. 35 :** Rebecca Smeyne **P. 36 :** Daniel Katz **P. 37 :** Adam Dean **P. 39 :** Eoin Ryan **P. 60 :** Hannah Dunphy **P. 66 à 73 :** The New York Times **P. 74 :** Tatiana Tcherkezian **P. 75 :** Eirini Vourloumis **P. 76 :** Johannes Eisele **P. 78 :** Holly Williams **P. 79 :** Sergey Ponomarev **P. 80 :** Tyler Hicks **P. 98 :** Jeff Burton **P. 99 :** Michelle V. Agins **P. 101 :** Illustration de Luisa Vera **P. 102 :** Sean Thomas **P. 103 :** Stefania Curto **P. 104 :** Illustration de Luisa Vera **P. 105 :** Fernando Leon **P. 106 :** Roger Mello **P. 107 :** Silvio Cavalcante **P. 108 :** Weinberg-Clark Photography **P. 109 :** Alex Ogle / AFP **P. 110 :** Illustration de Luisa Vera **P. 111 :** Media Office of The Islamic State

GEO
HORS-SÉRIE
The New York Times
News Service & Syndicate

13, rue Henri-Barbusse, 92624 Gennevilliers Cedex
Standard : 01 73 05 45 45. Fax : 01 47 92 66 75.

RÉDACTEUR EN CHEF : Eric Meyer

SECRÉTARIAT : Corinne Barougier

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE : Catherine Segal

DIRECTRICE ARTISTIQUE : Delphine Denis

DIRECTRICE PHOTO : Magdalena Herrera

CHEF DE SERVICE PHOTO : Agnès Dessuant

CHEF DE STUDIO : Dominique Salfati

CHEFS DE SERVICE : Aline Maume-Petrović, Nadège Monschau, Mathilde Saljougui (geo.fr et réseaux sociaux), Jean-Christophe Servant

CHEF DE RUBRIQUE : Nicolas Ancellin

RÉDACTRICE : Léia Santacroce (geo.fr et réseaux sociaux)

COMMUNITY MANAGER : Claire Brossillon

PREMIÈRE SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : Laurence Maunoury

CARTOGRAPHE-GÉOGRAPHE : Emmanuel Vire

ON CONTRIBUÉ À LA RÉALISATION DE CE NUMÉRO : Alice Checcaglini (maquette) ; Laurence Le Van (traductions) ; Valérie Malek et Alice Sanglier (secrétariat de rédaction) ; Hugues Piolet (cartographe-géographe)

FABRICATION : Stéphane Roussies, Jeanne Mercadante (photogravure)

Magazine édité par



13, rue Henri-Barbusse, 92624 Gennevilliers Cedex.
Société en nom collectif au capital de 3 000 000 €, d'une durée de 99 ans, ayant pour gérant Gruner + Jahr Communication GmbH.
Ses principaux associés sont Média Communication S.A.S. et Gruner und Jahr Communication GmbH.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Rolf Heinz

ÉDITEUR : Rolf Heinz

DIRECTRICE MARKETING ET BUSINESS DÉVELOPPEMENT : Julie Le Floch-Dordain

CHEF DE GROUPE : Hélène Coin

(Pour joindre directement votre correspondant, composez le **01 73 05** + les 4 chiffres suivant son nom.)

DIRECTEUR EXÉCUTIF PRISMA MEDIA SOLUTIONS : Philipp Schmidt (5188)

DIRECTRICE COMMERCIALE : Virginie Lubot (6450)

DIRECTRICE COMMERCIALE (OPÉRATIONS SPÉCIALES) : Géraldine Pangrazzi (4749)

DIRECTEUR DE PUBLICITÉ : Arnaud Maillard

RESPONSABLES DE CLIENTÈLE : Evelyne Allain Tholy (6424), Laetitia Barrau (69 80), Sabine Zimmermann (6469)

DIRECTRICE DE PUBLICITÉ, SECTEUR AUTOMOBILE ET LUXE : Dominique Bellanger (4528)

RESPONSABLE BACK OFFICE : Katell Bideau (6562)

RESPONSABLE EXÉCUTION : Rachel Eyango (4639)

ASSISTANTE COMMERCIALE : Corinne Prod'homme (6450)

DIRECTRICE DES ÉTUDES ÉDITORIALES : Isabelle Demailly Engelsen (5338)

DIRECTEUR MARKETING CLIENT : Laurent Grolée (6025)

DIRECTEUR COMMERCIALISATION RÉSEAU : Serge Hayek (6471)

DIRECTION DES VENTES : Bruno Recurt (5676)
Secrétariat (5674)

DIRECTRICE MARKETING OPÉRATIONNEL ET ÉTUDES DIFFUSION : Béatrice Vannière (5342)

IMPRESSION : MOHN Media Mohndruck GmbH, Carl-Bertelsmann-Straße 161 M, 33311 Gütersloh, Allemagne.

Diffusion Presstalis-ISSN : 1956-7855. Création : janvier 2012
Numéro de commission paritaire : 0913 K 83550

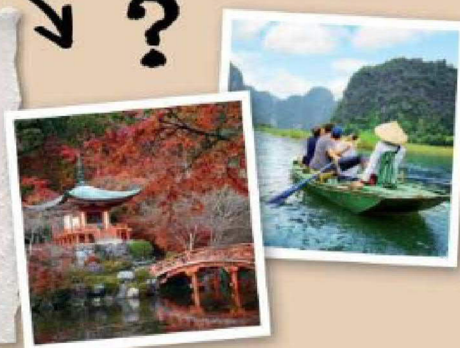


GEO BOOK

PARTEZ À LA DÉCOUVERTE DE VOTRE PROCHAIN VOYAGE !

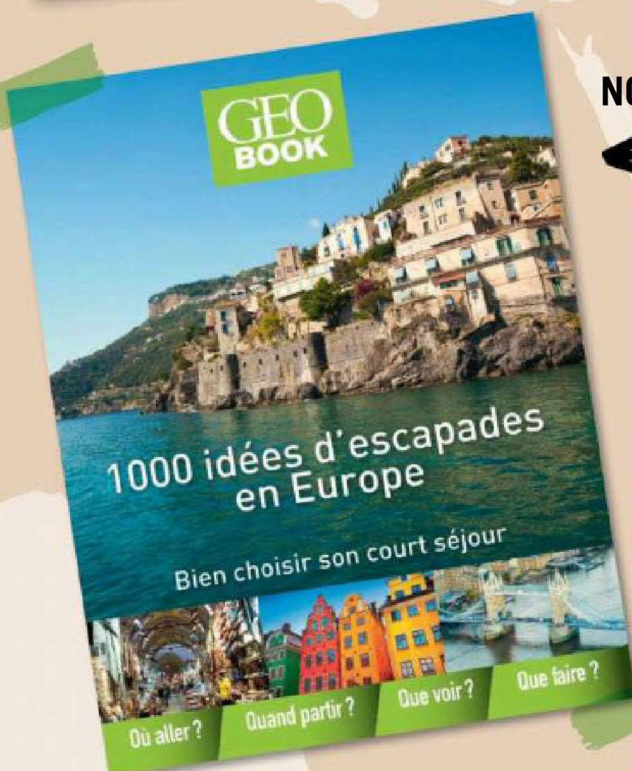


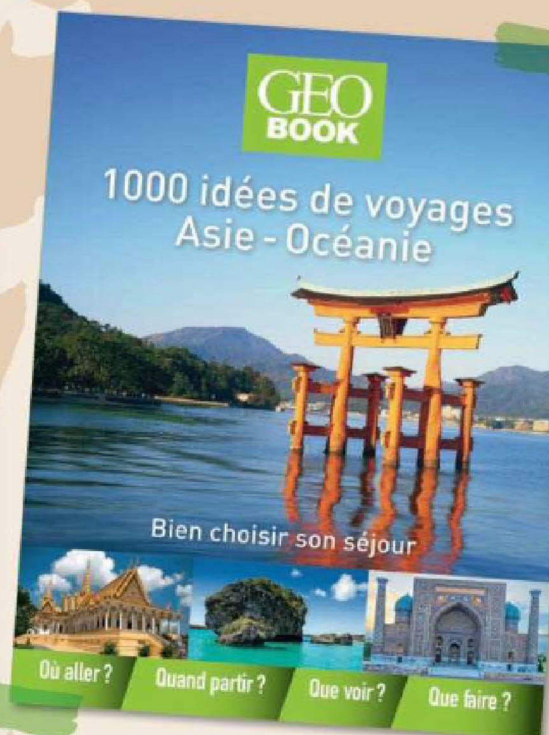
OÙ ALLER ?
QUAND PARTIR ?
QUE VOIR ?
QUE FAIRE ?



NOUVEAUX

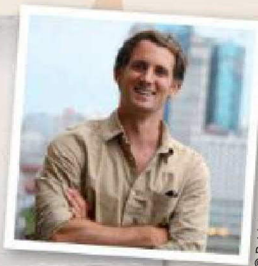






"Les guides GEOBOOK sont des beaux livres que je m'empresse de consulter pour revivre mes anciens voyages ou préparer les nouveaux. Le plus dur n'est pas de partir, mais de bien choisir, et les feuilleter, c'est déjà voyager..."

Raphaël de Casabianca,
voyageur, réalisateur, présentateur d'Échappées Belles sur France 5.


© Patrick Lefrère

Publiez vos photos #GEOBOOK


www.editions-prisma.com


[redacted]